



FRANCIS CABREL
CHANTEUR DE VARIÉTÉS
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1

CANNES
À QUI LA PALME?
CINÉMA PAGE 1
AUTRES TEXTES EN A20 ET A21



85 % des Québécois ne croient pas Martin, révèle un sondage CROP-La Presse

LE SCANDALE FAIT MAL

DENIS LESSARD

QUÉBEC – À la toute veille de la décision de sa vie, Paul Martin ne peut compter sur l'appui que d'un Québécois sur trois. A quelques heures du déclenchement des élections générales, seulement le tiers des Québécois sont satisfaits de son gouvernement, approuvent son leadership et ont l'intention de voter pour son parti. Plus inquiétant encore pour M. Martin, pas moins de 85 % des Qué-

bécois ne le croient pas quand il soutient qu'il ne savait rien des problèmes du programme de commandites, constate le plus récent sondage CROP d'opinions réalisé pour *La Presse* et le *Toronto Star*. L'arrestation de Chuck Guité et de Jean Brault, le poids accru du Québec sur la scène internationale, les changements à l'assurance-emploi ou même l'entente avec Québec sur les congés parentaux, rien n'y fait. Si les élections avaient eu lieu cette semai-

ne, le Bloc québécois aurait balayé le Québec, estime Claude Gauthier, spécialiste de CROP. Comme aux élections de 1993 et de 1997, les élus libéraux seraient confinés à la région de Montréal avec quelques sièges épars en Estrie ou dans l'Outaouais. L'enquête, réalisée du 13 au 20 mai auprès de 845 personnes, comporte une marge d'erreur de 3,4 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Elle était en cours au moment où Paul Martin a multiplié les interventions au Qué-

bec et lorsque les libéraux comme les bloquistes ont rendu publics leurs slogans et leur publicité de campagne. Constat douloureux pour les libéraux fédéraux: après quatre mois de controverse, la version voulant que le scandale des commandites n'était connu que d'une poignée de personnes ne tient pas la route aux yeux de la population. > Voir SCANDALE en A6

> À lire dès aujourd'hui, notre cahier Élections 2004, page A29

Tremblay s'absente et Olivier s'abstient

FRANÇOIS CARDINAL ET SÉBASTIEN RODRIGUE

Bien que sa ville soit au bord de l'éclatement, le maire Gerald Tremblay ne lancera sa campagne référendaire que dans 10 jours, le 31 mai.

Après le long week-end de la fête des Patriotes, M. Tremblay vaquera à certaines occupations liées à sa fonction avant de quitter le Québec pour Edmonton, mercredi. Il doit alors préparer avec d'autres maires membres de la Fédération canadienne des municipalités le Forum national sur la croissance économique qui se tiendra à Montréal au début du mois de juin.

« À partir du 31 mai, le maire ira voir les gens et les groupes dans différents arrondissements », a précisé son attachée de presse, Christiane Miville-Deschênes.

De son côté, le maire de Longueuil, Jacques Olivier, a l'intention de demeurer discret durant toute la campagne référendaire, préférant laisser aux présidents d'arrondissement le soin de faire campagne.

> Voir TREMBLAY en A10

AUTRES TEXTES PAGES A7 A9

Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE « 89 référendums! Le bonheur! » - Claude Morin

SOMMAIRE

Astrologie du jour	VACANCES 18
Avis et encans	
PETITES ANNONCES 15	
Animaux	VACANCES 19
Bridge	VACANCES 19
Carrières	CAHIER CARRIÈRES
Décès	PETITES ANNONCES 12, 13
Échecs	VACANCES 19
Feuilleton	VACANCES 18
Forum	A 25-27
Grilles des mordus	
PETITES ANNONCES 12	
Horaires télévision	ARTS 20
Jardiner	MON TOIT 17
Loteries	A 10
Mots croisés	VACANCES 18
Mot mystère	VACANCES 18
Observateur	VACANCES 18
Petites annonces	
CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES 2	
Philatélie	VACANCES 19
Trait d'union	VACANCES 17

Météo

Pluie passagère, maximum 16, minimum 11, plus de détails en page

PETITES ANNONCES 16



CHOISIR LA RUE

L'été s'en vient à Montréal, et avec lui des centaines de jeunes sans-abri s'installeront en ville. Un mouvement migratoire annuel, qui attire des jeunes des quatre coins du Canada et des États-Unis. Pour eux, dans la rue, chaque jour est une aventure.

À LIRE EN PAGES A2 ET A3

PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

Vidéo, photos et témoignages: l'affaire d'Abou Ghraib s'amplifie



ALEXANDRE SIROS
WASHINGTON

Le scandale des sévices infligés par des militaires américains dans la prison irakienne d'Abou Ghraib a été relancé de plus belle, hier aux États-Unis, par la diffusion de nouveaux témoignages et d'un premier

enregistrement vidéo accablants.

Le *Washington Post* a rendu cette vidéo publique sur son site Internet, et son contenu troublant a aussitôt été retransmis par les réseaux de télévision. Le quotidien de la capitale a aussi publié de nouvelles photos et rapporté les témoignages de victimes d'abus qui vont « bien au-delà de ce qui avait été jusqu'ici rendu public ».

Dans l'enregistrement en question, qui dure près d'une minute, des soldats américains tentent de former une pyramide humaine avec des prisonniers irakiens nus, dont les têtes ont été recouvertes de sacs.

Les premières images montrent

un détenu qui est frappé au visage par un militaire et forcé de se dévêtir. Le soldat, un gaillard costaud et moustachu, est accompagné de deux collègues. Ceux-ci se tiennent debout, immobiles et intimidants, dans une pièce où se trouvent plusieurs prisonniers.

Le soldat actif traîne ensuite un deuxième détenu sur le sol comme s'il s'agissait d'une guenille. Puis, il s'empare d'un troisième détenu par les bras et le pousse à se mettre à quatre pattes. D'autres prisonniers nus, vus à l'arrière plan, sont témoins de ces sévices.

> Voir VIDÉO en A4

LE TOUR DE FOGLIA PIERRE FOGLIA PUBLIE (ENFIN) UN LIVRE

Lisez notre entrevue dans le cahier Sports en page 1



jetsgo.net SANS ESCALE **Vancouver 264\$**

Winnipeg 164\$ Edmonton 220\$ Calgary 220\$ Abbotsford 314\$ Victoria 321\$

Premier vol le 24 juin Premier vol le 5 juin

jetsgo

Départs depuis Montréal. Prix web par trajet. Taxes et supplément en sus. Selon la disponibilité. Détails sur jetsgo.net.

JEUNES CHOISIR LA RUE

Environ **16 000** sans-abri au long cours passeraient l'année dans les rues de Montréal. L'été, de **4000** à **5000** jeunes voyageurs ou fugueurs viendraient gonfler leurs rangs, croyant la « capitale punk du Canada » très ouverte au camping dans les parcs et les rues. Surprise! La Ville et les policiers les attendent de pied ferme, bien déterminés à bouter le *squeegee* hors de la rue. **Souriez! La caméra, rue Saint-Denis, vous a à l'œil.**

L'odyssée de la « crevette » naïve

Sale temps pour les jeunes de la rue en provenance des régions



LOUISE LEDUC

Les jeunes des régions qui débarquent au à la Station Centrale par centaines, l'été venu, pour un *party* d'une fin de semaine qui se prolonge parfois durant quelques semaines, ont à peine le temps de descendre de l'autocar qu'ils sont déjà reçus par un comité d'accueil fait de revendeurs de drogues et de proxénètes du quartier gai ou d'ailleurs. Bienvenue à Montréal!

« Il y en a plein qui rôdent dans la station, et les jeunes ont tôt fait de se faire accoster », signale Henri-Charles Baudot, directeur du programme préventif Premier Arrêt.

Stratégiquement, Premier Arrêt a installé son stand tout à côté des portes des arrivées, à la Station Centrale. Chaque fois qu'un autocar déverse son flot de voyageurs, l'employé au comptoir scrute chacun d'eux, à l'affût de ceux que le milieu communautaire a surnommés « les crevettes » et qui auront besoin d'une petite mise en garde contre la jungle urbaine dans laquelle s'ils s'appêtent à plonger.

M. Baudot n'aime pas le terme « crevette », mais on parle bien de la même réalité: de ces jeunes plutôt naïfs, oiseaux migrateurs sur les bords, qui fuient leur région pendant la saison chaude pour venir passer l'été à Montréal, sac au dos. Des jeunes au parcours souvent un peu compliqué, mais pas nécessairement: dans le lot se trouvent aussi

quantité d'adolescents qui retourneront tranquillement à l'école et chez leurs parents à l'automne.

« Pendant l'été, les jeunes que l'on voit viennent ici pour *tripper* pendant quelques semaines, note M. Baudot. En septembre, la clientèle est tout autre: ces jeunes-là fuient les pressions de leur milieu pour de bon — violence familiale, homosexualité mal acceptée, etc. — et sont déterminés à s'installer à Montréal, où ils pensent trouver un emploi plus facilement. »

Contrairement à quantité d'autres grandes villes mieux adaptées aux jeunes voyageurs, « Montréal ne compte qu'une auberge de jeunesse, aucun camping municipal à proximité et pas de toilettes dans les parcs, regrette M. Baudot. Alors les jeunes restent là, dans les rues du centre-ville, en mode survie, à quêter ou à faire des petits vols. Ils ont tôt fait de tomber dans la drogue, qu'ils consomment avec de l'alcool. Ajoutez à cela une certaine détresse psychologique et ça dérape vite. »

La Ville de Montréal ne veut plus de ces jeunes qui végètent dans la rue. « Le meurtre survenu dans le square Viger il y a deux ans a incité la Ville à se faire plus répressive, comme l'avaient déjà fait Toronto et Winnipeg, indique Bernard St-Jacques, organisateur communautaire au Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal. Montréal, qui avait la réputation d'être plutôt tolérante, commence à être une destination moins attirante pour les jeunes de la rue venus des quatre coins du Canada. Montréal a fermé l'espace public en transformant les places en parcs municipaux. Une place, ça ne se ferme pas, mais dans un parc,

le règlement municipal est mis en application: personne ne doit y être entre 23 h et 6 h. »

Cet été, la Ville est bien déterminée à diriger les jeunes de la rue vers des refuges. Si elle y parvient, ce sera une grosse nouveauté. « Les étés derniers, nous n'avons à peu près pas reçu ces jeunes, explique France Labelle, directrice du Refuge des jeunes de Montréal. Ce ne sont pas des sans-abri, mais des jeunes en transit qui préfèrent coucher dehors dans leur sac de couchage. »

Et ça dérange. Beaucoup, même. « La police a rencontré les groupes communautaire le 31 mars et nous a dit que ce serait tolérance zéro, cet été, poursuit Mme Labelle. On nous dit qu'ils visent les vendeurs de drogues, mais les contraventions distribuées ne vont pas dans ce sens-là. On arrête les jeunes parce qu'ils ont l'air de flâner, parce qu'ils traînent sur un banc de parc. Et les adultes bien mis, eux, ne sont pas du tout embêtés. »

Le look un peu inquiétant des jeunes que l'on croise, rue Saint-Denis ou ailleurs, n'est peut-être pas étranger à l'opération anti-*squeegee*. « C'est le problème, dit Mme Labelle. Les gens passent à côté de jeunes marginaux et ils ont peur. Mais les lois existent pour sanctionner des gestes illégaux, pas pour rassurer les gens. Sinon, on fait quoi face à un gang de Noirs et de musulmans qui parlent ensemble et qui fait « peur » aux gens racistes? On les arrête aussi? Une société qui se met à avoir peur de ses enfants et à envisager presque la loi des mesures de guerre contre eux n'est pas très saine. »

On n'en est pas encore là, mais une caméra de surveillance, rue Saint-Denis, captera cet été les faits et gestes de chacun.

Rodéo interdit à Montréal

LOUISE LEDUC

La police a remis aux organismes communautaires la liste des « désordres sociaux/actes d'incivilités » pour lesquels il y aura tolérance zéro à Montréal cet été.

Parmi ces incivilités interdites: la « présence dérangeante d'itinérants », la « présence dérangeante de mendiants », la « présence de *squeegees* », le « regroupement de jeunes sur la voie publique (flâner, harcèlement, intimidation, bruit, etc.) » et « rodéo sur la voie publique (auto/vélo/planche/patins à roues alignées, etc.) ».

« On parle de « présence » de sans-abri, de « présence » de mendiants. Leur reproche-t-on leurs actes dérangeants, ou juste d'être là et d'exister? », demande France Labelle, directrice du Refuge des jeunes de Montréal.



LINEN CHEST
La beauté intérieure

GRAND SOLDE DU PRINTEMPS!

50% à 70% de rabais
sur une vaste sélection d'articles en magasin

TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

Centre Rockland (Montréal) • Promenades de La Cathédrale (centre-ville) • Galeries Laval (Laval) • Place Portobello (Brossard)
SERVICE À DOMICILE GRATUIT 514.341.7810 www.linenchest.com
Jusqu'à 50% de rabais sur les produits Hunter Douglas.



JEUNES CHOISIR LA RUE



PHOTOS MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

En début de saison, la police tolère encore les *squeegee*s, peu nombreux. Qu'en sera-t-il quand, à la fin des classes, quantité de jeunes des régions s'ajouteront aux habitués?

QUI SONT-ILS ?

LES BUMS : Sans-abri qui ne font pas ou peu de *squeegee*.

LES SQUEEGEES LOCAUX : Ils sont là toute l'année et pestent contre les *squeegee*s qui ne sortent que pendant l'été, et qui « volent » leur clientèle.

LES SQUEEGEES DE L'EXTÉRIEUR : Ils viennent passer l'été à Montréal, attirés par les nombreux charmes de la ville. Selon eux, les policiers sont plus sévères à leur égard parce qu'ils ne parlent pas français.

LES WEEK-END WARRIORS, LES « CREVETTES » :

Des *squeegee*s du dimanche qui habitent encore chez leurs parents en région, et qui viennent *tripper* en ville pour quelques jours ou quelques semaines. Selon certains « vrais » *squeegee*s, 60% de ceux qu'on voit l'été sont des *week-end warriors*. Ils sont généralement peu appréciés, parce qu'ils font grimper le nombre de *squeegee*s en ville, ce qui oblige les policiers à intervenir plus souvent.

C'est tous les jours vendredi

Pour les jeunes de la rue, la beuverie se prolonge tout l'été



NICOLAS BÉRUBÉ

Shawn sort un couteau de sa botte, qui lui monte jusqu'au genou. Il lui sourit comme à un ami perdu de vue depuis longtemps, le porte à bout de bras et fait briller la lame sous le lampadaire de ce petit parc, près de la rue Sainte-Catherine, où *La Presse* a dormi cette semaine à la belle étoile en compagnie de jeunes de la rue.

«J'ai trouvé le couteau l'autre jour dans une ruelle, dit-il sans quitter l'objet des yeux. Je vais le donner à ma blonde pour qu'elle puisse se protéger le soir, quand je ne suis pas là.»

Les autres *squeegee*s ne l'écoutent qu'à moitié. Assis sur son sac, Joe (les noms sont fictifs), un punk de 19 ans débarqué de Vancouver la semaine dernière, quête une gorgée de bière à Spike, qui arrive tout droit de Toronto. Ce dernier lui tend la bouteille d'une main et le bouchon dévissable de l'autre.

«Il faut toujours garder le bouchon, dit-il. Quand la police arrive, tu rebouches la bouteille et tu la caches dans ton sac.»

Posée par terre, une petite radio à piles crache le nouveau *hit* des Beastie Boys. Ewan, un punk du Nouveau-Brunswick, tente de suivre les paroles. «Ch-Check it out!» gueule-t-il en se levant pour danser autour de sa bière, une Colt 45 de 1,18 litres à 8% d'alcool — la meilleure façon de se saouler quand on a moins de 5\$ en poche.

À côté de lui, Nat, la seule fille du groupe, s'est enroulée dans un vieux sac de couchage gris et essaie

de dormir. «Hé, n'oublie pas de mettre tes bottes dans ton *sleeping*», lui dit Spike. Sinon, gare aux *bums* qui vous volent la nuit pendant que vous dormez...

Il est près de minuit. Hormis les *squeegee*s, le parc est presque vide. Des policiers à vélo ont passé tout à l'heure, éclairant l'endroit de leurs réflecteurs clignotants verts. Les jeunes ne semblaient pas avoir de bière avec eux; ils n'ont donc pas été délogés.

Les dernières années, à la fin du mois de juin, les parcs du centre-ville étaient bondés. Le scénario se répétera-t-il ou la police mettra-t-elle vraiment en application sa politique de tolérance zéro? «Pendant l'été, habituellement, c'est difficile de trouver quelque part où dormir dans un parc, dit Shawn. Tu te fais réveiller, tu dois te battre pour garder ta place. Les gens sont agressifs. Tant qu'on n'est pas nombreux, la police arrive à nous tolérer. Mais bientôt, les parcs seront bondés et les policiers vont perdre patience.»

Originaire d'Ottawa, Shawn passe ses étés à Montréal depuis quatre ans. Il dit être parti de chez lui à 16 ans, parce que «ça n'allait plus» avec sa mère. Quand septembre arrive, il file faire du *squeegee* à Vancouver, où l'hiver est «tolérable». «Même si tu me payais, je ne vivrais jamais ici pendant l'hiver. Pour moi, Montréal, c'est une ville d'été.»

Quand on demande pourquoi ils choisissent Montréal, les réponses fusent. La drogue! Le sexe! L'ambiance! «Montréal, c'est la capitale du punk au Canada. Les *shows* sont écoeurants!» dit Spike.

Le bonheur, pour lui, c'est de se promener sur Sainte-Catherine le vendredi soir. Devant l'X, une salle qui présente des *shows* punks, le trottoir est plein de monde,

l'ambiance est à la fête et tout devient possible. «Plus t'as de pics sur ton manteau, plus tu as de chance de *pogner* avec les filles, dit-il. La coupe mohawk aussi, ça aide. L'idée, c'est de se démarquer.»

La drogue, disent-ils, est meilleure et moins chère à Montréal qu'ailleurs au pays. «Pour le PCP, c'est 10\$ le *point* (1/10 de gramme). Et c'est du bon, en plus, ce n'est pas du *baking soda* comme ailleurs.»

Côté *squeegee*, à vue de nez, jusqu'ici, c'est encore plus facile à Montréal qu'ailleurs. «Ici, il y a tellement de monde qui en fait que c'est comme accepté, dit Ewan. À St. John, on est deux, alors on se fait *spotter* assez vite.»

Dans une journée type, Spike dit faire entre 50 et 100\$, soit «assez pour me payer de la pizza, de la poutine, de la bière et du PCP, peut-être un appart, si je suis chanceux».

Après quelques secondes, il ajoute: «Je connais un gars qui fait 150\$ par jour au *squeegee*, et qui dépose son argent au guichet tous les soirs, dit-il. Mais c'est très rare de voir ça.»

Les amis, les ennemis

Les *squeegee*s qui débarquent au centre-ville s'aperçoivent vite qu'ils n'y sont pas les bienvenus.

Dans la catégorie «amis»: ce dépanneur situé tout près. «Quand je n'ai pas d'argent, je laisse mon manteau de cuir en garantie et je reviens payer ma bière le lendemain.»

On peut aussi compter sur quelques comptoirs de pizza à 99 cents, sur la roulotte du père Pops, sur certains policiers tolérants et sur les employés de l'hôpital Saint-Luc, qui laissent les jeunes sans-abri utiliser les toilettes.

Rares sont les amis, donc. Les ennemis, eux, sont partout: les automobilistes qui vous roulent sur le pied, les sans-abri qui veulent reprendre «leur» banc la nuit, les policiers qui leur donnent des contraventions de 138\$ parce qu'ils se tiennent debout à un coin de rue... À ce rythme, à la fin de l'été, les jeunes repartent de la ville avec en moyenne 2000\$ de contraventions non payées.

Deux heures plus tard, les premiers travailleurs passent devant le parc. Vue du sac de couchage, après une nuit presque blanche, la ville apparaît sous un tout autre jour et le soleil, trop brillant. Qu'ont-ils donc tous, ces gens bien mis, à être debout si tôt?

«Je ne comprends pas que des gens nous tombent dessus parce qu'on fait du *squeegee*, dit Nat. Qu'est-ce qu'on ferait, sinon? On se prostituerait ou on vendrait de la drogue. Il me semble que c'est plus intelligent de laver des pare-brise que de vendre son corps.»

Les *squeegee*s passent donc l'été à dormir dans les parcs, dans les ruelles ou derrière les églises. S'ils sont chanceux, ils se trouveront un appart, une place dans un squat. «L'été dernier, on dormait dans des condos en construction, dit Shawn. Il y avait un frigidaire et un micro-ondes. On appelait ça le *million dollar squat*. Je ne sais pas si on trouvera quelque chose d'aussi bien cet été.»

Dormir dans un refuge pour sans-abri? Jamais! répondent-ils en chœur. «Une fois, le refuge a appelé la police parce que j'avais un canif sur moi», dit l'un.

«Ce sont des endroits où tu peux te faire voler, même violer», lance un autre.

Dans la rue, disent-ils, chaque jour est une aventure. «On ne sait jamais ce qui va se passer dans une heure, dans 10 minutes même, dit Shawn. Et puis on voit au moins une chose étrange par jour. L'autre fois, il y a un gars qui nous a acheté nos vieux bas sales pour 10\$. Il paraît qu'il aime les sentir. C'est dégueulasse, mais 10\$, c'est 10\$.»

Il regarde Nat, qui s'est endormie, les bottes aux pieds. Sans se consulter, les gars encore debout sortent un gros feutre noir et entreprennent de lui barbouiller le visage en riant comme des fous, sans qu'elle se réveille, trop ivre. «Elle s'est endormie avec ses bottes, dit Shawn. C'est une règle. Si tu t'endors avec tes bottes, les autres ont le droit de te barbouiller.»

Il est 2h54 quand Spike s'écrie: «Squat!» pour signifier qu'il se couche. Les autres ont fait de même.

Le lampadaire du parc s'est éteint à 5h45. Plus tard, un sans-abri saoul est venu gueuler aux *squeegee*s endormis de déguerpir, que c'était son *spot* à lui, qu'il allait revenir «avec un bâton de baseball».

Aucune réaction. Sans faire de bruit, le type a glissé ses grosses mains dans un sac à dos qui traînait près des dormeurs. Il l'a laissé retomber quelques secondes plus tard, déçu. Les *squeegee*s avaient tout bu.

Deux heures plus tard, les premiers travailleurs passent devant le parc. Vue du sac de couchage, après une nuit presque blanche, la ville apparaît sous un tout autre jour et le soleil, trop brillant. Qu'ont-ils donc tous, ces gens bien mis, à être debout si tôt?

DEMAIN : LES JEUNES QUÉBÉCOIS ENVAHISSENT LES RUES DE VANCOUVER

Plus de zoo la nuit

LOUISE LEDUC

«Les jeunes de la rue, il faut les garder occupés et on va s'assurer que, en tout temps, il y ait pour eux des emplois leur proposant à la journée de nettoyer des allées ou d'enlever des graffitis.»

Louise O'Sullivan, membre du comité exécutif de la Ville de Montréal et responsable du développement social, promet qu'une enveloppe «dans les six chiffres» sera bientôt débloquée pour mieux encadrer les jeunes de la rue, les occuper et les diriger vers des refuges. «On continue d'aider Premier Arrêt...»

Premier Arrêt? Parle-t-on bien ici de ces

travailleurs communautaires à la Station centrale désespérément en attente d'une subvention de 30 000 \$ et qui, ne l'ayant pas reçue, ne peuvent plus faire de prévention que les jours de semaine? «Premier Arrêt est un partenaire important et on les soutient», dit M^{me} O'Sullivan, laissant entendre qu'il y aura sans doute quelque chose pour eux sous peu.

M^{me} O'Sullivan rappelle qu'en début de mandat, elle avait cru bon de permettre aux jeunes de coucher dans le square Viger, la nuit tombée. «Quand les jeunes se sont mis à apporter un sofa là, et à prendre leur bain dans la fontaine (en 2002), ça a dépassé les bornes. Puis il

y a eu ce mort au square Viger (...) et on a dû repenser tout cela.»

Cap sur la répression, depuis lors? M^{me} O'Sullivan jure que ce n'est certainement pas la préférence de la Ville, qui croit pouvoir sonner la fin de la récréation de manière plus positive. En occupant les jeunes, donc.

Il y a de leur sécurité, mais aussi de la tranquillité d'esprit des résidents. «Si vous habitez près d'un parc et que vous ne vous sentez pas en sécurité quand vous rentrez chez vous, ce n'est pas idéal.»

Le Service de police de la Ville de Montréal n'était pas en mesure de répondre à nos questions cette semaine.

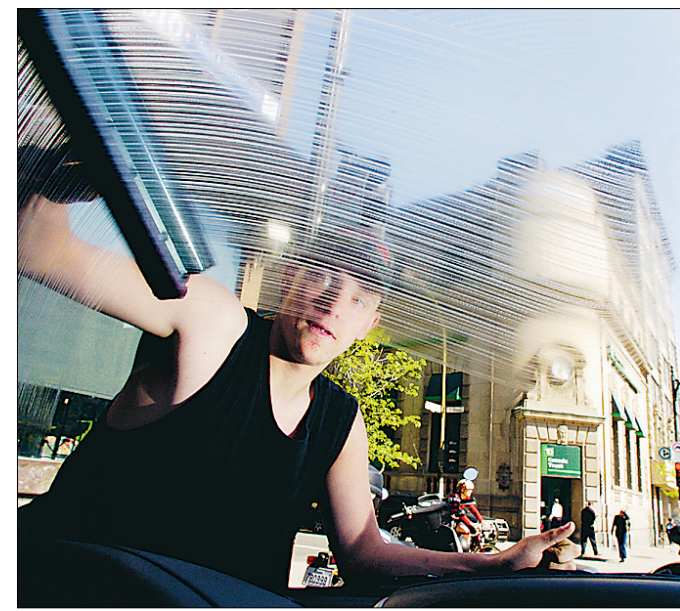


PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

Contravention en vue. En théorie, le *squeegee* est interdit à Montréal.

SUITES DE LA UNE

Vidéo, photos et témoignages: l'affaire d'Abou Ghraïb s'amplifie

VIDÉO suite de la page A1

Le militaire qui a le premier rôle dans cet enregistrement figure aussi sur l'une des nouvelles photos publiées. Par terre, au milieu d'une demi-douzaine de détenus, il semble s'apprêter à asséner un dur coup sur la tête de l'un d'eux.

Un autre cliché présente un militaire matraque en main, devant un prisonnier nu et recouvert d'une substance brune, à qui on a mis des menottes aux pieds. Un autre encore fait voir un détenu l'air effrayé, à genoux, les mains derrière le dos, menacé par un chien qui montre ses crocs. Le militaire qui tient l'animal en laisse utilise ses deux mains pour le contenir.

Le *Washington Post* dit avoir en sa possession des centaines de photos et de courts enregistrements vidéo aussi bouleversants. On y verrait, par exemple, cinq détenus se masturbant devant deux prisonniers accroupis. Le Pentagone a laissé entendre que ce sont ces images que les membres du Congrès ont vues la semaine dernière.

Les scènes décrites par les prisonniers sont également déconcertantes. Les témoignages obtenus sont ceux de 13 détenus ayant été interrogés sous serment en janvier dernier. À l'époque, l'armée américaine enquêtait sur les conditions de détention à Abou Ghraïb.

Certains détenus ont dit avoir été forcés de récupérer leur nourriture dans les toilettes par Charles Graner (un des sept soldats inculpés) et avoir subi des atouchements sexuels de militaires de sexe féminin. D'autres ont dû consommer du porc et de l'alcool, ce qui est



Un soldat américain retient à deux mains son chien, qui semble vouloir attaquer un détenu effrayé de la prison d'Abou Ghraïb.

PHOTO AP et The Washington Post

contraire à la religion musulmane, ou carrément dénoncer l'islam.

« Ils nous ont forcés à marcher comme des chiens, à quatre pattes. (...) Nous devions aboyer comme des chiens et si ne nous le faisons pas, ils commençaient à nous frapper solidement au visage et à la poitrine, sans pitié », a raconté l'un des détenus, Hiadar Sabar

Abed Miktoub Al-Aboudi.

La plupart ont dû porter des sous-vêtements féminins et ont été menacés de mort et d'agression sexuelle s'ils ne coopéraient pas lors des interrogatoires. Un prisonnier a d'ailleurs dit avoir été sodomisé avec une lampe à phosphore. Un autre a indiqué avoir vu un traducteur de l'armée sodomiser un

garçon qui avait entre 15 et 18 ans.

On a justement appris hier qu'un traducteur de l'entreprise américaine Titan, firme sous contrat avec l'armée, est accusé d'avoir sexuellement humilié des prisonniers détenus à Abou Ghraïb.

Il a admis avoir contribué à maintenir au sol trois détenus, dévêtus et placés dans des positions

sexuelles, a rapporté le *Wall Street Journal*. Impossible de savoir, toutefois, s'il peut aussi être responsable du viol d'un jeune Irakien.

Réagissant à la publication de l'ensemble des documents compromettants, hier à Washington, le chef d'état-major interarmées, le général Richard Myers, a dit avoir espoir qu'ils « ne compromettent pas le processus » de la justice militaire en cours.

Interrogé par les membres de la commission des Forces armées de la Chambre des représentants, le général a par ailleurs soutenu qu'il « n'y a jamais rien eu d'approuvé en Irak qui ne soit pas conforme aux conventions de Genève, (...) jamais rien d'autorisé officiellement par personne ».

Même son de cloche à Bagdad, où 454 prisonniers ont été libérés hier de la prison d'Abou Ghraïb. Un porte-parole de l'armée a affirmé que les forces de la coalition respectent actuellement la convention de Genève sur le traitement des prisonniers de guerre.

Le général Mark Kimmitt, qui réfutait les allégations de reportages faisant état de nouveaux sévices dans les prisons irakiennes, a affirmé qu'il n'y avait « absolument pas » d'interrogatoires autorisés en Irak qui violent la convention.

Parallèlement, le Pentagone a fait

savoir que l'armée de terre mène maintenant des enquêtes sur la mort de 37 prisonniers détenus par les Américains en Irak et en Afghanistan depuis août 2002. Huit cas sont considérés comme des homicides potentiellement causés par des violences avant ou pendant des interrogatoires.

Avec la collaboration de l'AFP.

À nos abonnés

L'augmentation sans cesse croissante des coûts d'exploitation et de distribution nous oblige à procéder à une légère hausse de nos tarifs d'abonnement du lundi au vendredi, du lundi au samedi et du lundi au dimanche.

Une augmentation se limitant à une moyenne de deux cents par jour sera en vigueur dès le 31 mai et sera appliquée comme suit: les lecteurs adhérant au Programme de prélèvement automatique (PPA) mensuel sur carte de crédit subissent une hausse au cours du prochain prélèvement à leur compte. Ceux payant directement aux camelots feront l'objet de la nouvelle tarification dès le 31 mai prochain. Enfin, les lecteurs s'acquittant de leur abonnement à l'avance verront une hausse s'appliquer uniquement au moment du renouvellement de leur abonnement.

N'hésitez pas à communiquer avec notre service à la clientèle pour toute question ou commentaire. Nous vous remercions de la confiance que vous nous témoignez.

Philippe Cantin
Vice-président à l'Information et éditeur adjoint

POUR JOINDRE LA PRESSE	
La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9	
ABONNEMENT	(514) 285-6911
cyberpresse.ca/abonnement	1 800 361-7453
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca	1 866 987-8363
DÉCÈS	(514) 285-6816
deces@lapresse.ca	
CARRIÈRES	(514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca	
RÉDACTION	(514) 285-7070

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

En tout lieu. En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

36 MOIS à 0% D'INTÉRÊT sur nos produits SHARP

SHARP AQUOS regardez ce qu'il vous manque...

Des images aux couleurs précises, sophistiquées et vives se dévoilent dans toute leur beauté pittoresque. L'art, sous une nouvelle forme, transformera votre vie, vous menant au-delà des vues habituelles. AQUOS, — c'est le summum d'une nouvelle façon de voir.

SEULEMENT 6 CM de profondeur

500\$ en coupons rabais Dumoulin!

36 MOIS 0% D'INTÉRÊT*

Téléviseur ACL de 15"

- Ratio de contraste de 500:1
- Compatible à la télé numérique
- Entrée vidéo composantes
- Prise pour écouteurs
- Télécommande

Épargnez 200\$

898
Rég.: 1098
30\$/mois

*Après remise postale de 200\$.

SEULEMENT 7 CM de profondeur

500\$ en coupons rabais Dumoulin!

36 MOIS 0% D'INTÉRÊT*

Téléviseur ACL de 20"

- Ratio de contraste de 500:1
- Compatible à la télé numérique
- Entrée vidéo composantes
- Prise pour écouteurs
- Télécommande

Épargnez 200\$

1598
Rég.: 1798
49\$/mois

*Après remise postale de 200\$.

SEULEMENT 9 CM de profondeur

500\$ en coupons rabais Dumoulin!

36 MOIS 0% D'INTÉRÊT*

Téléviseur ACL de 37" 16:9

- Ratio de contraste de 500:1
- Boîte de contrôle A/V
- Compatible HDTV 720p
- 2 entrées vidéo composantes
- Entrée PC XGA
- Télécommande

Épargnez 500\$

6498
Rég.: 6998
180\$/mois

SEULEMENT 5 CM de profondeur

500\$ en coupons rabais Dumoulin!

Payez et emportez!

Épargnez 300\$

498*
Rég.: 798

*Après remise postale de 200\$.

Téléviseur ACL de 13"

- Rapport de contraste de 500:1
- Haut-parleurs au bas
- Angle de vision de 170° horizontal/vertical
- Syntoniseur de télé intégré

FINANCEMENT 0% disponible! Ajusté à vos besoins!

Magasinez en ligne! **dumoulin.com**

Dumoulin

Électronique • Informatique • Photo • Communications

VENTE DE LIQUIDATION PENDANT TOUT LE MOIS DE MAI!

MONTRÉAL 8390, rue St-Hubert (Sud de la métropolitaine) • MONTRÉAL 2050, boul. St-Laurent (Stationnement facile) • MONTRÉAL 368, rue Ste-Catherine O. • MONTRÉAL 8990, boul. de l'Acadie • MONTRÉAL 5485, rue des Jockeys (près de l'Hippodrome Blue Bonnets) • LASALLE 7197, boul. Newman (Près du Carrefour Angingnon) • WEST ISLAND 2315, route Transcanadienne (boul. des Sources) • LAVAL 1599, autoroute 440 O. (Sortie boul. Industriel) • CARREFOUR LAVAL 3035, boul. Le Carrefour • LAVAL 1769, avenue Pierre-Péladeau (voisin du Colossus) • PLACE ROSEMÈRE (face à rue Le Boulthillier) • BROSSARD 5705, boul. Taschereau (Est du Mail Champlain) • PROMENADES ST-BRUNO (Entrée #1) • LONGUEUIL 2203, ch. Chambly (Près de Curé-Poirier) • GATINEAU 195, Bellehumeur • ST-LÉONARD 6852, rue Jean-Talon Est (Langelier & Galeries d'Anjou)

1-877-DUMOULIN

Disponible seulement dans la région métropolitaine de Montréal. * Recevez 500\$ en livret de coupons-rabais applicables lors d'un prochain achat. Détails en magasin. Offre d'une durée limitée. Détails en magasin. †Aucun frais ni intérêt pendant 36 mois. Le prix de vente est payé sous forme de 36 versements mensuels égaux à 0% d'intérêt à partir de la date d'achat. Les taxes sont payables en magasins lors de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit par l'institution financière. Détails en magasin. Les illustrations peuvent différer. Certains modèles ne sont pas disponibles dans toutes les succursales. Ces promotions se terminent le 28 mai 2004 ou jusqu'à épuisement des stocks sauf indication contraire.



PIERRE FOGLIA

Un monde bien lisse

Je me suis mis à rire. Il est très rare que je me mette à rire en lisant un communiqué, et tout de suite après, non pas à pleurer, mais à me désespérer. Un de ces désespoirs de naïf éternellement vulnérable aux atteintes de la vie courante, et peut-être un peu paranoïaque. Soit. Prenez-le ainsi, c'est un paranoïaque qui parle.

De quoi s'agit-il ? D'une histoire minuscule mais dans laquelle je vois quelque chose d'hénaurme. Ce ne sera pas ma première chronique qui commencera par presque rien et, s'alimentant au fil des paragraphes des indignités courantes, finira par la fin du monde.

De quoi s'agit-il ? Elle s'appelle Émilie Roy. C'est une toute jeune coureuse cycliste. La relève, dit-on. Au début de la saison, elle s'est jointe à l'équipe commanditée par Rona. Cela s'est révélé une mauvaise idée. Quelles qu'en soient les raisons, la jeune fille ne s'est jamais intégrée à l'équipe, dont elle a fini par quitter le camp d'entraînement. Elle en est revenue en racontant des horreurs sur les méthodes de l'entraîneur, ses confidences ont même été rapportées dans un article sur Internet. Dans l'autre camp, on n'avait rien de bien sympathique non plus à dire sur la jeune femme, des gros mots que je ne ré-

péterai pas. Retenez seulement qu'on est devant un divorce pas du tout à l'amiable. Retenez aussi que tout le milieu du vélo sait, depuis la fin du mois de mars, que les deux parties se détestent.

Bien sûr, la jeune femme avait signé un contrat avec Rona, qui n'était pas obligé de la libérer mais a cependant fini par le faire en négociant. En négociant quoi ? Un *happy end*. En négociant l'image de Rona. En négociant de faire d'une mauvaise nouvelle une bonne. C'est ce communiqué de Rona qui m'a fait rire et pleurer aussitôt.

Montréal, Québec, le 14 mai 2004 - Émilie Roy ne fait plus partie de l'Équipe Rona. La jeune cycliste et son directeur sportif André Aubut ont convenu que le développement de l'athlète serait pour l'instant mieux servi par un autre encadrement...

J'ai beaucoup appris de mon expérience avec l'équipe, a commenté Émilie (ce n'est pas du tout ce qu'elle a répété à tout le monde, notamment en Virginie, où elle est était récemment en stage).

Je souhaite à Émilie tout le succès qu'elle mérite, a pour sa part ajouté André Aubut (je connais assez Aubut pour savoir que s'il lui a souhaité quelque chose c'est d'attraper la peste bubonique).

Le communiqué est signé par le conseiller en communication retenu

par Rona pour traiter des relations de presse de leur équipe cycliste.

Je vous avais dit un événement minuscule. Du bécyk de filles. Un sport pratiquement inexistant à l'échelle de la planète. Il doit y avoir à peu près 45 filles qui roulent comme du monde sur la terre, et je ne compte pas Émilie Roy là-dedans, elle commence. Une chicanne dont personne n'a rien à foutre. Il aurait suffi de dire que les deux parties ne se sont pas entendues. Ça arrive. C'est pas grave. Une histoire minuscule. Rona risquait quoi ? Quelques retombées négatives. Pis ? Rona, 3 milliards 900 millions de dollars de chiffre d'affaires l'an dernier. Branle-bas de combat. On laisse mariner la petite dans son jus, qui comprend qu'on la libérera plus vite si elle s'amadouue...

J'ai beaucoup appris de mon expérience, dit Émilie dans le communiqué. Sauf qu'elle a dit exactement le contraire à la terre entière depuis son retour d'Arizona.

Je souhaite à Émilie tout le succès qu'elle mérite, a pour sa part ajouté André Aubut. On est une sacrée gang à s'être mis à rire comme des fous à ce moment-là.

Imaginez. Si on est rendu à bricoler la réalité d'une minuscule nouvelle de bécyk de filles, sans incidence sur rien, mettant en

cause des gens totalement inconnus, par simple réflexe de *la bonne nouvelle Rona*, imaginez un grand événement, imaginez la torture en Irak, imaginez une catastrophe écologique, imaginez les élections, imaginez le scandale des commandites. Imaginez. Les milliards dépensés pour faire un monde bien lisse.

Les médias devraient couvrir avec les mêmes moyens, la même assiduité la cosmétique des événements que les événements eux-mêmes. Par exemple sur la torture en Irak en ce moment, couvrir le parti pris de transparence de l'administration Bush, comment est instrumentalisée cette transparence, gérée, planifiée pour servir de cache-pot, ce qui est quand même une finalité extraordinaire pour de la transparence. Il faudrait avoir dans chaque journal une section antirelationnistes, comme les flics ont leurs antiterroristes.

Je vous avais dit une histoire minuscule dans laquelle je voyais quelque chose d'hénaurme. Ce que je vois d'hénaurme, c'est un *Meilleur des mondes* plus efficace encore que celui de Huxley, par la correction instantanée de la réalité. Pendant que le grand public doute de l'honnêteté de ses journalistes, par qui arrivent forcément les mauvaises nouvelles, une armée de rela-

tionnistes lui bricolent une réalité bien lisse, bien propre, souriante, positive. Yé.

VOS ENFANTS EN SÉCURITÉ — On change de sujet mais pas vraiment. Avez-vous noté que le Canada est devenu ou deviendra bientôt le seul pays au monde à interdire la vente, l'importation et la revente des marchettes de bébés ?

Vous ne verrez peut-être pas le rapport, mais je lis, par ailleurs, dans un papier de mon collègue Charles Côté, que les enfants nord-américains — les adultes aussi, mais surtout les enfants — portent des doses préoccupantes de pesticides dans le corps, des doses quatre fois plus élevées que la dose jugée sans danger. L'étude réalisée par le Pesticide Action Network of North America établit évidemment des liens entre les pesticides et plusieurs formes de cancer. Que pensez-vous que les relationnistes des multinationales de pesticides ont dit ? Ils ont dit que cette étude était sujette à caution. Alors voilà, mon vieux, on n'est pas pour interdire des trucs qu'on ne sait même pas si c'est dangereux. Si ça se trouve, le chlopyrifos, le myrex et le lindane, ça ne donne même pas la leucémie. Alors que lorsque votre enfant se plantait avec sa marchette, c'est sûr, il se faisait une bosse dans le front.

CONGÉS PARENTAUX

L'entente de principe signée

LIA LÉVESQUE
PRESSE CANADIENNE

Bien qu'il ait signé une entente de principe avec Québec sur les congés parentaux, le gouvernement fédéral maintient son appel en Cour suprême touchant entre autres ce programme.

Les ministres québécois et canadien ont officiellement signé, hier à Montréal, l'entente de principe dont il est question depuis quelques jours, touchant l'implantation d'un programme plus généreux de congés parentaux pour les Québécois.

Du même souffle pourtant, Ottawa maintient son appel en Cour suprême, en février dernier, après que la Cour d'appel du Québec eut donné raison à Québec dans ce litige touchant les congés parentaux.

En conférence de presse, le ministre fédéral de la Santé et des Affaires intergouvernementales, Pierre Pettigrew, a admis que « l'appel est toujours là ». Il le justifie toutefois par sa volonté de « protéger d'autres programmes que le gouvernement canadien a ».

La Cour d'appel du Québec avait en effet laissé entendre, dans son jugement, qu'Ottawa outrepassait sa compétence en restaurant des programmes de bien-être et de sécurité sociale, qui relèvent plutôt des provinces.

Le ministre Pettigrew dit vouloir clarifier la situation de ces programmes et assure que cet appel ne remet pas en cause la bonne foi du gouvernement fédéral dans ce dossier des congés parentaux.

Si l'entente de principe, qui fait l'objet de discussions depuis 1997, aboutit aujourd'hui, à la veille d'élections fédérales, ce n'est qu'une coïn-



PHOTO CATHIE COWARD, ARCHIVES PC ©

Petite pause bouffe pour un père et son enfant.

cidence, a laissé entendre le ministre Pettigrew. « N'importe qui qui connaît ça va savoir le temps que ça prend (pour conclure l'entente). Ça a été un travail qui est important. »

Le ministre Pettigrew avoue cependant : « Vous pouvez dire *ça va vous aider pour les élections*. Je l'espère. Je ne serais pas fâché que ça nous aide pour les élections. »

Le futur programme devra encore fait l'objet de discussions et de calculs d'ici février 2005 pour voir le jour le 1^{er} janvier 2006.

« Cette entente n'est pas un aboutissement, puisque les négociations devront forcément se poursuivre », a admis d'emblée le ministre québécois des Affaires intergouvernementales canadiennes, Benoît Pelletier. L'entente de principe a cependant le mérite d'établir « le cadre balisant la suite des négociations ».

Le ministre québécois de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Claude Béchar, a précisé que la

méthode de calcul qui sera retenue sera basée sur la moyenne canadienne des prestations parentales du régime fédéral d'assurance-emploi.

Selon lui, cette formule est plus généreuse que celle qui avait auparavant été envisagée et qui désavantagerait le Québec, à cause de son taux de natalité plus bas que celui des autres provinces.

M. Béchar estime le coût total du programme à 850 millions ou 1 milliard de dollars, une somme qui pourrait varier en fonction du nombre de naissances, du taux d'activité des femmes et de l'évolution de la masse salariale.

Réagissant à cette annonce « avec scepticisme », la plus importante centrale syndicale au Québec, la FTQ, y a vu « un bonbon électoral ». Le secrétaire général de la centrale, René Roy, juge que « pour manifester sa bonne foi, Ottawa devrait au moins retirer cet appel » devant la Cour suprême.

EN VOYAGE AVEC VOUS

VACANCES VOYAGE

Tous les mercredis et samedis dans **LA PRESSE**

MÉGA VENTE

SOUS LE CHAPITEAU

MEUBLES DE JARDIN EN TECK ET PIERRE SCULPTÉE

Des offres incroyables

QUALITÉ GARANTIE
PRIX IMBATTABLES
QUANTITÉ LIMITÉE

IMPORTATION - AUCUN INTERMÉDIAIRE
Plusieurs modèles de chaises à partir de 109 \$ - table ronde ou octogonale pour 4 personnes seulement 399 \$ - table ronde, octogonale ou carrée pour 6, 8, 10 et 12 personnes à partir de 799 \$ - banc demi-lune 749 \$ - chaise longue à compter de 319 \$ - banc pliant 2 places 229 \$

LES SERRES SYLVAIN CLÉROUX
1570, rue Principale, Ste-Dorothée, Laval
(450) 627-2471

Autoroute 15 ou 13, sortie 440 ouest, prenez avenue des bois, 2^e feu de circulation tournez à gauche sur Principale

SAMEDI ET DIMANCHE 9 H À 17 H
LUNDI AU MERCREDI 8 H À 18 H
JEUDI ET VENDREDI 8 H À 21 H

LIVRAISON DISPONIBLE

NE MANQUEZ PAS CETTE CHANCE UNIQUE!

LA BEAUTÉ EN PRIME DE LANCÔME

EXCLUSIVEMENT CHEZ LES AILES DE LA MODE
Jusqu'au 30 mai 2004, avec tout achat de 35 \$ ou plus de produits Lancôme, vous recevrez cette superbe prime de 8 pièces* :

- ROUGE ATTRACTION couleur virtuose, tenue et douceur
- COLOUR FOCUS quatuor d'ombres finesse et tenue record
- BI-FACIL démaquillant double action pour les yeux, 50 ml
- IMPACTIVE soin triple performance, hydratant, sublimateur, stimulant, 15 ml
- SENSATION TOTALE sérum perfecteur de peau, vitamine C en continu, 10 ml
- MAQUI-COMPLET anti-cernes à couvrance totale, clair
- MIRACLE eau de parfum, 5 ml
- TROUSSE À COSMÉTIQUES

*Jusqu'à épuisement des stocks. Une prime par personne. Ne peut être jumelée à aucune autre offre spéciale.



AILES LES AILES DE LA MODE



RÉSOLUTION EYE D-CONTRAXOL^{MD}
TRAITEMENT ANTI-RIDES INTENSIF YEUX

Voici le premier traitement anti-rides intensif au D-Contraxol^{MD} concentré, un complexe dermo-lissant exclusif qui réduit visiblement l'apparence des rides, même les plus prononcées. **RÉSULTATS VISIBLES:** Immédiatement, le contour de l'œil paraît plus lisse. En quatre semaines, les rides sont beaucoup moins prononcées.

15 g - 65 \$

La Presse et la campagne

Une campagne électorale comme celle que nous nous apprêtons à vivre est un moment important dans la vie d'une démocratie.

À *La Presse*, depuis plusieurs semaines, nous préparons la couverture des élections. Jusqu'à la fin de la course, nous vous proposons une section de plusieurs pages, Élections 2004, insérée à même le cahier A ou en surplus du cahier A, comme c'est le cas dans le numéro d'aujourd'hui.

Aidés de nos deux coordonnateurs électoraux, Éric Clément et Mario Fontaine, nos journalistes ont réalisé une série de reportages et d'analyses qui permettront aux lecteurs de mieux connaître les différents candidats, d'analyser les grands enjeux de la course électorale, de comprendre ce que chaque parti propose aux électeurs.

Dès que le premier ministre Paul Martin aura sonné la cloche de départ, demain, nos reporters d'Ottawa, Joël-Denis Bellavance et Gilles Toupin, ainsi que Karim Benessaïh vont entamer un long voyage qui les mènera, d'ici le 28 juin, d'un bout à l'autre du pays, en compagnie des chefs des principaux partis politiques.

Une équipe de reporters de Montréal est aussi prête à sillonner les routes du Canada pour faire le portrait des circonscriptions où la bataille risque d'être plus serrée. Les membres de notre bureau de Québec ne seront pas en reste, tout comme notre correspondant de Toronto, Martin Vallières.

Plusieurs fois par semaine, Vincent Marissal écrira des portraits et des chroniques sur les tendances de la campagne, tandis que le chef de notre bureau de Québec, Denis Lessard, analysera les enjeux québécois.

En fait, au cours des 35 prochains jours, toute l'équipe de la salle de rédaction mettra la main à la pâte, à tour de rôle, dans un seul but: offrir une couverture originale, exceptionnelle, équilibrée et rigoureuse.

Notre couverture s'étend bien sûr au Web, où toute l'actualité politique sera en ligne dès le début de la campagne électorale dans une section spéciale à www.cyberpresse.ca/elections.

Nos lecteurs sont par ailleurs invités à réagir à nos reportages et à nous envoyer leurs suggestions. Notre adresse de courriel: elections@lapresse.ca

Bonne lecture et bonne campagne!

Éric Trotter
Directeur de l'information

SUITES DE LA UNE

Le scandale fait mal

SCANDALE

suite de la page A1

Ainsi, quand on leur demande s'ils croient les libéraux et Paul Martin « lorsqu'ils affirment qu'ils n'étaient au courant de rien et que seuls quelques individus sont responsables du scandale des commandites », 85 % des répondants soutiennent ne pas prêter foi aux explications fournies par le PLC et son chef. Seulement une personne sur 10 (9 % des Québécois) accreditte cette thèse. Bien sûr, 92 % des gens qui veulent voter Bloc québécois sont sceptiques, mais pas moins de 73 % de ceux qui voteront PLC partagent la même opinion!

Quand on interroge les Québécois sur leurs intentions de vote et leur degré de satisfaction à l'endroit du gouvernement fédéral, on constate que Paul Martin et son équipe n'ont pas repris pied depuis l'éclatement du scandale des commandites, à la mi-février.

Le tiers partout...

Sur les intentions de vote, sur la satisfaction et même sur la volonté de changement de gouvernement, tous les chiffres convergent: seulement le tiers des Québécois sont derrière Paul Martin.

Le PLC obtient 34 % des intentions de vote, contre 42 % au Bloc québécois après répartition proportionnelle des 16 % d'indécis. Les néo-démocrates et les conservateurs sont loin derrière avec 15 et 10 %. Chez les francophones, l'avance du Bloc est encore plus importante: 48 % appuieront le parti de Gilles Duceppe, contre

29 % pour celui de Paul Martin, un constat similaire aux autres enquêtes d'opinions publiées il y a quelques jours. Même dans le bastion libéral de Montréal, le Bloc est en avance à 42 %, contre 35 % au PLC.

Pour les libéraux, ces résultats sont autant de mauvaises nouvelles. Le PLC ne parvient pas à redresser la tête et oscille toujours autour de 35 % d'appuis depuis le rapport de la vérificatrice Sheila Fraser sur les commandites, à la mi-février. Le Bloc, lui, semble descendre doucement depuis son plafond de 48 % à la fin février, et conservateurs et néo-démocrates augmentent lentement leurs appuis, sans toutefois pouvoir espérer de circonscription au Québec.

Rien n'est joué

Même si les mauvaises nouvelles s'accroissent pour les libéraux, la partie n'est pas jouée, prévient M. Gauthier. À la veille de la campagne électorale de mars 2003, le PQ semblait avoir le vent dans les voiles, et les libéraux l'ont emporté. Il ne faut pas faire abstraction, insiste M. Gauthier, de « la tendance longue et lourde » précédant les commandites; pendant plusieurs mois, le PLC déclassait clairement le Bloc dans les intentions de vote. Les bloquistes doivent se méfier de ce départ canon avant même la publication du décret de convocation des électeurs, croit le vice-président de CROP.

Mais seulement un Québécois sur trois, encore, croit qu'il vaut mieux reporter le gouvernement Martin au pouvoir. Pendant que 32 % croient qu'il faut « continuer » avec l'équipe Martin, pas moins de 57 %

des estiment qu'il vaut mieux « changer de gouvernement ». Une donnée inquiétante pour M. Martin: en mars, 48 % préconisaient alors une relève de la garde aux Communes.

CROP constate aussi que 32 % des gens, le tiers encore, se disent satisfaits du gouvernement, un point de moins qu'en avril et deux points de moins qu'en mars. Inversement, 65 % des gens sont insatisfaits, 4 points de plus que les deux mois précédents.

La satisfaction à l'endroit « du travail de Paul Martin comme premier ministre du Canada » suit la même tendance: 34 % seulement sont satisfaits. Les mécontents sont passés de 45 % en mars à 54 % en avril, pour atteindre 58 % en mai. Inversement, la cote de Gilles Duceppe a monté légèrement depuis un mois: 46 % sont satisfaits de son travail, contre 43 % en avril. Aussi, 36 % des gens sont mécontents du travail du chef du Bloc, deux points de plus que le mois dernier.

Autre signe inquiétant pour M. Martin, il perd des plumes comme défenseur des intérêts du Québec. Il avait la confiance de 27 % des Québécois il y a un mois; c'est désormais 23 %.


Gilles Duceppe est devenu le champion des Québécois: 47 % des gens le choisissent quand on leur demande qui défend le mieux les intérêts du Québec, une montée de 9 points en un mois. Paul Martin domine en revanche quand on demande à qui va la confiance pour diriger le Canada: 38 % optent pour M. Martin, 12 % pour le conservateur Stephen Harper et 11 % pour le néo-démocrate Jack Layton.

RÉGION TOURISTIQUE
Chaudière-Appalaches




PERSONNALITÉ TOURISTIQUE DE L'ANNÉE 2004

L'Association touristique Chaudière-Appalaches félicite **Monsieur Jean Cyr**, du Manoir des Érables, de l'Auberge du Faubourg et de Kamoutik Aventure pour le **Prix de la personnalité touristique de l'année 2004** dans le cadre des Grands Prix du tourisme québécois.

Pour en savoir plus :
www.chaudapp.qc.ca



Rappelons que Monsieur François Lachance des Croisières Lachance de Berthier-sur-Mer a mérité cet honneur en 2000. Ces prix démontrent tout le dynamisme de la région touristique Chaudière-Appalaches.

   Association touristique Chaudière-Appalaches
www.chaudapp.qc.ca

LE WEEK-END TOUTE LA SEMAINE !

ACTUEL
magazine

Tous les vendredis dans **LA PRESSE**

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer



Prix d'excellence en enseignement

La Faculté décerne chaque année un prix d'excellence au chargé de cours qui s'est particulièrement distingué par la qualité de son enseignement.

PRIX D'EXCELLENCE

Serge Barbeau
CERTIFICAT EN GESTION APPLIQUÉE À LA POLICE ET À LA SÉCURITÉ

MENTION D'HONNEUR

Dominique Payette
CERTIFICAT EN JOURNALISME

Félicitations à nos étudiants lauréats de prix prestigieux

BOURSE FEP - FONDATION JEAN-LAPOINTE
Catherine Desjardins-Sigouin
CERTIFICAT EN TOXICOMANIES : PRÉVENTION ET RÉADAPTATION

BOURSE FERNAND-SEGUEIN - PRIX SPÉCIAL DU JURY
Sara-Ève Tremblay
CERTIFICAT EN JOURNALISME

BOURSE MIREILLE-DUCROS
Christine Cossette
CERTIFICAT DE GÉRONTOLOGIE

PRIX AJIQ - LE DEVOIR
Karine Bernard
CERTIFICAT EN JOURNALISME



3231477A

Ce soir

10 000 000 \$



Ça change pas le monde, sauf que...

18 ans +



www.loto-quebec.com

WISE SUR TOI
1 866 SOS-JEUX

LES DÉFUSIONS MUNICIPALES

L'Allier ne croit pas qu'il y aura défusion



PHOTOTHÈQUE LA PRESSE
Jean-Paul L'Allier

LE SOLEIL

Le maire Jean-Paul L'Allier a toujours le sentiment qu'en bout de piste il n'y aura pas de défusion à Québec, même si 12 des 13 anciennes villes feront un référendum. Il veut maintenant convaincre les 85 % d'électeurs qui n'ont pas parlé que « l'avenir passe par la solidarité ».

Ton calme

Ses 15 conseillers municipaux du Renouveau municipal de Québec bien serrés autour de lui, le maire L'Allier faisait tout pour garder un ton calme et serein hier, s'échappant seulement pour traiter le chef de l'opposition, Jacques Langlois, qui ne s'est pas prononcé avant hier, de *jellyfish*,

et l'ancienne mairesse de Sainte-Foy, Andrée Boucher, de « reine du crépage de chignon ».

L'ultime vérification des registres effectuée hier par l'équipe du greffe n'aura amené que peu de changements. Au total, 49 609 des 410 965 électeurs de la ville de Québec les ont signés.

Reconnaissant que 12 référendums, c'est au moins trois de plus que ce qu'il avait anticipé, le maire de Québec dit rester optimiste. « Je ne peux pas vous garantir qu'il n'y aura pas de défusion, convient-il. Mais le résultat du registre dans la région de Québec n'est pas à mon avis un facteur irréversible par rapport au résultat du référendum. »

Le maire pense qu'une majorité veut rester dans la ville nouvelle.

« Mais j'espère que cette majorité, le jour de la fête des Pères, va penser à ses enfants ! »

Jean-Paul L'Allier souligne que, dans quatre villes importantes (Beauport, Charlesbourg, Loretteville et Val-Bélair), les gens ont signé à moins de 15 %. « Ce n'est pas le drame de 35-40 %, fait-il remarquer. La partie n'est pas gagnée, ni d'un côté ni de l'autre. »

Vote anti-L'Allier ?

Jean-Paul L'Allier est conscient que plusieurs citoyens ont signé tout simplement parce qu'ils ne l'aiment pas.

« J'ai dans la population 10 % de gens qui mettent le cadran la nuit pour se réveiller et me détester, dit le maire. Mais choisir la ville en fonction du maire de pas-

sage, c'est particulièrement court comme vision. » M. L'Allier a assuré qu'il ne refusera aucun débat avec le chef élu des défusionnistes, Jacques Langlois, « dans la mesure où ils sont encadrés d'une façon civilisée ».

Le maire invite tous ceux qui sont satisfaits de la ville à dire qu'ils ne veulent pas d'un retour au « pas dans ma cour ».

« C'est pas les élus qui vont gagner ça ! C'est pas notre ville, c'est la ville des citoyens. C'est la ville des jeunes. C'est la ville des investisseurs. C'est la ville des gens du culturel. C'est la ville des gens du sportif. C'est la ville des gens solidaires, énumère M. L'Allier. Que ceux qui croient en cette ville-là se lèvent et votent au référendum. »

3224141

La famille, ça marche!

LA MARCHÉ POUR LA FAMILLE
Dimanche 23 mai à 13 h 30, départ : parc Laurier, angle Laurier et Christophe-Colomb

Renseignements :
(514) 324-8080

familles_enmarche@yahoo.ca

EN COLLABORATION AVEC

LA PRESSE

LASERVUE vous offre ce qu'il y a de mieux pour vous...

Marc Mullie MD
30,000 chirurgies

Gordon Balazsi MD
30,000 chirurgies

PLAN BRONZE	PLAN ARGENT	PLAN OR
LASIK DE BASE	LASIK STANDARD	LASIK SUR MESURE

FINANCEMENT DISPONIBLE

(514)-738-6666

www.laservue.net

Stationnement gratuit

3231150A

SOLDES ACTUELS
29.⁹⁵

Économisez jusqu'à 69% sur un choix impressionnant de pulls en tricot de coton. Rég. jusqu'à 98.00

LE CARDIGAN CARGO ZIPS MÉTAL **29.95** rég. 98.00

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

3231245A

9.⁹⁹ \$

Rég. 19,99 \$

INVESTISSEZ UN PEU DE LIQUIDE POUR NE PAS FINIR TOUT TREMPÉ.

ÉCONOMISEZ 50 % SUR L'IMPERMÉABLE VÉLO H₂O LA CORDÉE.

Imperméable vélo H₂O La Cordée
Panneaux de ventilation en filet de chaque côté / Polyuréthane transparent / Bande réfléchissante au dos

2159, rue Ste-Catherine E.
2777, boul. St-Martin O.
514.524.1106

GÉNÉREUX DE NATURE

Promotion en vigueur jusqu'au 30 mai 2004 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Le produit peut différer du modèle illustré.

3218558A

LES DÉFUSIONS MUNICIPALES



ÊTES-VOUS FAVORABLE
AU DÉMEMBREMENT
DE LA VILLE DE MONTRÉAL
ET À LA CONSTITUTION,
POUR LE SECTEUR ANJOU,
D'UNE ENTITÉ MUNICIPALE
CONFORMÉMENT À LA LOI
CONCERNANT LA CONSULTATION
DES CITOYENS SUR LA
RÉORGANISATION TERRITORIALE
DE CERTAINES MUNICIPALITÉS ?

PHOTO MARTIN TREMBLAY. LA PRESSE

À Anjou comme ailleurs, la victoire est tellement grande aux lendemains de la période de signature des registres que la déferlante défusionniste pourrait continuer à rouler jusqu'au 20 juin, date à laquelle auront lieu les 22 référendums dans l'île de Montréal.

Attention à la vague!



FRANÇOIS CARDINAL

ANALYSE

fcardina@lapresse.ca

Et si le maire Tremblay avait déjà perdu la guerre ?

Le constat est dur, impitoyable même. Mais certains défusionnistes ne se gênaient pas pour le faire, hier. La victoire est tellement grande aux lendemains de la période de signature des registres, disent-ils, que la déferlante défusionniste pourrait continuer à rouler jusqu'au 20 juin, date à laquelle auront lieu les 22 référendums dans l'île de Montréal.

« La défusion est à la mode ! » s'est réjoui un ancien maire. « Le momentum est là, a lancé un autre. C'est comme un feu de forêt, il s'alimente tout seul. »

Du côté des pro-fusion, on s'évertuait plutôt à minimiser les résultats de jeudi soir. « Il ne faut pas oublier que seulement 7 % des électeurs inscrits ont signé les registres », ont déclaré à l'unisson le maire Gerald Tremblay et le prési-

dent de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et porte-parole de Coalition Montréal, Benoit Labonté.

Au cours des dernières semaines, les défusionnistes ont occupé tout le terrain. Ils ont fait du porte-à-porte, ils ont appelé les citoyens, ils ont distribué des dépliants, ils ont tenu des conférences de presse, ils ont placardé la ville d'affiches, ils ont visité des centres d'accueil...

Bref, ils ont fait ce qu'il fallait pour remporter une victoire sur la scène municipale.

Du côté des partisans de la grande ville, on s'est contenté d'informer les citoyens. « On ne peut tout de même pas inciter les gens à ne pas aller signer ! » a-t-on entendu à maintes reprises, tant du côté politique que civique. En effet. Mais certains se demandent aujourd'hui s'il n'aurait pas fallu défendre la nouvelle ville de Montréal avec plus de vigueur.

Au contraire, l'idée qui circulait dans les coulisses au début du mois était la suivante : moins on en parle, moins les gens iront signer.

Cela explique que les citoyens des 22 anciennes municipalités qui ont franchi le cap des registres n'ont jamais aperçu ne serait-ce que le bout du nez d'un défenseur de la grande ville. Un défusionniste croisé à Saint-Laurent cette semaine

s'est même demandé si le Parti communiste compte plus de membres que la Ville de Montréal n'a de partisans...

Quelle équipe ?

Coalition Montréal, qui regroupe plus de 200 personnalités issues de divers milieux, dont certaines de la trempe des Henri Massé et Phyllis Lambert, s'est faite étrangement discrète. Pourtant, en juin 2003, lors de la première intervention du noyau dur de Coalition Montréal, on promettait de « faire équipe avec (Gerald Tremblay) et de contribuer à convaincre ceux qui ne demandent qu'à l'être ».

À ce jour, le seul organisme qui a tenté de susciter le débat est un organisme du nom de Péage.org, qui compte... deux membres !

De son côté, le maire Tremblay a bien tenu sept séances d'information dans autant d'arrondissements, mais il aura ainsi touché 800 personnes, tout au plus. Pendant ce temps, où étaient ses militants ? Et ses lieutenants ? Que faisaient les Robert Libman, Alan DeSousa et Peter Yeomans ?

Ils ne le diront pas publiquement, mais ils sont nombreux les défusionnistes qui croient que les deux leaders fusionnistes n'ont tout simplement pas compris le monde municipal. Gerald Tremblay, ancien

ministre provincial, et Benoit Labonté, ancien chef de cabinet de Paul Martin au fédéral, sont certes connus pour être de grands idéologues. Ils le sont moins pour leur capacité de convaincre les citoyens sur le terrain, dit-on.

Ce n'est certes pas en parlant de « conseil d'agglomération », d'« économies d'échelle » ou de « concurrence métropolitaine » que MM. Tremblay et Labonté convaincront les défusionnistes mous. Pas plus qu'en leur disant que les deux tiers des responsabilités de l'île seront gérées par le maire de Montréal.

Malgré tout, MM. Tremblay et Labonté tentent d'élever le débat. « Il faut que j'amène les citoyens d'un débat émotif à un débat rationnel », indiquait hier le maire lors d'une entrevue dans son bureau de l'hôtel de ville. « La campagne référendaire va insuffler un peu de raison dans le débat », a renchéri Benoit Labonté, joint par téléphone à Vancouver.

Les deux se défendent bien de s'adresser à la tête des électeurs plutôt qu'à leur tripes, mais les résultats de jeudi soir prouvent que leur message ne passe pas. Avec une telle attitude, les défusionnistes continuent de surfer sur une vague qui ne semble pas près de se briser.

SIGNATURES DES REGISTRES EN POURCENTAGE

Anjou	16,9 %
Baie-d'Urfé	57,4 %
Beaconsfield	37,7 %
Côte-Saint-luc	25,8 %
Dollard-des-Ormeaux	24,3 %
Dorval	31,2 %
Hampstead	24,7 %
Kirkland	28,5 %
Lachine *	6,8 %
LaSalle	11,2 %
Île-Bizard	21,2 %
Île-Dorval	79,2 %
Montréal-Est	36,0 %
Montréal-Nord *	1,6 %
Montréal-Ouest	36,7 %
Mont-Royal	24,4 %
Outremont *	2,6 %
Pierrefonds	15,9 %
Pointe-Claire	36,6 %
Roxboro	25,0 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	26,8 %
Sainte-Geneviève	14,2 %
Sainte-Laurent	18,5 %
Saint-Léonard *	3,2 %
Senneville	61,8 %
Verdun *	2,2 %
Westmount	38,5 %
Montréal *	0,2 %

* Secteurs n'ayant pas atteint le seuil de 10 % requis pour la tenue d'un référendum.

Les résultats ne surprennent pas le ministre Fournier

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, soutient que les résultats des registres donnent raison à son gouvernement dans sa démarche pour rendre possibles les défusions.

Il ne s'est pas montré surpris par les 89 référendums qui se tiendront au Québec. « Ce matin, s'il y a une grande leçon, un grand gagnant, c'est le droit d'être consulté qui avait été trompé et qui retrouve ses lettres de noblesse », a déclaré le ministre.

M. Fournier a souligné du même coup que les référendums ne devaient pas servir à « régler des comptes avec le passé ». Il souhaitait maintenant que le débat porte sur la structure que les citoyens des villes veulent avoir pour gérer leurs services municipaux.

Le ministre a encore rappelé hier qu'il était hors de question de modifier la loi 9 après d'éventuelles défusions, comme certains leaders défusionnistes l'espèrent. « Il ne pourrait être question de changer ce cadre après la consultation. Faire autrement après le choix référendaire viendrait dénaturer la consultation et son résultat », a-t-il soutenu.

M. Fournier a également mentionné que la loi 9 prévoyait que les villes défusionnées paieraient leur part des services communs par l'entremise du conseil d'agglomération. Les services d'agglomération, comme le transport en commun et la sécurité publique, seront financés par l'ensemble des villes. Ces services seront gérés par un conseil d'agglomération où les villes détiendront un poids équivalent à leur population. Montréal et Longueuil y dé-

tiendraient d'ailleurs la majorité.

Par ailleurs, le ministre a balayé du revers de la main l'invitation de certains maires des grandes villes à mieux faire connaître les conséquences de la défusion et à prendre position dans le débat. « Je ne suis pas là pour mettre dans la tête des gens ni des pensées, ni des mots », a laissé tomber le ministre.

Des comités devront être formés dans 48 secteurs

Alors que les registres étaient sous la responsabilité des greffiers des municipalités, le scrutin référendaire du 20 juin sera organisé par le Directeur général des élections. À partir d'aujourd'hui, les dépenses ne sont autorisées que par l'entremise des comités du Oui et du Non.

Il y a toutefois 48 secteurs où des comités devront être formés.

L'option du Oui (défusions) n'est pas défendue dans 31 cas et le camp du Non (statu quo) n'est pas représenté dans 41 endroits. Fait surprenant, aucun comité n'a été formé pour favoriser l'une ou l'autre des options dans 24 anciennes villes où se tiendront des référendums.

Sans comité, une campagne référendaire serait inexistante puisque les comités sont les seuls autorisés à faire des dépenses. Des personnes non affiliées peuvent toutefois faire des dépenses durant la campagne référendaire, mais elles doivent se limiter à 300 \$.

Les dépenses des comités du Oui et du Non sont quant à elles soumises à un plafond de 25 000 \$ auquel s'ajoute 1 \$ par personne habile à voter. Chaque électeur peut verser jusqu'à 1000 \$ à un comité.

LES DATES À RETENIR

22 mai : Les règles de financement pour la période référendaire commencent à s'appliquer

22 au 27 mai : Période pour former un comité du OUI ou du NON dans les secteurs où il n'y en a pas.

3 au 5 juin : Révision des listes électorales

13 et 14 juin : Vote par anticipation

20 juin : Référendum dans 89 anciennes municipalités du Québec

21 juin : Publication des résultats du vote

25 juin : Dernier jour pour demander un dépouillement judiciaire.



YVES BOISVERT

Quelle fête ce sera !

Le déséquilibre fiscal vous passionne ? Chanceux ! On va en vivre un deuxième très, très bientôt : non plus entre les provinces et le fédéral, mais entre les villes démembrées et les agglomérations. Ça va être formidable, ne manquez pas ça. Dès que les résultats de la signature des registres sont sortis jeudi soir, l'ancien maire de Saint-Laurent, Bernard Paquet, disait qu'il voudrait retrouver le pouvoir de faire vérifier les détecteurs de fumée dans les maisons, une chose que faisaient les pompiers de Saint-Laurent et qu'ont abandonnée ceux du grand Montréal. C'est bien sûr une excellente politique, de vérifier les détecteurs de fumée. Mais il se trouve que les pompiers, après démembrement, ne relèveront pas des villes démembrées ; ils relèveront de l'agglomération. Que se passera-t-il, pensez-vous ? Le maire Paquet, s'il le redévoit, se plaindra et demandera

plus de pouvoirs. Ailleurs, on dira qu'il faut redonner compétence à la municipalité sur les parcs industriels. Au fait, les parcs industriels sont un autre magnifique sujet de débat. On a dit, un peu vite, qu'ils allaient relever des agglomérations. Ce n'est pas tout à fait exact. Selon que les terrains ont été cédés en vertu d'une certaine loi une certaine année, ou d'une autre un peu plus tard, des bouts de parc industriel seront d'agglomération, ou de la ville démembrée. À la Ville, on n'a aucune idée à l'heure actuelle, par exemple, du nombre d'industries que cela représente. Il faut faire des vérifications à la pièce. Oh, rien d'insurmontable, bien entendu. Mais beaucoup de « touche pas à ça, c'est à moi ». Plus fondamentalement, on entre dans une dynamique de perpétuelles revendications « constitutionnelles ». Les pressions seront fortes pour redéfinir le partage des com-

pétences ; puis les pouvoirs de chacun au conseil d'agglomération (Montréal y régnera en roi et maître si la loi demeure) ; et enfin, pour régler les problèmes de « déséquilibre fiscal », car les municipalités démembrées trouveront, c'est couru, qu'elles n'en ont pas pour leur argent et que, en tout état de cause, il est injuste de percevoir des taxes sans donner de représentation un peu décisive aux contribuables. On pourra leur répondre que la représentation significative, elle était à l'hôtel de ville de Montréal et qu'ils ont choisi de l'abandonner, mais le fait demeure : il y aura une interminable campagne de retour en arrière municipal. Ajoutons à cela la personnalité juridique retrouvée des villes démembrées, et vous aurez de magnifiques poursuites pour couronner l'affaire. Pas un déluge, comme on a dit, mais pas un désert non plus. En fait, il y a risque d'un retour partiel à la situation pré-fusion,

c'est-à-dire un incessant « tirage de couverture » sur les questions d'enfouissement des déchets, d'eau, de transport, de police et ainsi de suite. Une fête sans pareil, en vérité. //////////////// Quelle crédibilité Gerald Tremblay aura-t-il auprès des défusionnistes ? Aucune. Il a fait le pari de les convertir un par un, de les accoutumer, ça n'a pas fonctionné. Il a obtenu de Québec un programme de décentralisation de la nouvelle ville de Montréal (loi 33) qui est intelligent et équilibré, et qui fait apparaître des « maires d'arrondissement ». Mais ça n'a intéressé personne. Les rencontres tenues l'automne dernier pour parler de cela, un peu partout à Montréal, n'ont pas attiré la moindre attention. Alors quoi ? Alors il reste deux, trois semaines à Gerald Tremblay pour montrer s'il a du leadership. Jeudi soir, le ton était de préarrangements funéraires. Le propos avait

autant de relief que la route dans le bout de Saint-Hyacinthe. La marotte semblait retraire. C'est plutôt le temps de montrer les dents ! Allez, monsieur le maire, entraînez-vous ce week-end : faites grr ! On attend un peu de nerf. On attend une sorte de plan. Des manières de porte-parole crédibles. Des convertis, ces anciens anti-fusion, Peter Yeomans, Robert Libman, Frank Zampino, Georges Bossé, les sont-ils ? Ils peuvent au moins expliquer pourquoi ils ont changé d'idée, pourquoi la nouvelle ville leur apparaît mieux que les bouts de ville qui viendront avec le démembrement, leur dire qu'on ne retourne pas vraiment en arrière, que les coûts ont déjà grimpé, et que le choc fiscal ne sera que plus raide. Enfin, ça prend des gens pour aller rencontrer le monde au ras de la pelouse. Y en a-t-il ? Y a-t-il même quelque chose à faire ? On dirait qu'il est bien tard.

Charest ne craint pas de recul pour les villes-centre

DENIS DUFRESNE LA TRIBUNE
SHERBROOKE – Le premier ministre du Québec, Jean Charest, ne craint pas un recul des grandes villes, malgré la vigueur du mouvement défusionniste dans plusieurs agglomérations.

« La démocratie n'est pas un recul. Il y a une différence entre le Parti québécois et nous, une valeur fondamentale. Pour nous, il y a le respect de la démocratie, alors que M. (Bernard) Landry dit que c'est Québec qui doit décider et non les citoyens », a dit M. Charest hier à Sherbrooke.

« Je me tourne vers l'avenir. Pour que les villes puissent fonctionner, ça prend l'adhésion démocratique », fait-il valoir lorsqu'on lui rappelle que les maires des grandes villes réclamaient depuis des années un meilleur équilibre fiscal et voyaient les regroupements comme un moyen d'y parvenir. Au lendemain de la fermeture des registres municipaux, alors que quatre anciennes villes de l'agglomération sherbrookoise pourront tenir un référendum, le 20 juin, en vue d'un éventuel démembrement, M. Charest a rappelé aux journalistes présents que son gouvernement avait obtenu un mandat de la population pour réparer le « déni de démocratie » du gouvernement précédent.

« On savait que plusieurs citoyens avaient senti un déni de démocratie et on s'était engagé à le faire (à permettre la tenue de référendums sur les défusions) », a-t-il expliqué. « Maintenant, la parole est aux citoyens », dit le premier ministre. Dans la région de Sherbrooke, des référendums auront lieu dans quatre anciennes municipalités, soit Bromptonville, Deauville, Lennoxville et Saint-Élie-d'Orford, qui re-

groupent 17 000 citoyens. Invité à dire s'il entend défendre les grandes villes d'ici la tenue des référendums, M. Charest a répété qu'il veut le succès des nouvelles villes et que la loi 9 (sur les défusions) « prévoit par exemple la fiscalité d'agglomération et la mise en commun (des services et infrastructures) ». M. Charest ne prévoit pas non plus formuler de recommandations aux citoyens des municipalités où se dérouleront des scrutins. « Les informations sont disponi-

RÉFÉRENDUM MUNICIPAL DU 20 JUIN 2004

Règles de financement Du 22 mai au 20 juin 2004



- ...zabel
- ...ry Stépha
- ... Lee Scott Armstro
- ...ne Louise Dugal Alain
- ...ncy Gendron Sylvie Girou
- ...ev Antikacioglu Mélissa
- ...ré Lafond Kris Brady Mich
- ...ra Bishop Pam William
- ...wen Lise Beaudet Simour
- ...Blouin Julie Caron Kar
- ...nie Dubois
- ...ame
- ...abel
- ...erson Pasc
- ...Abouzeid Cr
- ...nie Desmar
- ...Shauna Ch
- ...an Grenie
- ...Jacques L
- ...marche Joh
- ...in Lemieux
- ...dard Bill Dum
- ...ark Céline Cloutier
- ...Gibbs Mario Fortin Huy Tran Isabell
- ...Annie Gagnon Allison Flynn Suza
- ...François Goulet Annick Grondin
- ...rine Lepage Michael Convery Jos
- ... Pacheco Claire Paris Mélanie Ri
- ...ristine Savard Tony Rabassa Yver
- ...ardif Pier Tremblay Nicolas Baudry
- ...eaulieu Jean-Marie Bédard Amy Mur
- ...erson Cécile Bérubé Anne Boucher Dav
- ...dard Cantin Vincent Chevalier Allison Re
- ...Éric Nguyen Pascale Demers Simon Lize
- ...r Marc Fortin Valérie Nata Pascale Fréger
- ...ouchard Raymond Brisson Martin Char
- ...n Pascale Chassé Vincent Chevalier
- ...péau François Déry Julie Desautel
- ...Jesmarais Simon Dubois Tim Bea
- ...Forget Shauna Chan Marc Forti
- ...roux Christian Grenier Fatine A
- ...issa Jacques Jacques Labelle T
- ...y Michèle Lamarche Josée Lap
- ...ams Sylvain Lemieux George
- ...det Simon Bédard Bill Duran
- ...n Katie Clark Céline Cloutier
- ...da Dufour Patrick Gibbs Mar
- ...iani Valérie Gagné Annie Ga

- ... Yves
- ...audry Betty Johnson
- ...Amy Murphy Benoit Bélano
- ...Boucher Huy Tran David Bou
- ...cent Chevalier Allison Reid Julie G
- ...Demers Simon Dubois Eileen Smit
- ...régeau Alia Abouzeid Daniel Bédard
- ...on Martin Chagnon Stéphan Charet
- ...Vincent Chevalier Allison Reid Julie
- ...Demers Simon Dubois Eileen Smit
- ...reau Alia Abouzeid Daniel Bédar
- ...Martin Chagnon Stéphan Ch
- ...lier Stéphanie Côté Fa
- ...Ann Lee Scr

Appel à un essai « honnête » de la loi 9

LE SOLEIL
RIMOUSKI – Le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et maire de Rimouski, Michel Tremblay, lance un appel à la responsabilité de chacun et, éventuellement, à un essai loyal et honnête de la loi 9 pour les municipalités qui auront à vivre la défusion après le référendum du 20 juin. De plus, M. Tremblay exhorte Québec à résister à tout changement à cette loi 9. L'UMQ, qui souhaite le maintien des limites territoriales municipales actuelles, ne fera toutefois pas campagne, laissant plutôt le soin aux maires de prendre leur bâton de pèlerin pour bien expliquer le partage des pouvoirs entre les agglomérations et le conseil d'agglomération, là où un référendum aura lieu. « La loi 9 ne doit pas être changée et doit être appliquée dans toute sa rigueur et son intégralité (...) Il faudra vivre avec la loi, l'expérimenter et la tester, qu'une vitesse de croisière se prenne et qu'on puisse continuer à bâtir le Québec et les municipalités. Je crois que le gouvernement va maintenir le cap sur la loi 9 telle que votée avec ses conséquences et ses obligations », a-t-il dit.

Secteurs	
<p>À Longueuil Boucherville Brossard Greenfield Park Saint-Bruno -de-Montarville Saint-Lambert</p> <p>À Beauharnois Maple Grove Melocheville</p> <p>À Saint-Hyacinthe Sainte-Rosalie (paroisse)</p> <p>À Mont-Tremblant Mont-Tremblant Lac-Tremblant-Nord</p> <p>À Saint-Jean-sur-Richelieu Saint-Athanase</p> <p>À Salaberry-de-Valleyfield Grande-Île Saint-Timothée</p>	<p>À Montréal Anjou Baie-d'Urfé Beaconsfield Côte-Saint-Luc Dollard-des-Ormeaux Dorval Hampstead Kirkland Île-Bizard Île-Dorval LaSalle Montréal-Est Montréal-Ouest Mont-Royal Pierrefonds Pointe-Claire Roxboro Sainte-Anne-de-Bellevue Sainte-Geneviève Saint-Laurent Senneville Westmount</p>

Vous voulez vous impliquer?

Sachez qu'il y a des règles sur les contributions et les dépenses qui doivent être respectées durant la période référendaire.

Vous voulez former un comité du « oui » ou du « non »?

Si aucun comité n'a été formé dans votre secteur pendant la période des registres, vous avez jusqu'au 27 mai pour vous inscrire auprès du Directeur général des élections. Pour connaître la liste des comités déjà formés, consultez notre site Web.

Notez que vous pouvez agir comme « personne affiliée » à un comité et participer à ses activités sans être inscrit.

N'oubliez pas que durant la période référendaire, seul l'agent officiel d'un comité peut recueillir des contributions et autoriser des dépenses.

Vous désirez défendre une option, mais sans être affilié à un comité?

Vous avez jusqu'au 2 juin pour obtenir une autorisation à titre de « personne non affiliée » auprès du Directeur général des élections.

Les formulaires d'inscription à un comité et les demandes d'autorisation à titre de personne non affiliée sont disponibles sur notre site Web.

Pour plus d'information :
■ 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)
■ www.electionsquebec.qc.ca



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Certificat en santé et sécurité du travail

Pour assurer les activités de base en SST : la surveillance du milieu, le traitement des cas d'indemnisation et la prévention des lésions professionnelles.



Automne
2004

COURS OFFERTS À MONTRÉAL, LAVAL, LONGUEUIL ET QUÉBEC.

514.343.6090
1 800 363.8876

www.fep.umontreal.ca

Université
de Montréal

SUITES DE LA UNE

Tremblay s'absente et Olivier s'abstient

TREMBLAY suite de la page A1

Pour leur part, les défusionnistes, qui ont eu droit à une éclatante victoire jeudi, sont déjà en mode référendaire.

Le comité Défusion Westmount a acheté une pleine page dans certains hebdomadaires, invitant les citoyens à « voter oui au référendum du 20 juin ». À Boucherville, on veut se dépêcher d'installer des affiches avant les libéraux et les bloquistes. À Sainte-Anne-de-Bellevue, où le seuil magique de signatures de 10 % a été atteint dès le premier jour, on s'active depuis quelques jours en préparation de la seconde révision de la liste électorale, les 3, 4 et 5 juin.

« Le maire n'a pas été élu que pour gérer le dossier des défusions, a fait valoir son attachée de presse. Quelle que soit l'issue des référendums, Montréal a devoir continuer à se développer. Il ne faut pas oublier que plus de 1,3 million de Montréalais n'ont pas signé les registres. »

Les principaux lieutenants de l'équipe du maire Tremblay ont toutefois l'intention de s'engager dans la campagne référendaire. Le maire de l'arrondissement de Côte-Saint-Luc—Hampstead—Montréal-Ouest, Robert Libman, estime d'ailleurs qu'il sera désormais plus facile de faire campagne. « Pour l'étape des registres, c'était difficile de dire aux citoyens de ne pas signer les registres, c'était une étape émotive qui touchait la démocratie », soutient-il.

Son homologue de Saint-Laurent, Alan DeSousa, compte aussi faire campagne sur le terrain. Le maire de l'arrondissement de Dorval, Peter Yeomans, n'a pas rappelé *La Presse*. M. Libman espère maintenant que le débat portera

sur la structure proposée par la loi 9 et la ville actuelle. « Je pense être capable de convaincre que la nouvelle ville est mieux que la loi 9. Il y a des avantages à rester ensemble, il y a des enjeux mieux servis en restant ensemble », dit-il.

Le chef de l'opposition, Pierre Bourque, a lui aussi l'intention de faire campagne dans huit anciennes villes où il a obtenu des voix aux dernières élections, notamment Anjou et Montréal-Est.

De leur côté, les défusionnistes surfaient hier sur une vague inespérée d'appui à la défusion avec 22 référendums à Montréal et cinq à Longueuil. « J'ai été surpris par des gains dans des anciennes villes représentées par des élus opposés à la défusion comme Côte-Saint-Luc, Pierrefonds, Dorval, LaSalle, L'Île-Bizard et Sainte-Genève », admet le maire de l'arrondissement d'Anjou, Luis Miranda.

À Montréal, les défusionnistes espèrent maintenant que le nombre impressionnant de référendums suscitera un intérêt. « Il y aura l'effet de se dire: on ne sera pas tout seuls à défusionner. La dynamique va être différente », soutient la mairesse de l'arrondissement de Mont-Royal, Suzanne Caron.

Le maire de l'arrondissement de Pointe-Claire, Bill McMurchie, mentionne pour sa part que la partie n'est pas gagnée mais que la confiance règne tout de même. « Le momentum est là, il est comme un feu de forêt qui s'alimente seul, et on a l'intention de le nourrir jusqu'au 20 juin », observe-t-il.

Les groupes défusionnistes ont l'intention de poursuivre avec la même stratégie que durant la campagne précédant la signature des

registres. Ils ont incité les électeurs à signer les registres à coups d'appels téléphoniques et de porte à porte.

Les élus de l'Union des citoyens de l'île de Montréal (UCIM) se réunissaient hier après-midi, et la stratégie doit être établie au cours des prochains jours. « On va s'assurer que l'information sur les conséquences de la loi 9 soient connues », note Martin Dumont, directeur de l'organisation de l'UCIM, le parti du maire Tremblay.

Dans l'entourage du maire Tremblay, on pensait ses plaies en se disant que seulement 90 585 personnes avaient signé les registres au total et qu'il avait fallu cinq jours pour atteindre ce résultat. « Ça été un dévouement, certains ont pris plus de temps que d'autres, nous sommes rendus à un débat qui se veut important pour l'avenir de Montréal, les gens ont le choix entre deux choses, la Charte (de Montréal) et la loi 9 », analyse le maire Tremblay.

Mais ces chiffres démontrent aussi que huit anciennes villes ont déjà un nombre de signatures qui leur assure quasiment une victoire le 20 juin prochain. Pour remporter un référendum, il faut que 35 % des électeurs d'une ancienne ville votent pour la défusion et que ceux-ci représentent en plus la majorité simple.

Les résultats détaillés des registres démontrent que 11 anciennes villes sur 22 ont obtenu le nombre de signatures nécessaire dès le premier jour. Après deux jours de signatures, six autres ex-villes se sont jointes au groupe. Saint-Laurent et Anjou y sont arrivées après trois jours, alors que Pierrefonds, Sainte-Genève et LaSalle y sont parvenues au cours des deux dernières journées.

Système de son portable BeoSound 1. Puissance et rendu exceptionnels. Lecteur CD, récepteur FM. Choix de couleurs. Seulement 20" par 10".

1 650 \$



Prend peu de place, mais beaucoup d'espace.

seulement chez
KÉBECSON

6555, RUE ST-DENIS ► MONTRÉAL ◀◀ (514) 270.7900 ◀ ► KEBECSON.COM

Le bureau de Jean Charest dépose une plainte

PRESSE CANADIENNE

SHERBROOKE — Le bureau du premier ministre Jean Charest à Sherbrooke a déposé une plainte pour méfait, auprès de la police de Sherbrooke, contre le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) à la suite des actes de vandalisme posés jeudi midi par des manifestants. « Le saccage, c'est inacceptable! D'ailleurs, nous avons déposé une plainte pour méfait criminel », a

indiqué M. Charest, au sujet des gestes des délégués du SCFP en congrès à Sherbrooke.

Ces derniers voulaient dénoncer les politiques du gouvernement Charest, qu'ils considèrent comme « rétrogrades et antisociales ».

Malgré les dommages causés — murs de gypse défoncés, oeufs écrasés sur le plancher et crème à raser sur les murs — M. Charest a dit qu'il n'avait pas l'intention de renforcer les mesures de sécurité à

son bureau de circonscription de la Place des congrès à Sherbrooke.

Le premier ministre rejette toutefois les explications du directeur adjoint du secteur municipal du SCFP, Claude Héту, qui a déploré le geste des délégués, mais a dit les comprendre.

« Je me serais attendu à davantage de la part de M. Héту. Ces propos sont à mon avis inadmissibles; ce qui s'est passé est inacceptable en démocratie. »

LE « MUST » DE L'ÉTÉ...

Il n'y a pas de doute c'est l'abri jardin 2004. Notre concept 3 dans 1. Jamais le choix n'a été aussi large et à prix aussi doux

JM DE VILLE JARDIN

Carré Union : 8128, boul. Décarie (coin Royalmount) (514) 342-8128

Blainville jusqu'au 9^e juin : 771, boul. Labelle (sortie 25, aut. 15 Nord) (450) 435-6046

Nouvelle adresse à partir du 12^e juin : 12 400, de l'Avenir, Mirabel

Fermé le dimanche www.jardindeville.com

FABRICANT / INSTALLATEUR • UNE ENTREPRISE FAMILIALE DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Fibro 25 ans DE GARANTIE

Piscines monocoques en fibre de verre

Venez rencontrer nos conseillers dans l'une des plus belles salles de montre en Amérique du Nord dans une ambiance de détente.

Nous avons aussi un grand choix de piscines de petites dimensions pour les espaces restreints.

SPA DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

INSTALLATION RAPIDE EN UNE JOURNÉE

CARACTÉRISTIQUES

- Bancs moulés à l'intérieur.
- Tourbillon inclus
- Isolation avec mousse polyuréthane
- Eau plus chaude de 8 à 10 degrés.
- Marche de sécurité tout le tour de la piscine
- Économie de produits chimiques
- Installation en une journée
- Aucun sous-traitant
- Plan d'aménagement personnalisé gratuit
- Ouvert 7 jours

PISCINE Fibro CANADA LTÉE

(450) 622-2664
(450) 628-0088

1456, rue de Jaffa, Fabreville, Laval (sortie 16, Autoroute des Laurentides)

Chaise longue thérapeutique incorporée à la piscine

VENEZ VOIR NOS PROMOTIONS
www.fibro.ca

LOTO QUÉBEC Résultats
TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Roue de Fortune, Chez vous!
Diffusée à TQS, du lundi au mercredi à 18 h 25 et le jeudi à 19 h 30.

SUPER 7 Tirage du 2004-05-21
07 22 23 26 32 37 43
Complémentaire: **(11)**

Panco Tirage du 2004-05-21
01 07 09 10 17 20 30 32 35 38
42 43 49 52 60 61 62 63 67 70

La Quotidienne
Tirage du 2004-05-21
3 4
762 6103

Extra Tirage du 2004-05-21

NUMÉROS	LOTS
355755	100 000 \$
55755	1 000 \$
5755	250 \$
755	50 \$
55	10 \$
5	2 \$

La Mini NUMÉROS LOTS

NUMÉROS	LOTS
153268	50 000 \$
53268	5 000 \$
3268	250 \$
268	25 \$
68	5 \$
15326	1 000 \$
1532	100 \$
153	10 \$

Tirage du 2004-05-21



Avec Club Piscine J'm'équipe pour l'été!



Piscine hors-terre
18 pieds – équipée et installée

3995\$/mois*

Chlore 18 kg GRANULÉ
PRIX SPÉCIAL
4999\$
PRIX RÉGULIER 69,99 \$

Chlore 6 kg RONDELLE
PRIX SPÉCIAL
2499\$
PRIX RÉGULIER 29,99 \$



Spas à partir de

5299\$

PLUS DE 100 MODÈLES PAYABLES EN 2005

DE PLUS À L'ACHAT
du chlore granulé 18 kg ou
en rondelle 6 kg, obtenez une
SERVIETTE DE PLAGE
GRATUITE

format 60 x 30 po
d'une valeur de
19,99 \$

HTH 15,9 kg GRANULÉ
4999\$

APRÈS REMISE DU COUPON RABAIS DE 10\$ DISPONIBLE EN MAGASIN

HTH Extra 8 kg RONDELLES
2999\$

APRÈS REMISE DU COUPON RABAIS DE 10\$ DISPONIBLE EN MAGASIN

Meubles de jardin
à partir de

499\$ ou 1386\$
ou 1386\$ /mois

Nous vous offrons
une sélection de plus de
60 ensembles payables
en 36** versements égaux
ou nous payons pour vous
l'équivalent des 2 taxes!

50



CLUB PISCINE SUPER Fitness

3197586AA

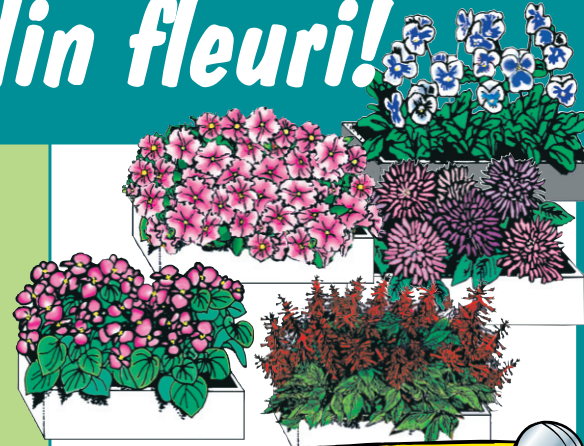
RÉNO DÉPÔT®

Les MEILLEURS PRIX pour un jardin fleuri!

OUVERT
à la fête de Dollard,
le 24 mai!



25 L



ANNUELLES EN CAISSETTES BLANCHES
Pour rehausser votre jardin ou patio.

237
LA BOÎTE (201437)



GÉRANIUMS DE SEMENCE
Choix de plusieurs couleurs vives. (170235)

POT DE 3-1/2"

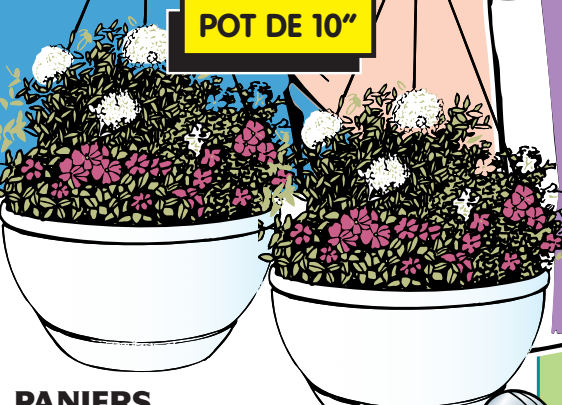
98¢



GÉRANIUM «ZONAL»
Cultivé à partir de boutures de choix. Produit 3 fois plus de fleurs et de feuillage.

POT DE 4"

222
PREMIUM (201439)



POT DE 10"

PANIER DE FLEURS ASSORTIS
Annuelles. Facile d'entretien. Variété d'impatiences, de bégonias et de pétunias.

777
CH. TAG ROUGE (201438)



POT DE 6"

PLANT DE TOMATES

498
TOMATE 6" (216059)

TERRE NOIRE

Mélange enrichi. 2102500 (275548)

75¢

ON A LE MEILLEUR CHOIX DE PLANTES!

1 GAL

980
CH. 024-02-1G (277245)

VIVACES ASSORTIES EN POTS TERRE CUITE
Choix de hibiscus moscheutos «Disco Belle», échinacée «Ruby Star» et tradescantia «Concord Grape».

POT DE 4-1/2"

396
CH. 11CM-1L (190276)

Vivaces
Choisissez parmi une vaste sélection.

POT DE 3-1/2"

198
CH. 9CM-PV-VIVACE (199984)

Vivaces assorties
Le meilleur choix de fleurs magnifiques pour agrémenter tous les jardins cet été.

POT DE 10"

998
TAG BLANC (201442)

Paniers de fleurs assortis
Variété de géraniums, d'impatiences doubles et de bégonias tubéreux.

POT DE 10"

1298
TAG JAUNE (216063)

Paniers de fleurs assortis de première qualité
Superbe arrangement de fleurs immenses! Variété de géraniums, fuchsias et impatiences de Nouvelle-Guinée.

POT DE 4"

278
102009 (215700)

Impatiences de Nouvelle-Guinée
Superbe plante avec de très grosses fleurs.

237
La boîte CAIS LEGUMES (201444)

Caissette de plants de légumes
Variété de concombres, tomates, piments, oignons et autres.

- 14 SUCCURSALES!**
- ANJOU
 - BEAUPORT
 - BROSSARD
 - GATINEAU
 - LASALLE
 - LAVAL
 - MARCHÉ CENTRAL
 - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
 - POINTE-CLAIRE
 - QUÉBEC
 - ROSEMÈRE
 - SHERBROOKE
 - STE-DOROTHÉE
 - ST-HUBERT

OUVERT :
• LUN. AU VEN. DE 8 H À 21 H
• SAM. DE 8 H À 17 H
• DIM. DE 8 H À 17 H

Si jamais vous trouvez un article identique à plus bas prix ailleurs, que nous pouvons vérifier, nous vous l'offrons au même prix que notre concurrent, moins



En raison des fluctuations du marché, les prix peuvent varier après le 27 mai 2004. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités à un nombre raisonnable, pour nos clients entrepreneurs comme pour le grand public. Nous nous efforçons de faire une publicité juste et véridique. Par ailleurs, une erreur humaine ou mécanique pourrait survenir. Dans un tel cas, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour satisfaire notre clientèle. Nos prix ne comprennent pas la TPS ni la TVQ. Notre garantie de prix imbattables, avec 10% de moins sur-le-champ, ne s'applique pas aux soldes de liquidation, de fin de saison et de faillite de nos concurrents. Certains produits peuvent différer des illustrations. © Réno-Dépôt inc. 2004.

CELUI QUI FAIT BAISSER LE COÛT DE LA RÉNOVATION®!

LEVÉE DU MORATOIRE

L'industrie porcine fait encore frémir les environnementalistes

CAROLINE TOUZIN

L'annonce de la levée du moratoire sur l'industrie porcine fait frémir l'environnementaliste Robert Galbraith. « Si j'avais su, j'aurais continué ma grève de la faim », lance celui qui a cessé de manger durant 18 jours l'été dernier pour sensibiliser la population et les gouvernements aux problèmes de pollution de la baie Missisquoi.

C'est que depuis une quinzaine d'années, chaque été à la mi-juin, la baie au bord de laquelle il habite devient une véritable soupe aux pois. Le principal ingrédient de cette soupe : le phosphore, une substance nutritive qu'on retrouve dans les fumiers et les engrais chimiques et qui cause une prolifération des « algues bleues ». Ces algues contiennent des bactéries microscopiques qui relâchent des toxines pouvant endommager le foie et le système nerveux si elles sont ingérées.

« C'est de la démenche d'ouvrir la porte à davantage de porcheries, on assiste déjà à une catastrophe. Ici, on a créé un monstre et on voudrait le reproduire à travers le Québec », affirme M. Galbraith, aussi photographe de presse. Il est l'auteur d'une photo publiée en une du *New York Times* au début du mois d'avril montrant des phoques tués par dizaines sur une banquise canadienne maculée de sang.

M. Galbraith n'est pas le seul à montrer du doigt la production agricole pour la situation désastreuse de la baie Missisquoi. Tant les autorités du Vermont que celles du Québec se sont entendues pour dire que 90 % de la pollution qui l'affecte est d'origine agricole.

Des producteurs inquiets

La levée du moratoire, qui permettra à de nouvelles porcheries de voir le jour au Québec à partir du 15 décembre, inquiète aussi les producteurs agricoles de la région. Mais, pour des raisons différentes.

Le couple Cormier-Martin de la ferme du même nom, située au bord de la route 133, à Pike River près de la frontière américaine, avait vu d'un bon oeil le moratoire imposé il y a deux ans par le



PHOTO ARMAND TROTTIER ©

Éric Martin et Lorraine Cormier, producteurs de porcs, estiment que la levée du moratoire sur la production porcine, annoncée la semaine dernière par le gouvernement libéral, mène à l'impasse.

gouvernement péquiste. « Il y avait beaucoup de grogne dans la population à l'époque. Il fallait prendre le temps d'analyser tout ça, sauf que le BAPE (Bureau d'audiences publiques sur l'environnement), qui a ensuite fait des recommandations ne nous a pas écouté », raconte Éric Martin.

Sa femme et lui exploitent une ferme qui produit 5000 porcs par année, soit une ferme de grosseur moyenne au Québec. Selon eux, la levée du moratoire est un cul-

de-sac. Si, en théorie, elle leur permettrait de grossir leur cheptel, en pratique, les investissements liés aux nouvelles conditions environnementales qu'imposent cette levée sont trop élevés.

« On nous demande entre autres d'installer des toits qui atténuent les odeurs au-dessus des fosses à purin. Ça me coûterait 70 000 \$ et il n'y a pas de subventions pour cela. Si je travaillais à forfait, je pourrais me le payer, mais j'ai

décidé d'être indépendant », explique M. Martin, découragé.

Au Québec, la majorité de ses collègues travaillent à forfait pour l'un des trois ou quatre gros intégrateurs, qui fournissent porcelets et moulées aux producteurs pour les racheter à maturité.

« Plus il sème, plus ça rapporte »

Ernest Gasser dirige une ferme laitière dans la même municipalité que celle des Cormier-Martin. Sa famille élève des vaches et des

bouvillons depuis plus de 50 ans dans la région. L'homme de 40 ans a vu la baie Missisquoi se détériorer depuis son enfance. Il est même bénévole dans une coopérative de solidarité locale qui tente de limiter la pollution liée à l'épandage de lisier de porc.

« On admet que c'est l'agriculture qui a pollué la baie, mais c'est le gouvernement qui nous a demandé d'intensifier notre production agricole dans les années 70. La levée du moratoire ne changera rien si le gouvernement ne nous donne pas des subventions pour installer des bandes riveraines, par exemple », affirme M. Gasser.

Il donne l'exemple d'un producteur de maïs qui voudrait bien mettre en place ce genre de bandes pour empêcher le lisier de porc épandu sur ses terres de s'écouler facilement dans les cours d'eau avoisinants. « Plus il sème, plus ça rapporte. Si on lui demande de perdre 10 pieds de terre dans ses champs qui longent la rivière pour faire place aux bandes, il faut le dédommager », croit M. Gasser.

Les municipalités auront un plus grand rôle à jouer dans l'implantation de nouvelles porcheries à la levée du moratoire, ce qui fait peur à certains producteurs de porcs. Elles devront diriger le débat et ajuster le projet aux demandes de la population, notamment en ce qui a trait à l'emplacement de la porcherie.

« Les élus ne sont pas nécessairement formés pour comprendre les problématiques de la production porcine. C'est un pas en arrière qui nous enlève notre droit de produire », croit Éric Martin.

Le maire de Pike River, lui-même producteur de porcs, Edouard Asnong, ne considère pas que les pouvoirs dont il hérite soient nécessaires. « Je ne vois pas l'utilité de se prononcer sur chaque nouveau projet quand des règles existent déjà pour contrôler la production porcine », affirme-t-il.

« C'est un peu comme une patate chaude que le gouvernement lance dans notre cour », ajoute-t-il. Selon lui, ce rôle accru pourrait avoir un effet pervers et donner des munitions à des citoyens qui ne saisissent pas tous les enjeux de l'industrie du porc.

Va jouer dehors.

Mustang décapotable sport 2004
25 995 \$*

Mustang coupé sport 2004
19 995 \$*

Groupe décor sport SANS FRAIS SUPPLÉMENTAIRES : jantes de 16 po en aluminium brillant et volant gainé de cuir • Moteur V6 de 3,8 L, 190 ch • Boîte manuelle 5 vitesses • Radio AM/FM stéréo haut niveau avec lecteur laser • Climatisation • Verrouillage des portes, rétroviseurs et glaces à commande électrique • Volant réglable • Entrée sans clé à télécommande • Siège conducteur à réglage électrique • Antidémarrage SecuriLock® • Programmateur de vitesse • Freins assistés à disque aux 4 roues • Becquet arrière

Le modèle décapotable inclut également : • Capote à commande électrique avec couvre-capote souple • Radio AM/FM stéréo MACH® 460 à 8 haut-parleurs avec chargeur de 6 CD monté dans la planche de bord

Bien pensé

322280A ford.ca

LES FORDS DIPLOMÉS DE MONTRÉAL

Photos à titre indicatif seulement. *Transport (945 \$) et taxes applicables en sus. Ces offres s'adressent à des particuliers et ne peuvent être jumelées à aucune autre, à l'exception de la remise aux diplômés pour laquelle certaines conditions s'appliquent. Ces offres s'appliquent uniquement aux véhicules en stock. Ces offres d'une durée limitée peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Votre conseiller Ford peut vendre moins cher. Voyez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails.

NISSAN

L'ÉVÉNEMENT MARCHÉ **CONCLU!**

CE SERAIT FOU DE VOUS EN PASSER!

QUEST S 2004



PRIX À L'ACHAT
29 995\$*

LOCATION À PARTIR DE
359\$ /MOIS†

Comptant initial de 3 995\$
(transport et préparation compris)

+ 0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ**

JUSQU'AU 31 MAI SEULEMENT!

500\$ DE REMISE**

À l'achat ou à la location de l'un de ces véhicules Nissan.**

PATHFINDER 2004



PRIX À L'ACHAT
34 995\$*

LOCATION À PARTIR DE
389\$ /MOIS†

Comptant initial de 3 995\$
(transport et préparation compris)

+ 0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ**

MAXIMA 2004



PRIX À L'ACHAT
34 995\$*

LOCATION À PARTIR DE
399\$ /MOIS†

Comptant initial de 3 995\$
(transport et préparation compris)

+ 0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ**

XTERRA 2004



PRIX À L'ACHAT
29 995\$*

LOCATION À PARTIR DE
369\$ /MOIS†

Comptant initial de 2 995\$
(transport et préparation compris)

+ 0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ**

SENTRA 2004



PRIX À L'ACHAT
13 695\$*

LOCATION À PARTIR DE
179\$ /MOIS†

Comptant initial de 995\$
(transport et préparation compris)

+ 0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ**

nissan.ca 1 800 387-0122

*La remise s'applique lors de l'achat ou la location de Sentra, Maxima, Quest version SE ou LE, Pathfinder et Xterra 2004 neufs en inventaire, entre le vendredi 21 mai et le lundi 31 mai 2004. Sur approbation de crédit. Votre remise sera appliquée au comptant initial de votre achat ou location. Les taxes sont payables sur le comptant total pour les locations, incluant le montant de la remise. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. †Location de 60 mois pour la Sentra 1.8 2004 avec boîte de vitesses manuelle (C4LG54 AA00). Location de 48 mois pour la Maxima 2004 avec boîte de vitesses automatique (U4SG74 AE00), du Pathfinder 2004 avec boîte de vitesses automatique (5CRG74 AE00), de la Quest S 2004 avec boîte de vitesses automatique (V6RG74 AA00), ou 449 \$ pour la Quest SL 2004 (V6TG74 AA00) et de l'Xterra XE 2004 avec boîte de vitesses automatique (8CLG74 AE00). Acompte ou échange équivalent de 995 \$ pour la Sentra, de 2 995\$ pour l'Xterra et de 3 995\$ pour la Maxima, la Quest et le Pathfinder. Sur approbation de crédit. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement, toutes taxes comprises, requis à la livraison. **Pour un temps limité, 0 \$ de dépôt de sécurité sur toute voiture neuve. *Prix d'achat de la Sentra 1.8 avec boîte de vitesses manuelle (C4LG54 AA00) pour la Maxima avec boîte de vitesses automatique (U4SG74 AE00), du Pathfinder avec boîte de vitesses automatique (5CRG74 AE00),

de la Quest S avec boîte de vitesses automatique (V6RG74 AA00) ou 36 682 \$ pour la Quest SL (V6TG74 AA00) ou 42 940 \$ pour la Quest SE (V6SG74 AA00) et de l'Xterra XE avec boîte de vitesses automatique (8CLG74 AE00). t, tt, *Taxes, immatriculation, assurances, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus sur toutes les offres de location ou d'achat. Transport et préparation (908 \$ pour la Sentra, 1 012 \$ pour la Maxima, 1 055 \$ pour la Quest, 1 001 \$ pour l'Xterra, 1 026 \$ pour le Pathfinder) en sus sur les offres d'achat. Les offres sont d'une durée limitée et peuvent faire l'objet de changement sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. †Chez les concessionnaires participants. Nissan, le logo Nissan, la signature "Découvrir..." et les noms des modèles Nissan sont des marques de commerce de Nissan.

OUVERT JUSQU'À 21 H LES SOIRS DE SEMAINE!



Clavardage
Pierre Morency
 L'auteur du best-seller
 Demandez et vous recevrez
 avec Webcam
 Mardi à 13 h
 www.cyberpresse.ca/clavardage
 cyberpresse.ca

POUR TROUVER.
CARRIÈRES
 Le samedi dans
LA PRESSE

Faculté de l'éducation permanente
 La faculté d'évoluer

Certificat en toxicomanies

Une formation de pointe afin de comprendre les composantes biologiques, psychologiques et sociales de la dépendance et de développer des compétences spécifiques en intervention.



Automne
 2004

COURS OFFERTS À MONTRÉAL, LAVAL ET QUÉBEC.

514.343.6090
 1 800 363.8876

www.fep.umontreal.ca

Université
 de Montréal

MONTRÉAL PLUS

CENTRALE DU SUROÏT

Les audiences finies, les écologistes restent au créneau

DANIEL DUBRÛLE

Les organisations écologistes sortent optimistes des audiences publiques de la Régie de l'énergie sur la centrale du Suroît.

Le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) a constaté en dressant le bilan des audiences publiques que seulement deux des 50 mémoires présentés appuyaient de façon inconditionnelle le projet de centrale thermique défendu par Hydro-Québec.

« C'est une bonne nouvelle pour les citoyens, analyse Philippe Bourke, directeur du RNCREQ. La très grande majorité des intervenants ont annoncé et présenté des solutions de rechange à ce qui est présentement sur la table. »

Le contenu des mémoires déposés fait la preuve, aux yeux de M. Bourke, que l'on ne peut se ran-

ger derrière un projet de centrale thermique comme celle du Suroît. « L'opinion de la majorité de la population est bien reflétée. Quand on fait le bilan des présentations, seuls des gens qui ont un intérêt financier dans la réalisation de telles centrales, des constructeurs par exemple, ont défendu le projet. »

Cinq mythes

Le RNCREQ s'attaque dès aujourd'hui aux arguments qu'Hydro-Québec utilise pour défendre son projet de centrale. « On revient sur les arguments classiques », confirme le directeur du RNCREQ. Le regroupement conteste d'abord la vision de la société d'État relativement à l'efficacité énergétique et les coûts de celle-ci. Le regroupement dénonce le manque d'intérêt pour l'énergie éolienne en réaffirmant le potentiel de développement électrique. Finalement, l'argument d'Hydro sur la nécessité du

Suroît pour la sécurité énergétique est illusoire, selon le regroupement.

« La centrale ne serait pas prête à temps pour combler le besoin en électricité et lorsqu'elle sera prête à fonctionner, nous n'aurions plus besoin d'elle », note Philippe Bourke.

Les environnementalistes préparent également d'autres moyens de ne pas faire oublier leur opposition au projet pendant que la cause est en délibéré à la Régie de l'énergie. « Nous souhaitons convaincre tous les députés, un à un, pour les ranger à notre cause, indique-t-il. Chaque fois qu'un élément sera présenté, comme c'est souvent très technique, nous allons travailler pour en faire une vulgarisation claire, compréhensible par l'ensemble de la population. Un groupe organise une manifestation la semaine prochaine. La bataille est loin d'être gagnée et nous agissons en conséquence. »

Des citoyens de Saint-Adelphe veulent protéger la rivière Batiscan

LE NOUVELLISTE

Après le feuillet de cinq ans qui a opposé les Amis de la Batiscan à Boralex pour empêcher la construction d'une microcentrale hydroélectrique sur la rivière Batiscan, voici que les citoyens de Saint-Adelphe sont sur le point d'amorcer à leur tour une bataille pour sauver leur rivière.

Hier, en présence du comédien Paul Piché et de divers organismes de défense des rivières, le tout nouveau comité de citoyens Eau vive Batiscan, formé depuis un mois, est venu annoncer publiquement qu'il allait se battre contre les promoteurs qui veulent à leur tour construire une centrale au fil de l'eau sur la Batiscan dans leur secteur.

Pas plus tard que jeudi soir, l'organisme a reçu la visite des ingénieurs de la firme Axor, chargée de faire avancer un projet de barrage à Saint-Adelphe au nom d'un promoteur de Repentigny, Paul Bécotte, qui vient de faire une offre d'achat au propriétaire actuel d'à peu près toutes les bandes riveraines dans ce secteur de la rivière, Raymond Lefebvre.

Les promoteurs sont à effectuer une opération charme depuis 15 jours dans ce secteur. Ils ont rencontré les conseils municipaux de Saint-Adelphe et de Sainte-Thècle, ainsi que le préfet de la MRC et l'association de canot-camping.

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
 Centre commercial Le Boulevard
 Centre Eaton
 Centre Rockland
 Complexe Desjardins
 Fairview Pointe-Claire
 Galeries d'Anjou
 Galeries Lachine
 Mail Cavendish
 Place Alexis Nihon
 Place Lasalle
 Place Versailles
 Place Vertu
 Centre-ville
 950, rue Sainte-Catherine Ouest
 4202, rue Saint-Denis
 Action Télécom Inc.
 1531, rue Notre-Dame Ouest
 Communications Métropolitaine
 10223, boul. Pie-IX
 Communications Mobilenet
 5165, ch. Queen-Mary
 La Zone SCP
 6321, route Transcanadienne, local 1470

Dollard-des-Ormeaux

La Zone SCP
 3349B, boul. des Sources

Saint-Laurent

D2 Technologie Inc.
 2119, boul. Marcel-Laurin
 PC Page Communications Inc.
 3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville

Digital Radiocommunication
 9, boul. de la Seigneurie, bureau 7

Joliette

Multicom Communications 2000
 159, boul. Antonio-Barrette

Laval

Carrefour Laval
 Centre Laval
 Contact Com. D.L.
 Communications
 1521, autoroute 440 Ouest
 Proxi Telecom Inc.
 1662, boul. Saint-Martin Ouest
 SRAD Communications Inc.
 2995, boul. Dagenais, local D

Repentigny

Galerias Rive-Nord
 Technicom
 346, rue Notre-Dame, bureau C

Rosemère

Place Rosemère
 Contact Com. D.L.
 Communications
 259, boul. Labelle, local 102

Saint-Jérôme

Carrefour du Nord

Terrebonne

Galerias de Terrebonne
 SRAD Communications Inc.
 2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe

Cellulaire +
 Galeries Saint-Hyacinthe
 3200, boul. Laframboise

RIVE-SUD

Mail Champlain

Place Longueuil
 Promenades Saint-Bruno

Beloeil

Cellulaire +
 559, boul. Laurier

Candiac

D2 Technologie Inc.
 89, ch. Saint-François-Xavier

Greenfield Park

Proxi Telecom Inc.
 3814, Taschereau

Sainte-Julie

Alto Communication
 1950, ch. du Fer-à-Cheval

Je clique, j'envoie et on placote.



Audiovox 8900

LG 5450

Samsung A600

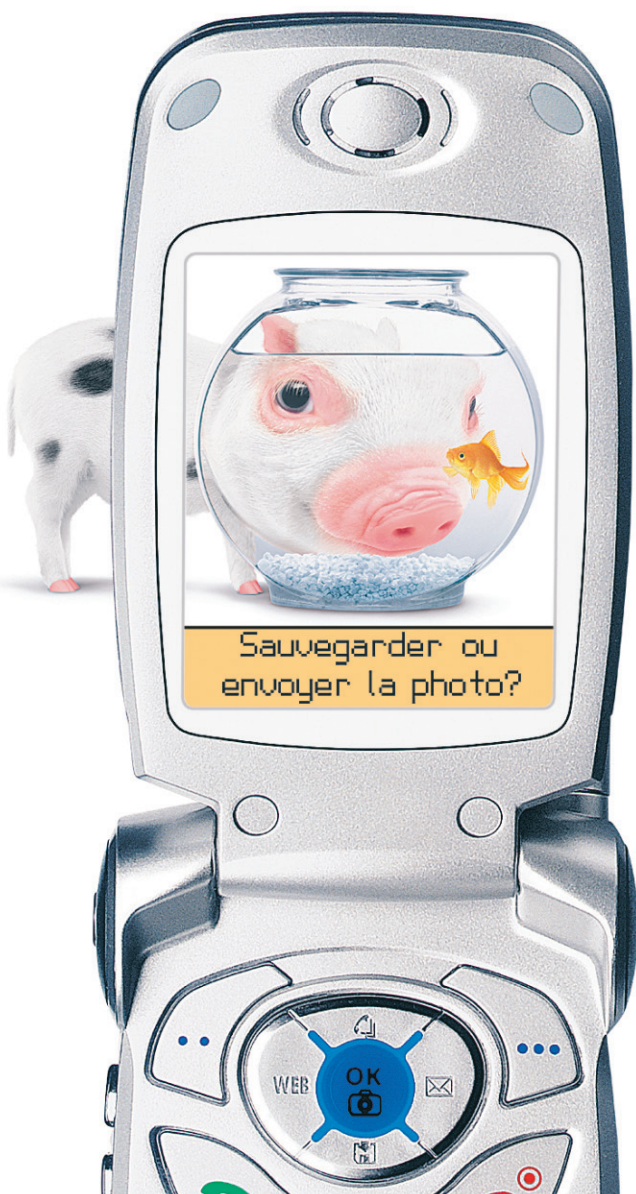
Photo-téléphones à partir de

99,99 \$

avec un contrat 3 ans*

Avec un photo-téléphone TELUS Mobilité, non seulement vous pouvez décrire ce que vous voyez, mais en plus, vous pouvez le montrer. Et à ce prix là, il faut vraiment le voir pour le croire! Alors faites vite, l'offre se termine le 30 mai.

DE PLUS, recevez 30 jours de messagerie photo gratuite* ET 3 mois d'appels locaux illimités au Canada†.



TELUS
 mobilité^{MC}
 le futur est simple^{MD}

Pour en savoir plus sur ces super offres, passez nous voir dans une boutique TELUS Mobilité, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands. Tous les détails à telusmobilité.com

FUTURE SHOP

Best Buy

LA CASSE

TelePlus

Walmart

BRASSERIE MONTRÉAL

Radio

Le choix des téléphones peut varier d'un emplacement à l'autre. Nouvelles mises en service seulement. *Le prix indiqué est celui de l'Audiovox 8900 et est valable jusqu'au 30 mai 2004. †La messagerie photo est seulement offerte dans nos zones de couverture numérique 1X. Pour consulter nos cartes de couverture numérique, visitez telusmobilité.com. Seuls les clients de TELUS Mobilité abonnés à la messagerie photo pourront visualiser les messages photos à l'aide de leur appareil. Tous les autres clients devront visualiser les messages photos en ligne sur un ordinateur personnel. Cette offre inclut la messagerie photo gratuite (envoi et réception) pendant 30 jours à partir de la date de la mise en service de l'appareil. ‡Obtenez 3 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 2 ou 3 ans. Offre valable jusqu'au 30 juin 2004 avec certains forfaits. Visitez telusmobilité.com ou votre marchand le plus près pour tous les détails. © 2004 SOCIÉTÉ TELE-MOBILE.

Stressless
 Vos meilleurs moments de détente

En cuir souple

Esprit Nouveau
 1828, boul. Le Corbusier, Laval
 Tél. : (450) 686-5055
 www.esprit-nouveau.com

Cabanons Fontaine 1976-2004
 Profitez d'une promotion unique pour les modèles préfabriqués au choix :
Payez le solde 3 mois*
 après livraison, sans frais, sans intérêt
Une option au choix*
 dans la sélection du fabricant
EN PLUS
 Un rabais supplémentaire de 75 \$
 ou une porte à demi vitrée P-02
 si la livraison, plus de 75 jours*

POUR CONNAÎTRE LE CONCESSIONNAIRE DE VOTRE RÉGION, APPELÉZ-NOUS :

Montréal et banlieue (450) 536-3563
 Autres régions 1 888 838-3563
 3497, ch. de l'Industrie, St-Mathieu de Beauce Internet : www.cabanons.com

*Certaines conditions s'appliquent. Voir détaillant. Valable jusqu'au 31 mai 2004.

Des funérailles civiques pour Serge Turgeon

DANIEL DUBRÛLE

Serge Turgeon aura droit à des funérailles civiques mardi prochain en l'église Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

« Il y avait l'homme public, il y avait aussi l'homme privé. Mon père a eu la chance d'avoir deux vies bien chargées », a dit l'une des filles du disparu, Catherine Turgeon. L'Union des artistes, à la demande de la famille, a lancé les préparatifs de funérailles civiques pour rendre un dernier hommage tant au père de famille qu'à l'ancien président de l'association et directeur général du Théâtre du Rideau Vert.

Marie-Denise Pelletier chantera quelques airs « qui représenteront très bien mon père », a indiqué Catherine Turgeon.

Les funérailles sont organisées par la famille et l'Union des artistes, avec la collaboration du théâtre du Rideau Vert, du Fonds d'investissement de la culture et des communications ainsi que de la Caisse de la culture.

La cérémonie sera célébrée par l'abbé André Lamoureux. « Ce n'est pas un ami de la famille, mais on nous l'a fortement recommandé », a précisé M^{me} Turgeon.

La famille recevra les condoléances du public lundi, de 14 h à 17 h et de 19 h à 21 h, au complexe funéraire

Urgel Bourgie du 1255, avenue Beaumont, dans l'arrondissement de Mont-Royal.

Les personnes qui le souhaitent pourront également utiliser le courriel (famille@uniondesartistes.com) ou le télécopieur (514-285-6776) pour exprimer leurs condoléances à la famille, laquelle re-

commande également au public de faire des dons à l'Association du diabète du Québec.

Antonine Maillet, présente à la conférence de presse à titre de représentante du théâtre du Rideau Vert, a parlé de l'optimisme que montrait Serge Turgeon dans la vie et dans les défis qu'il devait relever pour le théâ-

tre particulièrement. « Nous étions, tous deux, les champions de l'optimisme, a-t-elle dit. Je n'ai jamais vu d'autres hommes être aussi optimistes que lui. L'optimiste ne dit pas : *Tout va bien*. Il dit plutôt : *Ça va mal partout, mais s'il n'y a qu'une chance sur 1000 que cela s'améliore, on va réussir !* »

Par ailleurs, l'autopsie a confirmé

que Serge Turgeon avait bien succombé à une crise cardiaque. « On peut résumer la cause de son décès à une insuffisance cardiaque. Il est clair que si M. Turgeon n'était pas mort dans un poste de police, nous n'aurions pas eu à traiter ce dossier », a indiqué la porte-parole du bureau du coronar, Diane Bernier.

EN BREF

Pas d'accusation contre Lyns

L'un des quatre jeunes arrêtés à la suite de la séquestration d'une jeune femme dans un appartement de Laval, lundi soir, a été relâché sans qu'aucune accusation ne soit portée contre lui. Le substitut du procureur de la Couronne a retiré la plainte contre Lahens Lyns mardi, le jour prévu de sa comparution au palais de justice de Laval. Maxime Rinchère, Roodly Lachapelle et Damoa Yeboah ont quant à eux comparu lundi sous des accusations d'enlèvement, de voies de fait et de possession d'arme.

Un jeune accusé de conduite avec facultés affaiblies

Un homme dans la vingtaine a été accusé hier de conduite avec facultés affaiblies après avoir blessé deux adolescentes jeudi soir, à Pierreville, près de Sorel-Tracy; Jean-Éloi Proulx a comparu au palais de justice de Sorel-Tracy pour répondre à des accusations de conduite en état d'ébriété causant des lésions, d'entrave au travail des policiers et de méfaits. Jeudi soir vers 22 h, deux adolescentes qui marchaient le long d'une rue avaient été happées. Les deux victimes souffrent de commotion cérébrale et de fractures. Leur vie n'est pas menacée.

Collision mortelle: liberté refusée

La remise en liberté a été refusée hier à une femme de Victoriaville qui aurait causé une collision mortelle jeudi. Louise Boissonneault a comparu hier après-midi devant le juge Conrad Chapdelaine, de la Cour du Québec, en rapport avec l'accident mortel survenu jeudi soir sur la route 116 à Warwick. L'accident impliquant trois véhicules a coûté la vie à Aline Brossard, âgée de 54 ans, de Saint-Georges-de-Windsor. Louise Boissonneault doit répondre de trois chefs d'accusation, soit homicide involontaire coupable, conduite avec facultés affaiblies ayant causé la mort et conduite avec facultés affaiblies causant des lésions. Par la voix de son avocat, M^e Denis Lavigne, Louise Boissonneault a opté pour un procès devant juge et jury. La Couronne s'est opposée à sa remise en liberté. Elle reviendra devant le tribunal le 27 mai. Louise Boissonneault est, par ailleurs, en attente de sentence pour une autre affaire de conduite avec facultés affaiblies survenue en août 2003.

Presse Canadienne



CHEVROLET

« ...L'OPTRA (...) 5 PORTES OFFRE PLUS D'ESPACE QUE LA MAZDA PROTÉGÉ ET L'HYUNDAI ELANTRA... »

Benoît Charrette, *La Presse*



VOICI LA NOUVELLE

CHEVROLET OPTRA⁵

179 \$/mois** Terme de 48 mois à la location Transport et préparation inclus

OU

à l'achat **16 188 \$*** avec **0%** financement[†]

- Moteur 2,0L DACT 4 cyl. de 119HP • Freins assistés à disque aux 4 roues • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD
- Banquette arrière divisée 60/40 à dossier rabattable • Phares antibrouillard • Roues de 15 po avec enjoliveurs
- Garantie limitée de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise

VOICI LA NOUVELLE CHEVROLET OPTRA

QUAND LE STYLE EUROPÉEN DEVIENT ABORDABLE.

179 \$/mois** Terme de 48 mois à la location Transport et préparation inclus

OU

à l'achat **16 188 \$*** avec **0%** financement[†]

• Moteur 2,0L DACT 4 cyl. de 119HP • Portes et vitres avant à commandes électriques • Lecteur CD à 4 haut-parleurs • Banquette arrière divisée à dossier rabattable • Garantie limitée de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise

LA TOUTE NOUVELLE CHEVROLET EPICA

« ELLE SE DISTINGUE PAR SES TOUCHES D'ÉLÉGANCE HABITUELLEMENT RÉSERVÉES À DES VOITURES BEAUCOUP PLUS ONÉREUSES. »

Autonet.qc.ca

239 \$/mois** Terme de 48 mois à la location Transport et préparation inclus

OU

à l'achat **19 998 \$***

• Moteur 2,5L 6 cyl. en ligne de 155 HP • Boîte automatique 4 vitesses • Climatisateur • Vitres, portes et rétroviseurs chauffants à commandes électriques • Roues de 15 po en alliage • Téléverrouillage • Lecteur CD à 4 haut-parleurs • Garantie limitée de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise

LA TOUTE NOUVELLE CHEVROLET MALIBU MAXX

« ...CHEVROLET JOUE UN RÔLE DE PRÉCURSEUR (...) EN LANÇANT LA PREMIÈRE BERLINE HATCHBACK NORD-AMÉRICAINNE DE CETTE DÉCENNIE. »

Guide de l'auto 2004

269 \$/mois** Terme de 48 mois à la location Transport et préparation inclus

OU

à l'achat **25 998 \$*** avec **0%** financement[†]

• Moteur V6 3,5L avec boîte automatique 4 vitesses • Toit vitré fixe au-dessus du siège des passagers arrière avec pare-soleil rétractable • Centralisateur informatique de bord • Pédales à réglage électrique • Climatisateur • Banquette arrière Multi-Flex à dossier divisée 60/40 rabattable • Démarreur à distance posé en usine

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec encourage aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2004 en stock suivants : Optra⁵ (1JD48/R7A), Optra (1JD19/R7A), Epica (1VB69/R7A) et Malibu Maxx (1ZT68/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. *À l'achat, préparation incluse. Transport (Optra, Optra⁵ et Epica : 930 \$, Malibu Maxx : 900 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. **À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent : Optra (1 899 \$), Optra⁵ (3 164 \$), Epica (2 778 \$) et Malibu Maxx (2 848 \$). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 c du km après 80 000 km. Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigible à la livraison. †Taux de financement à l'achat de 0% pour des termes allant jusqu'à 48 mois (Malibu Maxx : 36 mois). Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

OÙ EST L'EMPLOI ?



CARRIÈRES

Le samedi dans LA PRESSE

GARANTIE DU GROUPE MOTOPROPULSEUR 5 ANS/100 000 KM SANS FRANCHISE



MONTRÉAL PLUS

Un présumé kidnappeur fait face à la justice

CHRISTIANE DESJARDINS

Dutroy Charlotin, cet homme soupçonné d'avoir enlevé un bambin de 4 ans à Montréal cette semaine et d'avoir fui la police, a comparu hier en Cour criminelle pour répondre à 31 accusations.

L'homme de 25 ans est accusé de s'être introduit par effraction chez la mère de l'enfant à diverses reprises

depuis le 18 avril dernier, d'avoir agressé sexuellement la femme, de lui avoir fait des menaces de mort, de l'avoir séquestrée et de lui avoir causé des voies de fait.

Les événements auraient culminé le 19 mai dernier, quand Charlotin aurait enlevé l'enfant de cette femme. Le petit revenait de l'église avec sa grand-mère, vers 22 h, quand il aurait été kidnappé, à l'angle des rues

Charles-Renaud et Louis-Lumière, à Rivière-des-Prairies. Une alerte médiatique a été lancée.

Le lendemain matin, un citoyen a vu un homme et un enfant correspondant aux descriptions données par les médias et a prévenu la police. Charlotin a été localisé peu après, mais il aurait fui à bord d'une voiture volée. Sa course s'est terminée dans un poteau, dans le quartier Ahuntsic. Pour cet incident, il est accusé d'enlèvement, de séquestration, de vol d'un véhicule Dodge Shadow (dont le propriétaire n'était toujours pas connu hier), de conduite dangereuse et d'avoir omis de s'arrêter alors qu'il était poursuivi par un policier.

Charlotin est resté détenu et reviendra le 3 juin prochain pour le débat sur sa remise en liberté.



Prenez et envoyez.



Prenez et envoyez des photos avec texte et son à partir du Canada ou même de l'étranger. Et c'est gratuit jusqu'au 15 juin!

Sony Ericsson T237
Appareil photo inclus

25 \$

Et obtenez 3 mois d'appels locaux illimités.

Avec Entente Fido®



Pour une livraison gratuite en 24 heures, composez le 1 888 481-FIDO.

Des frais de 25¢ par message envoyé s'appliquent à compter du 16 juin 2004. Service offert aux abonnés Fido seulement. Les messages reçus sont gratuits. Appareil compatible MMS et activation d'un forfait mensuel nécessaires. Des frais de transmission de données s'appliquent tant aux messages envoyés que reçus en itinérance aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Offre d'appareil et d'appareil photo gratuit en vigueur jusqu'à épuisement des stocks lors de toute nouvelle activation d'un forfait mensuel de temps d'antenne avec Entente Fido. Limite d'un appareil photo par activation. Offre de trois mois de temps d'antenne illimité valide du 15 avril au 9 août 2004, avec toute nouvelle activation à un forfait mensuel de temps d'antenne avec Entente Fido. Les appels illimités comprennent les appels locaux (excluant les appels effectués en utilisant la Messagerie vocale, le Rappel éclair, le Renvoi d'appels et la Messagerie fax). Tous les autres frais applicables sont en sus. Certaines restrictions s'appliquent. Détails en magasin.

LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles

- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno
- Les Galeries d'Anjou
- Centre Eaton

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal:



être aux premières loges

Profitez de nos tarifs réduits pour voyager au Canada.

Air Canada est maintenant le chef de file des bas tarifs aller simple pour toutes les grandes villes canadiennes.

Tarifs spéciaux Web Tango, aller simple de Montréal à partir de:

74 \$
TORONTO

83 \$
HALIFAX

112 \$
MONCTON

130 \$
WINNIPEG

139 \$
SEPT-ÎLES

151 \$
ST. JOHN'S (T.-N.-L.)

182 \$
EDMONTON

183 \$
CALGARY

199 \$
REGINA
SASKATOON

217 \$
VANCOUVER



Le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs pour les vols au pays.

Réservez sur aircanada.com et obtenez un mille Aéroplan^{MD} supplémentaire pour chaque tranche de trois dollars dépensés pour vos voyages au Canada et aux États-Unis. Ou téléphonez à votre agent de voyages.

aircanada.com
.com c'est pas cher



ACTUALITÉS

La Cour suprême dit oui aux OGM

Un flou juridique demeure quant à la possibilité de breveter le vivant

MATHIEU PERREAULT

La Cour suprême a mis un terme hier à la croisade de Percy Schmeiser, un fermier de la Saskatchewan reconnu coupable en 2001 d'avoir planté illégalement du canola génétiquement modifié commercialisé par la compagnie Monsanto. Le Canada devient le premier pays au monde où le plus haut tribunal rend une décision sur une plante génétiquement modifiée.

Ce jugement limite la portée de la décision sur « l'oncosouris », rendue par la Cour suprême en décembre 2002. Cette souris génétiquement modifiée, créée par des chercheurs de l'Université Harvard, n'a pas pu être brevetée au Canada parce qu'il s'agit d'un être vivant.

M. Schmeiser a découvert en 1997 que certains de ses plants de canola avaient survécu à un arrosage d'herbicide Roundup, fabriqué par Monsanto. Il a récupéré les graines de ces plants et les a réutilisées l'année suivante. Sur la foi de dénonciations anonymes, Monsanto a poursuivi M. Schmeiser, qui a tout d'abord affirmé que les graines avaient été apportées par le vent. Mais le tribunal de première instance a constaté que, si tel avait été le cas, la proportion de canola

Monsanto dans les champs de M. Schmeiser aurait été de 1 à 5 %, et non de 95 % comme la preuve le démontrait.

Dans son plaidoyer, en janvier, dernier devant la Cour suprême, M. Schmeiser a introduit un nouvel argument : Monsanto n'a pas le droit de breveter un être vivant. Le gouvernement de l'Ontario, inquiet de l'impact des brevets génétiques sur les coûts de santé, a appuyé M. Schmeiser. Des groupes d'agriculteurs ont appuyé chacune des deux parties. Environ 40 % du canola canadien est génétiquement modifié.

Flou juridique

Le juriste Richard Gold, de l'Université McGill, note que les jugements sur l'oncosouris et sur le canola Monsanto ont été serrés tous les deux, à cinq juges contre quatre. Les deux juges nommés depuis le jugement de l'oncosouris, Marie Deschamps et Morris Fish, tous les deux du Québec, font partie de la majorité. Ils remplacent des juges qui avaient fait partie de la majorité pour la cause de l'oncosouris. En quelque sorte, ils représentent un changement de la garde en faveur de la propriété intellectuelle en biotechnologie, résume M^e Gold.

Quant à la juge Louise Arbour, el-

le a changé d'idée entre les deux causes, note M^e Gold. Elle était d'avis, en 2002, que le brevet de l'oncosouris était valide, mais elle a considéré que celui de Monsanto ne l'était pas. « Elle a été cohérente, estime M^e Gold. Elle faisait partie de la minorité en 2002, mais elle pense qu'il faut que la Cour respecte ses décisions précédentes. Je trouve que c'est admirable. »

Selon M^e Gold, les juges de la majorité ont tenté de protéger la propriété intellectuelle en milieu agricole. « C'est louable, mais ils l'ont fait de manière peu convaincante. Ils n'ont pas été transparents : j'aurais apprécié qu'ils mentionnent leur objectif. Ils ont aussi introduit un nouveau test — pour déterminer si un brevet a été enfreint — qui induit de l'incertitude. Étant donné ces flous, je pense qu'il y aura d'autres causes en Cour suprême sur la possibilité de breveter le vivant. »

À tout le moins, M. Schmeiser a réussi à faire diminuer le coût de sa croisade : la Cour suprême a annulé les dommages de 20 000 \$, équivalents à ses profits sur le canola en 1998, parce qu'il ne s'est pas servi de l'herbicide Roundup cette année-là. Il demeure toutefois responsable des frais juridiques de Monsanto, qui dépassent 150 000 \$.

Dormez sur des nuages...

3229741
CONGÉ DE TAXES SUR TOUS NOS ENSEMBLES DE MATELAS

MEUBLES
ANDRÉ PERRAULT

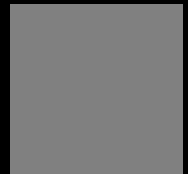
LE CHIC de l'ouest au prix de l'est

3960, rue Bélanger Est, Mtl.
Fermé le dimanche
Tél.: (514) 725-5245
Meubles du Québec

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Certificat de relations industrielles

Pour développer des outils et des habiletés transférables dans votre milieu professionnel : rémunération, dotation, négociation et ententes collectives.



Automne 2004

COURS OFFERTS À MONTRÉAL, LAVAL, LONGUEUIL ET QUÉBEC.

514.343.6090
1 800 363.8876
www.fep.umontreal.ca

Université **um** de Montréal

Faites-vous partie de ces 750 000 personnes au Québec touchées par des acouphènes, ces **BRUITS** plus ou moins continus **DANS LES OREILLES** ? Alors

LE SALON DE L'OREILLE, 3^e ÉDITION, EST LÀ POUR VOUS !



Ce Salon national est réalisé par le RQPA, un organisme sans but lucratif apportant support et information aux gens souffrant d'acouphènes.

Le Regroupement Québécois pour Personnes avec Acouphènes

Le Salon a pour but de sensibiliser la population et d'apporter des réponses. Il vous offre de rencontrer de nombreux chercheurs et d'assister à toute une série de conférences données par des spécialistes.

Aréna Florian Guindon
220, boul. Arthur-Sauvé, St-Eustache

ENTRÉE GRATUITE

Samedi 29 mai, 12 h à 17 h
Dimanche 30 mai, 10 h à 15 h

RQPA : (514) 276-7772 (1 877 276-7772)

MISE AU POINT

Veuillez noter les corrections suivantes: Objet: Micro-chaîne Sanyo, no article 27099. Cet article a été annoncé dans le cadre de «Nos plus bas prix de la saison» de la réclame des Jours Sears en vigueur du 10 au 24 avril 2004. Nous avons annoncé par inadvertance cet article à un plus bas prix le 8 mai 2004, et ce plus bas prix a été honoré. Tous les clients ayant acheté cet article dans le cadre des Jours Sears peuvent présenter leur reçu, daté entre le 10 et le 24 avril 2004, au rayon de l'électronique du magasin Sears de leur région pour recevoir une carte-cadeau Sears d'une valeur de 15 \$.

Dans le cahier publicitaire **SEARS Le défi du président** en vigueur du dimanche 16 au samedi 22 mai 2004 (CC053F504).

À la page 20, Rabais 25% sur drap plat ou drap-housse en flanellette de coton vendu à l'unité. **Les produits illustrés sont incorrects. Veuillez visiter votre magasin local pour voir les articles appropriés.**

À la page 24, Rabais 130 \$ sur système d'aspiration centrale de luxe Kenmore. Pour maisons jusqu'à 10 000 pi car. Rég. Sears 799,99 \$. Solde 669,99 \$. **L'annonce devrait se lire comme suit: Pour maisons jusqu'à 5000 pi car.**

À la page 29, Rabais 20 \$ sur balancelle «Genoa». Ord. Sears 199,99 \$. En solde 179,99 \$. **Le produit illustré est incorrect. Veuillez visiter votre magasin local pour voir l'article approprié.**

Dans le cahier publicitaire **2 jours seulement - Super soldes** en vigueur les vendredi 21 et samedi 22 mai 2004 (WE053F504).

À la page 4, 12,99 \$ la paire. Sandales R & R Sport «Daisy» et «Sunny». **Les articles illustrés dans le cahier publicitaire ne sont pas disponibles. D'autres modèles sont disponibles à votre magasin local.**

Dans le cahier publicitaire **SEARS en solde** en vigueur du dimanche 23 au dimanche 30 mai 2004 (CC054F504).

À la page 3, Tous les barbecues à gaz sont en solde! Prix des articles soldés de cette page en vigueur du dimanche 23 au dimanche 30 mai 2004. **Aurait dû se lire: Prix des articles soldés de cette page en vigueur du dimanche 23 au dimanche 6 Juin 2004.**

À la page 10, Rabais 100 \$. Tondeuse automotrice Craftsman 21 po à moteur Honda. Rég. Sears 599,99 \$. Solde 449,99 \$. **Cet article n'est plus disponible en raison d'une demande plus forte que prévu.**

À la page 11, Rabais 50%. Nouveau chez Sears! Jeu de 12 tournevis CRAFTSMAN Qualité Pro. Rég. Sears 39,99 \$. En solde 19,99 \$. **Aurait dû se lire: Jeu de 10 tournevis CRAFTSMAN Qualité Pro.**

À la page 24, Rabais 25%. Tous les coordonnés et nappes à prix ordinaire. **Aurait dû se lire: Rabais 25%. Tous les coordonnés et nappes Tout pour la maison à prix ordinaires.**

À la page 46, Rabais 40%. Maillots et pantalons corsaire extensibles Jessica sport. Couleurs variées. **Les pantalons corsaire extensibles couleur «beige» ne sont pas disponibles.**

À la page 37, Rabais 30%. Toutes les pantoufles à prix ordinaires pour femmes sauf les articles dont le prix se termine par .97. Rég. Sears 5,99 - 44,99 \$. Paire. En solde 4,19 - 31,49 \$. **Aurait dû se lire: Rég. Sears 9,99 - 31,99 \$. Paire. En solde 6,99 - 22,39 \$. Paire.**

Nous sommes sincèrement désolés de tout inconvénient que ces erreurs ont pu causer à nos clients.

SEARS

C'est l'opération remise du fabricant Trévi!



PREMIER paiement en 2005*

À l'achat de deux 15kg de chlore granulé Trévi pour

99\$

Obtenez en prime un ensemble pique-nique! (Valeur de 79.99\$) Jusqu'à épuisement des stocks.

Nos adresses

- Blainville**
11, boul. de la Seigneurie
(450) 435-6550
- Boucherville**
1235, rue Ampère
(450) 449-2411
- Laval**
515, boul. Curé-Labelle, Fabreville
(450) 963-4673
- Pointe-aux-Trembles**
11800, rue Sherbrooke Est
(514) 640-4500
- Châteauguay**
115, boul. St-Jean-Baptiste
(450) 698-2210
- Joliette**
303, boul. Antonio-Barette
(450) 759-8110
- Trois-Rivières**
2405, rue Bellefeuille
(819) 376-7711
- Vanier**
909, boul. Pierre-Bertrand Sud
(418) 687-1988
- Lévis**
50, route Président-Kennedy
(418) 838-3173
- Victoriaville**
59A, rue Girouard
(819) 357-1879

JUSQU'AU 25 MAI
Obtenez jusqu'à **800 \$** en remise Trévidollars!*



Piscine creusée
139\$ par mois
340p², équipée, livrée et installée!
+500\$ de remise en Trévidollars*

Piscine hors terre
39\$ par mois
18' équipée, chauffée, livrée et installée!
+200\$ de remise en Trévidollars*



Spa Trévi Stéréo
89\$ par mois
6 places, équipé, système de son JBL160W, 40 fibres optiques, livré et installé!
+300\$ de remise en Trévidollars*

* Détails en magasin.

Service de conseiller à domicile.

On se déplace pour vous faciliter la vie!

Piscines creusées:

- Laval / Rive-Nord de Laval: Michel Spinhirny (514) 606-1485
- Montréal, Ouest de l'île / Laval: Florian Pinter (514) 777-1386
- Rive-Sud de Montréal: Gaëtan Cloutier (514) 910-1499

Piscines hors terre:

- Alain Vadeboncoeur (514) 781-6687



Trévi
LE FABRICANT-INSTALLATEUR
PISCINES • SPAS • MEUBLES

info@trevi.net • www.trevi.net • 1 888 777-0447

ACTUALITÉS

57^e FESTIVAL DE CANNES

Un événement nommé 2046



MARC-ANDRÉ LUSSIER

ENVOYÉ SPÉCIAL

CANNES

mlussier@lapresse.ca

Le chiffre 2046 était encore sur toutes les lèvres hier sur la Croisette. Non seulement parce que le nouveau film de Wong Kar-wai est magnifique, mais aussi à cause des circonstances dans lesquelles il fut montré. Si tout le monde reconnaît les qualités artistiques d'un film qui, assurément, fait maintenant figure de favori pour la Palme d'or, plusieurs professionnels ont toutefois remis en cause ce qu'ils croient n'avoir été finalement qu'une énorme stratégie publicitaire.

Rappelons que le réalisateur d'*In the Mood for Love*, qui a la réputation d'être perfectionniste au point de ne jamais vouloir mettre de point final à une oeuvre, a raté l'échéancier que lui avait fixé la direction du Festival. La copie de *2046* n'étant pas arrivée dans les délais prévus, le programme de la journée de jeudi a dû être passablement chamboulé pour pallier ce retard. Les séances prévues le matin ont dû être reportées au soir, et la conférence de presse de l'équipe a été reprogrammée le lendemain. Tout cela, a expliqué hier le producteur français Eric Heumann, à cause d'un transit imprévu de la copie à Bangkok, où les bobines sont res-

tées coincées une demie-journée. Les journaux spécialisés rapportent en outre que Wong Kar-wai est arrivé de Paris par un avion privé à peine deux heures avant la projection officielle. Un couloir aérien spécial a même été réquisitionné afin d'assurer l'arrivée — sous forte escorte policière — des précieuses bobines.

Le suspense se serait même poursuivi jusque dans la cabine de projection puisque, le projectionniste n'ayant pas eu l'occasion d'effectuer tous les tests habituels, seul le cinéaste connaissait le contenu des bobines. Bref, ce feuilleton aura tôt fait de s'inscrire dans la légende d'un festival qui, pour la première fois de son histoire, a consenti à modifier son programme. Et certains ne trouvent pas ça drôle du tout.

Sous le couvert de l'anonymat, des producteurs ont exprimé leur colère dans un article du journal *Variety* en faisant valoir qu'en agissant de la sorte, le festival attirait l'attention sur un film au détriment des autres.

« L'histoire de Cannes regorge de films qui ont été montrés sous une forme non définitive », a déclaré un producteur français à *Variety*. « Il n'y a aucune raison de ne pas livrer une copie à temps, sinon celle de vouloir générer encore plus de publicité. » Un autre estime qu'il s'agit là d'un geste délibéré venu d'un cinéaste qui ne voulait pas que le public de la projection officielle ait entendu le moindre écho critique à propos du film.

« Trop d'honneur... »

« Pensez-vous vraiment que j'avais le temps de penser à toutes ces tactiques ? » a répondu Wong

Kar-wai quand la question lui a été posée au cours d'une conférence de presse évidemment très courue. « Ces gens me font vraiment trop d'honneur de penser que j'aurais pu tout planifier de cette façon. Ce film-là est particulièrement complexe parce qu'il contient des scènes d'infographie. Et comme j'ai la manie de toujours tout changer, il me faut alors plus de temps pour tout rééquilibrer ensuite. »

Quoi qu'il en soit, il régnait une atmosphère électrisante pour les deux projections simultanées de *2046*. Comme si les festivaliers ressentaient ce doux privilège de découvrir enfin (le film aurait dû être prêt l'an dernier) une oeuvre toute chaude, sortie de l'esprit d'un créateur d'exception.

S'il reconnaît que *2046* est une sorte de prolongement à l'exploration entreprise avec *In the Mood for Love*, Wong Kar-wai refuse toutefois de parler ici d'une « suite ».

Le film raconte l'histoire d'un écrivain (Tony Leung) qui, dans les années 60, se lance dans l'écriture d'un roman dans lequel un mystérieux train futuriste, en partance pour 2046, emmène ceux qui veulent retrouver leurs souvenirs perdus. L'auteur plonge ainsi dans la même dynamique que ses personnages, évoquant cette fois le souvenir de ces femmes qui sont entrées dans sa vie (interprétées notamment par Gong Li et Zhang Yiyi) après avoir vécu une histoire d'amour des plus marquantes (en l'occurrence, celle d'*In the Mood for Love*).

Même si le croisement entre les différentes époques n'est pas toujours réussi (le futur s'imbrique parfois dans le passé de façon boiteuse), il reste que ce nouveau film

est parsemé de fulgurances et de moments immenses de cinéma.

Le titre, précisons-le, peut à la fois évoquer ce mystérieux train futuriste, tout autant qu'un numéro de chambre d'hôtel ou autre chose. Le choix du chiffre n'est toutefois pas innocent, 2046 marquant en effet le 50^e anniversaire de la rétrocession de Hong-Kong à la Chine, et la fin de la période de grâce pour laquelle le gouvernement chinois a promis que « rien ne changerait ».

« Vous ne pourrez en tout cas plus faire cette blague qui court et qui dit que le titre du film correspond à l'année où le film sera terminé ! » a joyeusement lancé le cinéaste aux journalistes. « Je suis heureux que le film soit fait. Et je peux vous annoncer qu'il est présenté ici dans sa version définitive. Du moins aujourd'hui ! »

Peter Sellers démasqué

Il était l'un des comédiens britanniques les plus appréciés et la série de la *Panthère rose* en ont fait une icône. Aussi le cinéaste Stephen Hopkins (*Under Suspicion*) s'est-il inspiré du livre qu'a publié Roger Lewis pour concocter *The Life and Death of Peter Sellers*, un drame biographique qui se distingue principalement par l'interprétation de Geoffrey Rush. L'acteur australien se glisse en effet dans la peau de Peter Sellers en épousant la grande capacité de transformation que ce dernier possédait.

Rush fait aussi écho à la nature parfois odieuse d'un homme qui n'a jamais atteint la maturité, de même qu'au déchirement intérieur d'un individu écartelé entre différentes personnalités. On pourra certes reprocher le caractère un peu didactique de l'ensemble (sans parler d'une mise en scène sans grand relief), mais on saluera en revanche les présences de Miriam Margolyes (la mère ultra-possessive), Emily Watson (la première femme) et Charlize Theron (Britt Eklund, seconde femme), impeccables dans les rôles des trois femmes qui ont compté dans la vie de l'interprète du Docteur Folamour.

Mentions aussi à Sonia Aquino (Sophia Loren) et Stanley Tucci (Stanley Kubrick). Rappelons que le palmarès du 57^e Festival de Cannes est dévoilé aujourd'hui.

Quatre prix pour l'ONF

LA PRESSE

L'Homme sans ombre et *Ryan*, deux films d'animation de l'Office national du film du Canada, ont remporté hier quatre prix dans le cadre de la Semaine internationale de la critique au Festival de Cannes. *Ryan*, de Chris Landreth, s'est vu décerner le prix Découverte Kodak du court métrage, le prix de la (Toute) Jeune Critique et le prix Canal + du meilleur court métrage, tandis que *L'Homme sans ombre*, de Georges Schwizgebel, une coproduction du Studio GDS, de l'ONF et de la Télévision suisse romande, a reçu le prix Regards jeunes.

« Nous sommes très fiers de ces prix. Il est très encourageant de constater les bienfaits du renouvellement de l'Office national du film, confié à *La Presse* Jacques Bensimon, commissaire à la cinématographie et président de l'ONF. Il y a deux ans et demi que nous semons pour l'avenir et ces honneurs confirment que nos efforts donnent des résultats. »

Ryan, un film d'animation en 3D de Chris Landreth, coproduit par l'ONF, est un hommage à l'animateur canadien Ryan Larkin qui réalisa des oeuvres parmi les plus marquantes de son temps. Aujourd'hui, Ryan vit de l'assistance sociale à Montréal. Utilisant les plus récentes technologies d'animation et une approche novatrice, Chris Landreth remet en cause nos notions du documentaire et de l'animation. Le prix Découverte Kodak du court métrage, remis à Chris Landreth, est doté d'une bourse de 3000 euros en pellicule.

Le prix de la (Toute) Jeune Critique (catégorie court métrage) a été attribué par des lycéens. Le Prix Canal + du Meilleur court métrage consiste en l'achat des droits du film et sa diffusion sur les ondes de Canal + en France. Le prix Regards Jeunes, remis à Georges Schwizgebel, a quant à lui été décerné par un jury composé de cinq jeunes cinéphiles francophones.

« Fenêtre d'opportunité » pour le cinéma québécois



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

COLLABORATION SPÉCIALE

CANNES — La saison 2003-2004 a été exceptionnelle à un point qu'on n'aurait jamais imaginé il y a quelques années encore. Lors des précédentes « vagues » — au milieu des années 70 avec Gilles Carle, 10 ans plus tard avec *Le Déclin* —, c'étaient les médias québécois plutôt que français qui criaient au triomphe. Cette année, ce sont bel et bien les journaux professionnels du cinéma français qui donnent le ton, avec entre autres choses un encart spécial de 16 pages dans *Écran total*, à la fois louangeur et bien informé. Notamment sur les nombreuses productions à venir au cours des deux prochaines années.

Indéniablement, cela se sentait cette année à Cannes. Même si, à l'exception de *CQ2*, de Carole Lau-

re, à la Semaine de la critique, il n'y a pas de film québécois dans les principales sélections (contre cinq l'année dernière), le double effet des *Invasions barbares* et de *La Grande Séduction*, ajouté au succès honorable de *Mambo Italiano*, continue de se faire sentir.

Au pavillon du Québec, Christian Verbert, responsable de la SODEC en France, explique : « Je n'ai jamais vu autant de visiteurs professionnels. Et surtout, ce ne sont pas des seconds couteaux qui cherchent de l'argent ou des curieux : ce sont de grosses pointures, et ils ont des projets précis. Mais j'ai aussi des propositions, totalement inédites, pour des hommages québécois dans des festivals. Par exemple Locarno, où nous ne sommes jamais invités normalement. » Bref, le très gros succès de la saison passée a donné des idées soudaines aux uns et aux autres. Comme dans ces années où l'on avait enregistré plusieurs succès belges.

Nicolas Seydoux, patron de la puissante Gaumont et distributeur du film de Jean-François Pouliot, décrit très honnêtement la situation : « Avec la coproduction de *Père et fils*,

et plus encore avec *La Grande Séduction*, nous avons noué des liens très étroits avec Max films. Désormais, nous souhaitons que Roger Frappier nous fasse part de ses projets en amont de la production. Bien entendu, cela dépend des projets. Mais lorsqu'un réalisateur met vraiment ses tripes dans une oeuvre, et qu'il y a la qualité, nous pensons que ce film peut être bon pour le public français. »

En un mot, il y a actuellement une « fenêtre d'opportunité », comme disent les experts en stratégie : les interlocuteurs français, que 15 ans de bides québécois en France avaient rendus plus que sceptiques, sont actuellement extrêmement ouverts aux propositions. Cela ne veut dire en aucune manière qu'ils sont prêts à acheter en bloc le cinéma québécois.

Dernier contre-exemple en date. Selon un bon professionnel du cinéma québécois, il est hors de doute que le producteur de *Nouvelle-France* a fait des pieds et des mains pour figurer à Cannes, et en sélection officielle, sinon en compétition : « Jusqu'à il y a un mois, ils espéraient encore. Ils ont alors reçu la réponse négative du Fes-

tival. » Ce qui paraît de mauvais augure pour la carrière française de cette superproduction. Autre exemple : *Séraphin* n'a toujours pas trouvé preneur et n'en trouvera sans doute pas. En revanche, tout le milieu professionnel (branché) attend avec intérêt la sortie à l'automne du prochain film d'André Forcier. Avec cette différence que, cette fois, Forcier pourrait avoir droit à une distribution digne de ce nom en salles. Petite déception, peut-être passagère : la rumeur qui commence à se former autour de *Jack Paradise* ne semble pas très favorable pour l'instant : les responsables de divers festivals venus visionner la cassette à Téléfilm Canada n'ont pas réagi pour l'instant. Et la Semaine de la critique n'avait pas retenu le film, jugé « plutôt commercial ».

La productrice Denise Robert, de son côté, est venue faire ses affaires, cette année, comme si de rien n'était — sa maison était déjà une vieille habitude des coproductions. Mais le triomphe des *Invasions* et le succès plus que convenable de *Mambo italiano*, encore en salle, lui donne une autre dimension. Et ouvre de nouvelles portes.

L'ONF à l'avenant

Côté documentaires, la situation se présente également sous un jour très favorable. Jacques Bensimon, patron de l'ONF — 145 productions l'année dernière —, dresse une liste assez impressionnante des coproductions en cours ou en préparation, avec la Grande-Bretagne et la France.

Par exemple un ou plusieurs 52 minutes coproduits et réalisés par Jean-Jacques Beineix. Et surtout, il y a ce documentaire exceptionnel sur le Tibet, qui a été reçu avec beaucoup de chaleur à la Semaine de la critique. Et pour lequel Bensimon n'envisage rien de moins qu'une exploitation commerciale dans les salles françaises.

Depuis l'étonnant triomphe de *Être et avoir* et, bien sûr, le succès de Michael Moore, il y a un surprenant retour vers le documentaire. L'ONF fait indéniablement partie des joueurs qui comptent dans cette nouvelle partie. Mais cette embellie a moins à voir avec l'actuelle « vague » québécoise qu'avec un long et patient travail en profondeur avec des partenaires français et britanniques.

Liquidation spéciale

Tapis persans

CARGAISON DÉTOURNÉE (no 16661) Port d'arrivée : New York, N.Y.

Une grosse cargaison de tapis faits à la main a été libérée et confiée à Heriz Persian Rugs pour liquidation immédiate. Tous les genres (Qum soie, Tabriz, Nain, Kashan, tapis tribaux, etc.) et toutes les dimensions, de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et tapis de passage jusqu'à 22 pi de longueur.

Tous les tapis vont de 100\$ à 1 800\$

Premiers arrivés, premiers servis
Vendredi 21 mai 2004 - 11 h am - 19 h pm
Samedi 22 mai 2004 - 11 h am - 19 h pm
Dimanche 23 mai 2004 - 11 h am - 19 h pm
Lundi 24 mai 2004 - 11 h am - 19 h pm

HÔTEL RUBY FOO'S
7655, boul. Décarie
Montréal QC (514) 731-7701

VISA
Master Card
AMERICAN EXPRESS
CHÈQUE

CHAUSSURES

LIQUIDATION

20 à 50% DE RABAIS

Spécial (Homme) 59⁹⁹ \$ Ord. 89⁹⁹ \$

Spécial (Femme) 79⁹⁹ \$ Ord. 129⁹⁹ \$

Spécial (Femme) 139⁹⁹ \$ Ord. 199⁹⁹ \$

* Modèles 2003

JUSQU'À 20% DE RABAIS sur les nouveaux modèles * Du 19 au 24 mai 2004

KAKI PLEIN AIR

JOLIETTE 67, place Bourget Nord (450) 753-5332 1 800 268-7332

MONTRÉAL 6575, rue Saint-Denis (514) 274-7122

LAVAL 1680, boul. de l'Avenir (450) 681-9859 1 800 363-1101

Zellers

À L'ATTENTION DES CLIENTS

Page 23, Tylenol extra fort, 100 caplets ou comprimés

Semaine du 21 au 28 mai 2004

Veillez noter que Zellers reconnaît qu'en vertu des lois du Québec, l'article ci-dessus ne peut pas être vendu dans les magasins où il n'y a pas de pharmacie, ni être annoncé. C'est pourquoi cet article ne sera pas disponible.

Nous sommes désolés des inconvénients occasionnés.

ACTUALITÉS

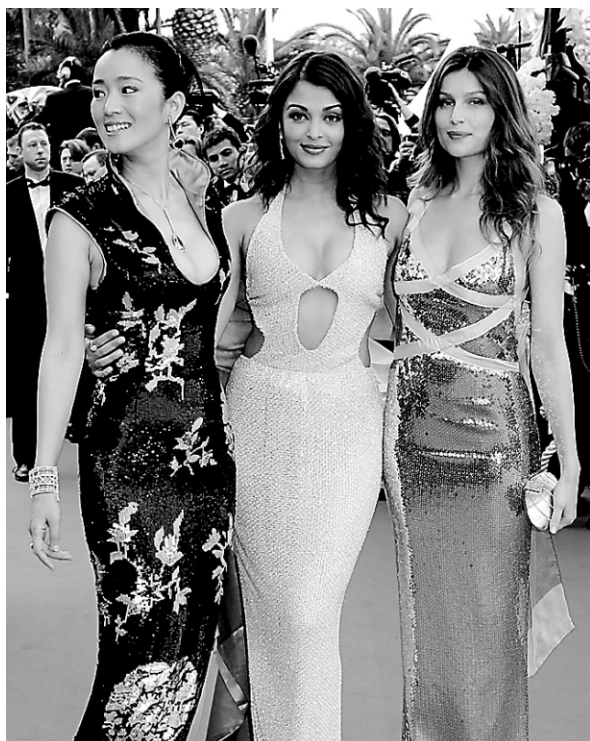
TAPIS ROUGE



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

FÊTES: ZE SKY IS ZE LIMITE, VERSION MGM

Hier après-midi, on vidait et démontait déjà en vitesse accélérée les pavillons du Village international, installés derrière le palais, en bord de mer. C'est-à-dire un jour plus tôt que prévu. Il est vrai qu'on était vendredi, que le Festival tire à sa fin, que le marché du film allait baisser le rideau dès hier soir et que la frénésie des 12 derniers jours va céder la place aujourd'hui à une atmosphère de terrain vague ou de champ de bataille abandonné. Mais il y avait une raison majeure pour ce démontage précoce : pour célébrer ses 80 ans, MGM donne ce soir la fête la plus colossale de tout le Festival. Sur une grande scène flottant sur l'eau, il y aura une brochette de chanteurs connus, dont Alanis Morissette. Et sur la plage un buffet dînatoire (de qualité) pour quelques milliers d'invités. Selon un bon connaisseur de ce genre de divertissement, «MGM va dépenser entre deux et trois millions d'euros pour la soirée». L'équivalent d'un excellent budget de long métrage au Québec, et même d'un budget moyen en France. Mais bon, à l'échelle hollywoodienne, par les temps qui courent, ça représente 4 ou 5 % d'une production très moyenne. Et environ 1,5 % du budget de *Troy*. Très, très, très loin des seuls budgets de promotion d'un film. Donc, aucune raison de se priver.



Gong Li, Aishwarya Rai et Laetitia Casta PHOTO AFP

CAPRICES DE STARS?

Les stars passent pour être capricieuses. Le sont-elles vraiment ? Pas toujours. Ainsi, dans le palace où elle descend, on reproche à Kim Basinger de réclamer SA marque d'eau minérale (on ne dit pas laquelle) pour se laver les cheveux. Et après? Traditionnellement, les photographes de Paris n'acceptaient aucune eau sinon la Volvic pour leurs bains de développement.

Cet ange de bonté tombé du ciel — j'ai nommé Laetitia Casta — a-t-elle vraiment été assez odieuse, l'autre soir, pour faire retarder de 30 minutes le vol navette Nice-Paris, ce qui a provoqué une molle insurrection des passagers? Connaissant Laetitia, je reste certain que ce grossier comportement ne peut lui être imputable. C'est certainement son agent, son producteur, son chien. Enfin: n'importe qui mais pas elle.

Prenez le couple Jaoui-Bacri: le contraire des stars. Et pourtant. Interviewés sur la chaîne Festival, avant la conférence de presse rituelle, les Bacri-Jaoui se sont levés au milieu de l'exercice et ont planté là le malheureux interviewer. Lequel s'était mêlé dans ses papiers et avait attribué à Miss Agnès une longue carrière de chanteuse! Jaoui, insupportable star? Non: Bacri, vrai bouledogue. Ce qui ne l'empêche pas d'être un comédien irrésistible.

La vraie star dans toute sa splendeur serait-elle un certain Eddy Murphy? En débarquant dans son modeste bungalow de l'Eden Roc (400 euros la nuit), le flic de New York a réclamé des sanitaires non pas propres, mais neufs, l'emballage scellé faisant foi. Star capricieuse ou bien Américain de bon sens? Une maladie de la vieille Europe est si vite attrapée.

INTELLECTUELS SUR PLATEAU

On aurait pu croire à un gag ou une parodie. Hier après-midi, sur la chaîne Festival, qui diffuse en continu sur Cannes (numéro 325 sur le câble), je vois apparaître deux barbus à lunettes, l'air un peu coincé. En fait les deux ayatollahs en chef de Saint-Germain-des-Prés, puisqu'ils dirigent respectivement *Les Cahiers du cinéma* et les *Inrockuptibles* (hebdo branché à gauche). Que pensez-vous de cette sélection 2004? Plutôt «faible», évidemment. Mais mieux: les seuls films qui semblaient trouver grâce à leurs yeux étaient ceux que, de manière générale, les médias généralistes avaient trouvés mortels. En tête de liste, *La Nina Santa*, film argentin jugé mortel par la plupart. Mais aussi *Tropical Malady*, film thaïlandais démolé par tous, à commencer par *L'Express* et *Le Nouvel Observateur*. Apparemment, même le sublime Wong Kar-wai (2004) n'était pas assez ennuyeux pour eux et risquait sans doute d'avoir des spectateurs en salle. Ce qui est passablement vulgaire.

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Certificat de relations publiques

Cette formation spécialisée permet de développer des habiletés en relations publiques et d'en maîtriser les diverses facettes.



Automne
2004

COURS OFFERTS À MONTRÉAL, LAVAL ET LONGUEUIL.

514.343.6090
1 800 363.8876
www.fep.umontreal.ca

Université
de Montréal

322867A



Pointez-vous
le nez,
je sors les
grands crus

VOUS LE MÉRITEZ BIEN!

Zytco Solarium

VISITEZ NOTRE SALLE DE MONTRE ESTIMATION SANS FRAIS

4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
514-335-2050
800-361-9232

WWW.ZYTCO.COM

CRIM

MAI - JUIN

COURS - CRIM MONTRÉAL

Gestion du changement	27-28 mai
802.11 - Conception d'un environnement sans fil	27-28 mai
Plani. du processus d' automatisation de tests logiciel	31 mai
SISCA : L'art de dépasser les attentes de vos clients	1er juin
Programmation mobile en Java	1er-2 juin
Concepts de l' orienté objet	3-4 juin
Comprendre les protocoles TCP/IP	3-4 juin
JSP (Java Server Pages)	3-4 juin
Ateliers des pratiques qualité	3-4 juin
Programmation SQL	7-8 juin
Modélisation des données	7-8 juin
Gestion stratégique de projets technologiques	7-8-9 juin
Page Web (HTML) avancé	9 juin
Gestion des priorités	9 juin
Dév. des applications Web avec Jakarta Struts	9-10-11 juin
Introduction aux entrepôts et dépôts de données	10 juin
Modèles de conception (Design patterns)	10-11 juin
Conception d'un dépôt de données	11 juin
Planifier votre migration vers Windows 2003	14-15 juin
Ergonomie et dev. centré sur l'utilisateur	14-15 juin
Introduction au CMMi	14-15-16 juin
Orienté objet et bases de données	16 juin
Pratique de tests d'intrusion	17-18 juin
Gestion de l'assurance qualité logiciel	17-18 juin
Programmation SQL avancé	17-18 juin
Plan de secours	17 juin
Management : planifier, organiser, diriger, contrôler	17-18 juin
Langage C++ avancé	17-18 juin
VoIP : concepts et avantages	21-22 juin
Développer pour le Web avec ASP.Net	21-22-23 juin
Développement avec Extreme Programming	21-22-23 juin
La sécurité : normes et politiques (ISO 17799)	23 juin
Manipulez vos données en Java	28-29 juin
Installer et adm. un noeud (cluster) sous Linux	28-29 juin
Méthodologie de développement E-Business	28-29-30 juin

RÉSERVEZ VOTRE PLACE | INSCRIPTION EN LIGNE
(514) 840-1251 | www.crim.ca

AUTRES COURS ET DATES SUR DEMANDE
CRIM MONTRÉAL, 550, rue Sherbrooke O., bur. 150

VOUS LE MÉRITEZ BIEN!

Zytco Solarium

VISITEZ NOTRE SALLE DE MONTRE ESTIMATION SANS FRAIS

4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
514-335-2050
800-361-9232

WWW.ZYTCO.COM

Camping?

Laissez-vous tenter!

OUVERT
LUNDI 24 MAI FÊTE DE DOLLARD

- Très grande salle d'exposition
- Choix incomparable de tentes
- À des prix d'entrepôt

André Jac Sport
5520, boul. des Laurentides, Laval
4 km au nord de la 440 / 6 km au sud de la 640
(450) 622-2410 / Sans frais 1 800 997-2410

AMB

BELLES AUBAINES SUR DES MONITEURS LÉGÈREMENT UTILISÉS

14 po couleur	10\$ à 20\$
15 po couleur	30\$ à 40\$
17 po couleur	60\$ à 80\$
19 po couleur	100\$ à 125\$
21 po couleur	150\$ à 250\$

RECYCLAGE DE MONITEURS D'ORDINATEURS
Gratuit! Ramassage, service et recyclage de moniteurs usagés.
Peu importe la marque, les dimensions ou la quantité
www.ambmonitor.com

1441, rue Bégin, Saint-Laurent (514) 332-7577

RÉPARATION D'ORDINATEURS ET DE MONITEURS

PORTABLES AUSSI!

RECYCLAGE DE MONITEURS D'ORDINATEURS
Gratuit! Ramassage, service et recyclage de moniteurs usagés.
Peu importe la marque, les dimensions ou la quantité
www.ambmonitor.com

1441, rue Bégin, Saint-Laurent (514) 332-7577

Jusqu'à lundi

Économisez 10%

avec tout achat de 100\$ et plus



18+ La modération a bien meilleur goût. Educ'Alcool

Achetez en ligne SAQ.COM

Offre en vigueur du jeudi 20 au lundi 24 mai 2004. 18 ans et plus. SAQ Dépôt et Comptoirs Vin en vrac inclus. Offre également disponible dans SAQ.COM. Titulaires de permis et agences de la SAQ exclus. Achats non cumulatifs. Cette promotion est applicable à tous les produits à l'exception des chèques-cadeaux SAQ et des bons-cadeaux « Les Connaisseurs ». Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion.

3224742

3216357A

3216360

MONDE

IRAK

Les collègues de Chalabi prennent sa défense

D'APRÈS AFP ET AP

BAGDAD — Le conseil de gouvernement transitoire irakien a condamné hier les perquisitions qui ont eu lieu la veille au bureau et au domicile d'un de ses membres, Ahmad Chalabi, tandis qu'un proche du chef radical chiite Moqtada Sadr a été arrêté par les forces américaines à Koufa.

L'exécutif irakien a annoncé qu'une délégation du conseil allait rencontrer aujourd'hui l'administrateur américain Paul Bremer « pour que de tels incidents ne se reproduisent plus ».

À Washington, le général Richard Myers, chef d'état-major interarmées américain, a réaffirmé de son côté au Congrès la position américaine : les perquisitions ont été ordonnées par le ministère irakien de l'Intérieur.

L'entourage de Chalabi accuse les États-Unis de vouloir intimider leur ancien protégé parce qu'il critique les projets américains pour la période qui commencera après le transfert des pouvoirs aux Irakiens au 30 juin.

Chalabi s'est dit fier d'avoir été la cible des États-Unis, estimant que cela montrait son engagement envers l'indépendance de l'Irak. « Ce que les Américains ont fait revient à me faire décerner une médaille par les Irakiens », a-t-il déclaré dans un entretien diffusé par la chaîne de télévision Al-Arabiya, de Dubaï.

Des responsables américains ont accusé en privé Chalabi d'interférer avec une enquête sur des détournements de fonds tirés du programme pétrole-contre-nourriture des Nations unies mais un porte-parole de la coalition a assuré que les perquisitions n'avaient rien à voir avec cela.

Un responsable américain a par ailleurs affirmé hier que les États-Unis enquêtent sur Chalabi pour déterminer s'il a fait passer des informations sensibles à l'Iran. La chaîne CBS avait souligné jeudi soir que la transmission de ces informations aurait pu « mettre la vie d'Américains en danger ».

Dans les villes saintes chiites, le bras de fer se poursuit entre le jeune leader chiite Moqtada Sadr et la coalition. Des affrontements à Najaf ont fait au moins trois morts parmi les Irakiens.

L'armée américaine a en outre arrêté un des plus proches collaborateurs du dirigeant radical alors qu'il venait de quitter la mosquée de Koufa où son chef a prononcé son prêche hebdomadaire.

« Mohammad Tabtabaï Hakim et son garde du corps ont été arrêtés par les forces américaines et leur chauffeur a été tué alors qu'ils quittaient Koufa par une route secondaire pour regagner Najaf après la prière de vendredi », a affirmé le bureau de Sadr dans un communiqué.

Les soldats américains ont tiré sur la voiture en pensant qu'il s'agissait de celle de Moqtada Sadr, a en outre affirmé un responsable du bureau qui a requis l'anonymat.

Chaque vendredi, Moqtada Sadr, qui s'est retranché dans la ville sainte chiite de Najaf, se rend à Koufa, distante d'une dizaine de kilomètres, pour y diriger la prière. Accompagné par ses hommes, il emprunte des routes secondaires pour éviter les forces américaines qui ont promis de le capturer « mort ou vif ».

Dans son prêche hier, M. Sadr a appelé ses partisans à continuer la lutte contre les forces de la coalition « même si je suis tué ou arrêté ».

Dans l'affaire de l'exécution de l'Américain Nicholas Berg, le général Kimmitt a annoncé que les forces de la coalition avaient arrêté quatre personnes, dont deux restent en détention. Une vidéo de la décapitation de Berg avait été diffusée sur un site lié à Al-Qaeda.



PHOTO GORAN TOMASEVIC. REUTERS

Ces bulldozers israéliens détruisent des serres dans le camp de réfugiés palestiniens de Rafah. Ils ont détruit aussi des douzaines d'habitations durant la semaine écoulée, dans l'espoir de couper, selon l'armée israélienne, des couloirs d'acheminement d'armes venant d'Égypte.

Israël quitte le camp de Rafah, mais « l'opération n'est pas terminée »

40 Palestiniens auraient été tués, des douzaines de maisons détruites

KEVIN FRAYER
ASSOCIATED PRESS

RAFAH — Les forces israéliennes se sont partiellement retirées hier matin du camp de réfugiés de Rafah dans le sud de la bande de Gaza, où l'opération « Arc-en-ciel » de Tsahal s'est soldée depuis mardi par une quarantaine de morts côté palestinien et des dizaines d'habitations détruites.

« L'opération n'est pas terminée » et durera « aussi longtemps que nécessaire », a prévenu la commandante Sharon Feingold, porte-parole de l'armée israélienne. « Nous avons redéployé les forces » qui ont évacué les quartiers de Tel Sultan et de Brésil à Rafah, a-t-elle déclaré.

L'offensive, destinée à détruire des tunnels acheminant des armes de contrebande en provenance d'Égypte, a permis d'en découvrir un, selon le général Moshe Yaalon, chef d'état-major. Tsahal a ajouté que des « dizaines » de Palestiniens, parmi lesquels plusieurs militants fichés, avait été arrêtés et qu'un chef local du Hamas avait été tué.

D'après des responsables muni-

cipaux, 40 Palestiniens ont été tués depuis mardi, dont huit manifestants fauchés par des tirs de missiles et d'obus mercredi. Israël a présenté ses excuses pour la mort de civils parmi lesquels des enfants, assurant que ses forces n'avaient pas délibérément ouvert le feu.

Quarante-trois habitations ont par ailleurs été détruites et plusieurs dizaines d'autres endommagées. Cinq maisons ont été rasées après avoir été utilisées par des militants palestiniens pour lancer des attaques contre les soldats, d'après l'armée. Dans le quartier de Brésil, 25 maisons sont en ruines, au milieu de rues éventrées par les bulldozers israéliens.

Les soldats ont laissé sur place des tracts en arabe, enjoignant aux habitants de ne pas donner asile à des hommes armés « qui utilisent vos maisons et se cachent à l'intérieur comme des rats ».

La presse ne pouvait toujours pas se rendre hier à Tel Sultan, quartier de Rafah le plus durement touché, en partie privé d'eau et d'électricité. Carcasses

de voitures calcinées, poteaux électriques renversés, canalisations d'égouts arrachées : « Je reconnais à peine ma rue », témoignait par téléphone un habitant, Abdel Rahim Abou Jaer. « Je ne crois pas qu'un tremblement de terre aurait pu faire ce que l'armée israélienne a fait ici », a-t-il dit.

Selon des responsables des Nations unies, plusieurs camions ont pu distribuer eau et vivres. « Les camions sont assaillis par les habitants », a témoigné un porte-parole des Nations unies, Johan Eriksson. À Paris, le ministère français des Affaires étrangères a annoncé l'octroi d'une aide d'urgence pour l'achat de médicaments à l'hôpital de Rafah.

L'offensive va se poursuivre, a prévenu Israël. Un des ses principaux objectifs consiste à élargir le couloir dit de « Philadelphie », entre Rafah et la frontière égyptienne, afin de tarir l'acheminement des armes de contrebande. L'élargissement de cette zone tampon nécessiterait la destruction de dizaines d'habitations, selon un responsable israélien de la

sécurité. Le procureur général israélien, Meni Mazuz, a enjoint jeudi à l'armée d'examiner des plans de rechange prévoyant moins de destructions.

Les Nations unies, l'Union européenne et les États-Unis ont vivement critiqué l'opération et appelé l'État hébreu à y mettre un terme. Fait inhabituel, les États-Unis n'ont pas mis leur veto à une résolution en ce sens adoptée mercredi par le Conseil de sécurité de l'ONU. La Ligue arabe se réunit par ailleurs aujourd'hui à Tunis.

Plusieurs centaines de militants pacifistes israéliens ont défilé à Kissoufim, à la frontière entre Israël et Gaza, aux cris « La paix oui, la guerre non ».

Des incidents ont éclaté entre policiers et manifestants qui ont appelé les soldats à la désobéissance, leur demandant de refuser de participer à l'opération Arc-en-ciel.

Dans le camp de réfugiés de Jabaliya près de Gaza, un fief du Hamas, quelque 5000 Palestiniens ont par ailleurs manifesté, scandant des slogans anti-israéliens.

Nouveaux témoignages consternants de détenus irakiens d'Abou Gharib

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Les procès-verbaux de 13 détenus irakiens à Abou Gharib, publiés hier par le *Washington Post*, racontent l'horreur, les tortures et les humiliations subies sous les flashes des appareils photo.

Ces témoignages ont été recueillis entre le 16 et le 21 janvier par des enquêteurs militaires américains. Huit d'entre eux dénoncent notamment le soldat Charles Graner, qui doit passer prochainement devant une cour martiale.

Voici quelques uns des extraits les plus marquants :
> Ameen Al-Sheik, détenu 151362, 16 janvier : « Le garde a mis un pistolet contre ma tête. Il a dit : J'aimerais pouvoir te tuer tout de suite. Le lendemain matin, ils m'ont emmené dans l'immeuble en dur. Ils m'ont reçu là en criant, en

me poussant et me tirant (...) Dans la cellule, ils m'ont demandé de me déshabiller, ils ne m'ont pas donné de couverture, ni vêtements ni rien. Chaque heure ou toutes les deux heures, des soldats venaient, menaçaient de me tuer, de me torturer, disaient que j'allais passer le reste de ma vie en prison, qu'ils pouvaient m'envoyer à Guantanamo (...) Parfois, ils disaient : On va te donner envie de mourir, mais ça n'arrivera pas. Le gardien de nuit est arrivé dans la cellule, son nom est Graner, avec plusieurs soldats. Ils m'ont forcé à manger du porc et m'ont mis de l'alcool dans la bouche. (...) L'un d'entre eux m'a dit qu'il allait me violer. Il a dessiné une femme sur mon dos, m'a obligé à me tenir dans une position honteuse en tenant mes fesses (...) Ensuite, ils m'ont menotté et suspendu au lit. Ils m'ont ordonné d'insulter l'islam et parce qu'ils ont

commencé à frapper ma jambe cassée, j'ai insulté ma religion. Ils m'ont dit de remercier Jésus d'être encore en vie. »

> Nori Al-Yasseri, détenu 7787, 17 janvier : « Un jour pendant le ramadan, nous étions impliqués dans une bagarre, alors ils nous ont transférés dans l'immeuble en dur. Dès que nous sommes arrivés, ils nous ont mis des sacs de sable sur la tête et m'ont pas arrêté de nous battre et de nous insulter. Après avoir enlevé les sacs de sable, ils nous ont mis nus comme des vers. Ils ont ordonné de tenir nos sexes et de les caresser, ça se passait seulement la nuit. Ils ont commencé à prendre des photos comme si c'était un film porno. »

> Mustafa Mustafa, détenu 150542, 18 janvier : « J'ai entendu des cris venant de la salle n°1, c'était juste

en dessous, alors j'ai regardé. J'ai vu XX qui était nu et Graner le sodomisait avec un tube phosphorescent. XX appelait au secours. Il y avait un autre homme grand avec Graner, qui l'aidait. Il y avait aussi une femme soldat, petite, qui prenait des photos. »

> Hiadar Al-Aboodi, détenu 13007, 20 janvier : « Ils rigolaient, prenaient des photos et nous marchaient sur les mains avec leurs pieds. Et ils ont commencé à nous prendre un par un pour écrire sur nos corps en anglais. Je ne sais pas ce qu'ils ont écrit, mais ils prenaient des photos après. Ensuite, ils nous ont forcés à marcher comme des chiens, à quatre pattes. Et nous devons aboyer comme des chiens. »

Et si nous ne le faisons pas, ils commençaient à nous frapper fort au visage et dans la poitrine, sans répit. »

Afghanistan: les bombes américaines tuent trois personnes

AGENCE FRANCE-PRESSE

KABOUL – Trois civils afghans ont été tués au cours de la nuit de jeudi à hier dans un bombardement de l'aviation américaine dans la province de Khost, dans le sud-est de l'Afghanistan, a-t-on appris de sources concordantes.

« Aux environs de 3 h ce matin, une patrouille de véhicules militaires américains a traversé tous feux éteints le district de Tani (en périphérie sud de la ville de Khost) », a déclaré le maire de Khost, Jalil Ahmad Hassani, interrogé de Kaboul. « Les occupants d'une maison voisine de la route empruntée par le

convoi ont cru à une attaque d'ennemis privés et ont ouvert le feu. Les Américains ont riposté et demandé un soutien aérien », a expliqué M. Hassani. « Des hélicoptères sont intervenus pour bombarder la maison. Deux hommes et une femme ont été tués dans le bombardement. Tous les

trois étaient des civils, et c'était un accident », a-t-il indiqué. Dans un communiqué rendu public en fin d'après-midi, l'armée américaine a démenti avoir tué des civils. « Les forces de la coalition ont conduit plusieurs raids tactiques la nuit dernière dans la province de Khost afin de débarrasser

la zone de présumés miliciens anti-coalition », selon ce communiqué. « Ces raids ont permis de tuer trois ennemis et l'arrestation de 23 personnes. Les trois ennemis ont été tués après des tirs de militants anticoalition ayant fait quatre blessés » parmi les militaires américains, a affirmé l'armée américaine.

LE TOUR DU GLOBE

BANGLADESH

Attentat mortel

Au moins deux personnes ont été tuées et une cinquantaine d'autres blessées par un engin explosif hier dans un lieu saint musulman à Sylhet, au nord-est du pays, a annoncé la police. Le haut-commissaire britannique au Bangladesh, Anwar Choudhury, qui figure parmi les blessés, a indiqué que la bombe l'avait touché à l'estomac après avoir été lancée et qu'elle avait par la suite explosé aux pieds du chef de district. Le premier ministre Khaleda Zia a dépêché un hélicoptère pour transporter jusqu'à Dacca le diplomate britannique. En janvier, un attentat à la bombe avait fait quatre morts et au moins 26 blessés près du même sanctuaire musulman, érigé il y a 700 ans. *d'après AFP*

RUSSIE

Message du juge

L'affaire du géant du pétrole Ioukos, dont le patron Mikhaïl Khodorkovski est en prison pour évasion fiscale, est « un message » disant « qu'il ne faut pas voler » a déclaré hier le président Vladimir Poutine, interrogé lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet Russie-UE. « Le message ne vient pas de nous, mais du Parquet. Il est simple : il ne faut pas voler, indépendamment de la fonction qu'on occupe et du nombre de millions ou de milliards qu'on a sur son compte », a-t-il affirmé. L'attaque judiciaire contre Ioukos est considérée par des experts et la presse libérale comme une initiative orchestrée au plus haut niveau de l'État pour mettre au pas M. Khodorkovski. *d'après AFP*

MERCOSUR

Libéralisation

L'Union européenne et le Mercosur ont échangé hier leurs offres d'ouverture commerciale en vue de créer une zone de libre-échange d'ici octobre, alors que les deux parties doivent se retrouver la semaine prochaine pour un sommet UE-Amérique latine à Guadalajara, au Mexique. La proposition avancée par le Mercosur concerne la libéralisation de « presque 90 % du commerce » avec l'Europe. Selon un diplomate, les propositions mises de l'avant « se rapprochent considérablement » des demandes avancées par l'UE et les quatre pays d'Amérique latine ont réalisé un « effort très important » que la Commission européenne « finira par admettre ». *d'après AFP*

TURKMÉNISTAN

Portraits retirés

Les portraits de l'autoritaire président turkmène Saparmourat Niazov étaient retirés de tous les établissements publics hier à Achkhabad, la capitale du pays, pour être remplacées par des affiches dans une mesure-surprise et sans explication. Une statue de bronze de M. Niazov — qui fait l'objet d'un véritable culte de la personnalité dans tout le pays — a même été retirée devant le ministère de l'Intérieur. Un porte-parole de la mairie a expliqué que les nouvelles affiches dépeindraient des scènes de la vie nationale et des citations des « écrits philosophiques » de M. Niazov, qui ne tolère aucune opposition ouverte à son régime. *d'après AFP*

CÔTE D'IVOIRE

Opposition vexée

La coalition des partis de l'opposition et des ex-rebelles ivoiriens a refusé jeudi soir le limogeage de trois de ses ministres par le président Laurent Gbagbo qu'ils ont accusé de « bloquer délibérément » le processus de paix. Les sept mouvements qui composent la coalition « demandent aux ministres concernés de demeurer à leur poste et de continuer à assurer leurs fonctions, conformément aux accords (de paix) de Marcoussis ». *d'après AFP*



La presse est unanime: c'est le moment d'acheter une Volkswagen turbo diesel.

D'accord, c'est peut-être un peu opportuniste comme annonce. Mais nos moteurs TDI consomment tellement peu, que la hausse du prix du carburant leur fait plutôt de la bonne publicité. D'autant plus que le diesel est toujours moins cher que l'essence. Ne vous méprenez pas, nos modèles TDI n'ont de faible que leur consommation. Car leurs performances n'ont rien à envier à certaines grosses cylindrées sur le marché. Et la technologie actuelle les rend bien plus propres que bien des gouffres à essence qui sillonnent nos routes. Alors, même s'il ne faut pas toujours croire ce que les médias nous racontent, cette fois-ci ils n'ont peut-être pas tort. **Et en ce moment, la Golf, la New Beetle, la Jetta et la Passat TDI sont offertes à seulement 3,9 % de financement à l'achat jusqu'à 60 mois.***

TDI

Consommez moins de carburant moins cher.



Êtes-vous fait pour Volkswagen?



1 888 ROULE VW | vw.ca

*Offre s'applique aux Golf TDI, New Beetle TDI, Jetta TDI et Passat TDI 2004, de base, neuves, en stock. Aucun acompte ou échange requis. Exemple de financement : un montant de 20 000 \$ au taux annuel de 3,9 % correspond à un versement mensuel de 367,43 \$ pendant 60 mois. Coût d'emprunt de 2 045,71 \$, pour une obligation totale de 22 045,71 \$. Les mensualités et le coût d'emprunt varieront en fonction de la durée, du montant emprunté et de l'acompte ou de l'échange. Ne s'applique qu'aux ventes faites à des particuliers. Dans tous les cas, le consommateur est responsable des taxes, immatriculation, droits, frais de titre et de documentation, inspection de prévente, frais administratifs (y compris les frais d'inscription, jusqu'à 46 \$, au Registre des droits personnels et réels mobiliers), frais de transport de 575 \$ et options choisies. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. Offre en vigueur jusqu'au 31 mai 2004. Cette offre est d'une durée limitée et peut être retirée en tout temps sans préavis. Chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. Quantité limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Tous les détails sur vw.ca et chez votre concessionnaire.

MONDE

États-Unis Échos de campagne électorale

John Kerry pourrait retarder son investiture

D'APRÈS AP ET AFP

BOSTON — John Kerry envisage de ne pas accepter l'investiture du Parti démocrate au congrès de la formation, en juillet prochain, afin de pouvoir continuer de dépenser les millions de dollars recueillis pendant la campagne électorale pour la présidentielle de novembre, a déclaré hier sa porte-parole.

En retardant son investiture, Kerry se placerait à armes égales avec son futur rival, le président sortant George Bush, qui devrait accepter d'être désigné officiellement comme candidat par la convention nationale du Parti républicain cinq semaines plus tard.

« Nous examinons cette option et de nombreuses autres très sérieusement parce que nous ne voulons pas nous battre avec une main att-

chée dans le dos », a expliqué Stephanie Cutter.

La convention du parti serait maintenue pour la fin juillet mais le candidat ne le deviendrait officiellement que plus tard.

Une fois officiellement désignés comme candidats de leurs partis respectifs, John Kerry et George Bush n'auront plus le droit de recevoir ou d'utiliser des fonds privés s'ils acceptent les 75 millions de dollars chacun que leur offre l'État fédéral.

Pendant les primaires et les caucus de la première partie de la campagne, les deux candidats ont refusé les 45 millions de dollars de fonds publics destinés à cette phase, ce qui leur a permis de dépenser autant qu'ils le souhaitent.

Depuis qu'il est devenu le candidat présumé des démocrates début

mars, Kerry a battu les records de levée de fonds de son parti en récoltant 117 millions de dollars. Bush a réuni plus de 200 millions.

Ces faits nouveaux surviennent alors que la « First Lady » des États-Unis, Laura Bush, s'est lancée ces derniers jours dans la campagne présidentielle, multipliant discours et apparitions télévisées pour appeler les Américains à réélire son mari en novembre prochain.

M^{me} Bush a vite appris les rudiments d'une campagne électorale, répétant chaque fois les mêmes anecdotes. « Quand George m'a demandé de l'épouser, il m'a promis que je n'aurais jamais à faire de discours politique et je lui ai promis de faire du jogging avec lui chaque jour. Depuis, j'ai fait beaucoup de discours politiques et je n'ai jamais été courir avec lui. Je

pense que cela nous met à égalité », dit-elle sous les rires de son auditoire.

Petite, assez ronde, un grand sourire et les yeux brillants, Laura Bush n'a pas le côté solide et rassurant de sa belle-mère, Barbara Bush, elle aussi première dame des États-Unis de 1989 à 1993. Elle n'a pas non plus la réputation d'intellectuelle de Hillary Clinton, l'épouse du démocrate Bill Clinton, devenue aujourd'hui sénatrice.

Élevée au Texas dans la moyenne bourgeoisie, elle tranche avec la femme de John Kerry, Teresa, une milliardaire parlant au moins cinq langues née d'une famille portugaise au Mozambique.

M^{me} Bush passe néanmoins pour avoir une influence certaine sur son président de mari. Le journaliste Bob Woodward rapporte qu'après

les attentats du 11 septembre 2001, George W. Bush jurait à haute voix de capturer Oussama ben Laden, le chef du réseau terroriste Al-Qaeda, « mort ou vif ». Sa femme lui aurait alors intimé : « Calme-toi. »

Celui-ci la traite souvent avec quelque désinvolture. Lors d'un discours électoral donné il y a quelques mois avant d'aller passer le week-end dans leur ranch texan de Crawford, il l'avait décrite comme « le tas dans le lit » où il allait la retrouver.

Plusieurs des plus vieilles amies de Laura Bush sont des démocrates et elle ne le cache pas. Elle cultive aussi la simplicité, indiquant à l'animateur de télé) Jay Leno mercredi qu'elle préfère être appelée par son prénom plutôt que par son titre officiel de « première dame ».

Un attentat mortel frappe l'université de Medellin

AGENCE FRANCE-PRESSE

BOGOTA — L'université Antioquia de Medellin a été frappée par un attentat à la bombe non revendiqué qui a fait au moins quatre morts et 17 blessés jeudi soir, a-

on appris hier de source officielle. Le premier bilan officiel avait fait état de la mort de deux personnes, et de huit autres blessées, avant d'être porté par la suite à quatre morts et 17 blessés.

Le souffle de la déflagration a

provoqué de sérieux dégâts et pulvérisé les vitres des maisons et commerces voisins, selon la même source.

« Le terrorisme est un acte de haute trahison contre la société. Nous ignorons quelles étaient les

intentions des terroristes, mais ces actions ne vont pas nous empêcher de poursuivre les groupes armés en marge de la loi qui opèrent dans Medellin », a indiqué Alonso Salazar, porte-parole du gouverneur de Medellin, seconde ville de

Colombie avec 3 millions d'habitants.

Un groupe d'experts en explosifs de la police et du Département administratif de sécurité (DAS, services secrets) s'est rendu sur les lieux pour analyser l'explosif.

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Certificat en santé communautaire

Pour développer de nouvelles compétences et des modèles d'intervention orientés vers la promotion de la santé et la prévention de la maladie.



COURS OFFERTS À MONTRÉAL, LAVAL ET LONGUEUIL.

514.343.6090
1 800 363.8876
www.fep.umontreal.ca

Université 
de Montréal

Prenez votre carrière en main

Que vous souhaitiez propulser votre carrière ou perfectionner vos compétences, nos cours vous permettront de vous tailler une place de choix dans le monde concurrentiel d'aujourd'hui. Cet été, venez parfaire votre anglais chez nous. Vous vous félicitez de votre choix.

PROGRAMMES LINGUISTIQUES

- Anglais, langue seconde (temps plein ou partiel)
- 1. Cours intensif : 5 ou 10 semaines
- 2. Préparation aux tests de compétences linguistiques

Pour plus d'information, appelez le (514) 848-3600 ou consultez notre site Web : www.concordia.ca/conted

Profitez-en pour vous renseigner sur nos programmes de formation professionnelle.

Le perfectionnement personnel et professionnel, un investissement sûr.

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

Inscription par télécopieur, courrier ou en personne jusqu'au 11 juin du lundi au vendredi de 9 h à 16 h 30. Le Centre de l'éducation permanente est situé au 1600, rue Sainte-Catherine Ouest, à l'angle de la rue Guy.

 UNIVERSITÉ
Concordia

Centre de l'éducation permanente

On vous prépare pour le monde
www.concordia.ca



Jamie Chen
Anglais langue seconde

SHARKS

Plusieurs modèles neufs et usagés

« wakeboard » à partir de 129 \$

« Kneboard » 149 \$ • Skis nautiques aussi peu que 179 \$

Grand choix de tubes à compter de 79 \$ • Bottes de « wakeboard » 49 \$ et plus

« Wet suit » 45 \$ et plus

Service de location et de réparation

313, boul. Cartier, Laval • 450-663-5543

2 km à l'est de la sortie 7, aut.

Plus de 500 WAKEBOARDS

Plus de 1 000 « boardsorts » en stock

Offre valable jusqu'au 28 mai 2004

Ouvert jusqu'à 21 h tous les mercredis soirs

imagine
BROMONT
INSTITUT D'APPRENTISSAGE

imagine DEVENIR CAVALIER !

imagine DEVENIR GOLFEUR !

imagine DEVENIR CHEF !

Séjours d'été pour jeunes

INSTITUT de tourisme et d'hôtellerie Québec

INTER GOLF

AGP

Château Bromont DOMAINE HOTELIER - RESORT HOTELS

Granby-Bromont.com

INFORMATION et INSCRIPTION

www.imaginebromont.ca • 1 877 276-6668

VENTE DE DÉBUT DE SAISON

Plus de 1,5 millions en inventaire

Plus de 200 ensembles (fixation - wakeboard)

Shorty à partir de 45\$

Réduits jusqu'à 60%

Tube O'Brien 79\$

Skis Combo 179\$

Spéciaux valides jusqu'au 31 mai 2004

Kneboard O'Brien 149\$

L'ENTREPÔT
au vent fou
QUALITÉ ET CHOIX SUPÉRIEUR

514-640-3001 3839 St-Jean Baptiste, Montréal
www.auventfou.com 1-800-336-2126

Ouvert lundi fête de Dollard

Le plus grand magasin D'ABAT-JOUR au Canada

15% de rabais sur le prix d'achat de vos abat-jour avec cette annonce

ABAT-JOUR ILLIMITÉS

Pour un choix éclairé, apportez votre lampe et découvrez plus de 5 000 abat-jour en magasin.

4875, rue Jean-Talou Ouest, Montréal (près de Décarie)

Tél. : (514) 344-8555

Offre valide du 22 mai au 31 août 2004

DES IDÉES POUR LE QUÉBEC
UN SYSTÈME DE SANTÉ À LA MESURE DE
NOS MOYENS\$

Un rapport audacieux du Comité de La Presse sur le financement du système de santé: Claude Castonguay, Michel Clair, Carole Deschambault, Dr Dominique Tessier, Marcel Villeneuve.

À lire, samedi le 29 mai dans

La Presse

La rage du peuple



ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

Deux campagnes électorales s'enchevêtrent au Québec dans les semaines qui viennent. Les élections fédérales du 28 juin, dont le premier ministre Paul Martin devrait bientôt annoncer le déclenchement, et, le 20 juin, les nombreux référendums sur les démembrements, après le véritable raz-de-marée de signatures des registres dans les ex-municipalités des villes nouvelles.

Au-delà des différences évidentes, ces deux processus politiques ont de très profondes similitudes. Le mouvement défusionniste qui a mené aux référendums, tout comme le phénomène de rejet de Paul Martin au Québec et l'appui aussi soudain que massif au Bloc québécois, sont largement animés par un seul et même sentiment : la rage.

Dans les deux cas, nous assistons à une vague de fond qui exprime une crise de confiance des citoyens face aux institutions, et surtout face à sa classe politique. La rage de citoyens qui estiment être manipulés et méprisés par le monde politique. Cette rage, il faut en prendre acte, il faut essayer de la comprendre, de répondre le mieux possible aux messages qu'elle porte. Mais il faut également en voir les limites et les dangers.

La rage est évidente sur la scène fédérale. Le scandale des commandites a provoqué, au Québec, une colère qui dépasse largement l'indignation suscitée par des détournements de fonds. Les Québécois ne décolèrent pas, exprimant sans doute un ressentiment accumulé contre le gouvernement Chrétien, mais surtout leur indignation face à la bête opération de manipulation dont ils ont été l'objet, face au mépris de politiciens qui ont dilapidé des fonds publics, prétendant pour leur bien.

C'est une rage similaire qui semble animer les défusionnistes. Une colère contre des décisions prises en haut, sans consultations, sans respect pour leurs valeurs et leur désir d'appartenance. Contre les politiciens qui leur ont imposé un modèle beaucoup plus axé sur la planification stratégique que sur leurs besoins immédiats.

Le « chacun dans ma cour » qu'exprime le mouvement de retour aux anciennes villes représente un formidable élan de conservatisme dont nous paierons tous le coût.

Peut-être aussi contre d'autres politiciens qui ont transformé leur désir d'être consultés en véritable course à obstacles.

On peut parler de rage parce que l'intensité de la mobilisation, notamment lors de la campagne de signature des registres, dépasse largement les enjeux réels. Les citoyens des arrondissements n'ont pas, comme on l'entend si souvent, perdu leurs villes. Sillery ou Saint-Lambert ne sont pas des villages croates rasés par les Serbes. Les maisons sont debout, les villes sont intactes, elles ont gardé leurs noms, leurs services. Ce qui a vraiment été perdu, c'est quelque chose de pas mal moins identitaire, les administrations municipales.

Mais la colère, aussi noble soit-elle, n'est pas toujours bonne conseillère, pas plus en politique qu'ailleurs. Si le sentiment d'appartenance et le désir de se définir par rapport à un environnement à dimension humaine sont des sentiments nobles, les émotions qui se sont exprimées dans le débat sur les défusions n'ont pas toujours la même générosité.

Dans l'individualisme de ce retour aux anciennes villes, on trouve aussi le refus du partage et le rejet d'une conception moderne et porteuse des villes qui soit plus qu'une juxtaposition de banlieues. Mais surtout, le refus d'un projet de développement des villes laisse poindre un inquiétant fond de populisme. Les sociétés se construisent aussi sur des idées qui sont plus que l'addition des désirs immédiats de chacun. Le « chacun dans ma cour » qu'exprime le mouvement de retour aux anciennes villes représente un formidable élan de conservatisme dont nous paierons tous le coût.

La colère contre le scandale des commandites, aussi compréhensible soit-elle, comporte les mêmes germes de vision à court terme et de repli sur soi. Rien d'autre que la rage peut expliquer ce revirement si soudain où Paul Martin, encore un favori il y a quelques mois, et qui n'est certainement pas responsable du scandale, a été abandonné brusquement par l'électorat au profit d'un Bloc québécois dont la survie semblait douteuse il n'y a pas si longtemps.

Il est clair que cette popularité nouvelle du Bloc québécois ne reflète ni une découverte récente des attributs charismatiques de Gilles Duceppe ni une adhésion à ses thèses. Il s'agit plutôt d'un classique vote de protestation poussé à l'extrême, un bras d'honneur au pouvoir libéral. Mais comme tout geste émotif, ce virage peut être lourd de conséquences. Voter massivement pour le Bloc, c'est bien sûr punir les libéraux, mais c'est aussi choisir une voie de garage. Le Québec risque ainsi de choisir la politique du pire dans laquelle il y a une bonne dose de nihilisme : au pire, provoquer l'élection d'un gouvernement minoritaire avec l'instabilité que cela entraîne, au mieux, s'exclure du pouvoir et s'isoler en choisissant comme porte-parole un parti d'opposition par définition marginal sur la scène fédérale.

Mais si la rage comporte des dangers, n'oublions pas que cette colère du peuple a une cause : l'arrogance politique.

adubuc@lapresse.ca.



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

Les enfants de Michelle Abrantes, Catherine et Mikhaël, pourront-ils comprendre le langage particulier de certains rédacteurs de livres scolaires ?

Cinglés ou nombrilistes ?

MICHELLE ABRANTES
L'auteure est une résidente d'Outremont.

Face au décrochage scolaire, au désintéressement des garçons au sujet de l'école, ne reculant devant aucun obstacle, notre ministère de l'Éducation a pondu un nouveau programme de français pour, sans aucun doute, stimuler, donner le goût de la connaissance et enrichir le vocabulaire de nos jeunes du secondaire.

Voici des extraits du cahier d'exercices, programme de français, deuxième secondaire (âge des jeunes : 13-14 ans). Notons que cette série de livres de première à cinquième secondaire reproduit les vœux et les nouveaux objectifs pédagogiques du ministère de l'Éducation :

* « La phrase subordonnée complétive est une phrase enchâssée dans la phrase matrice à l'aide du subordonnant que.

La phrase subordonnée complétive remplit la fonction d'attribut du sujet lorsqu'elle suit un verbe attributif. » P.45

* « L'attribut du sujet peut être pronominalisé par les pronoms *le, l', en (en...u-*

ne, etc.). Lorsque l'attribut est pronominalisé, le pronom se place à gauche du verbe attributif. C'est la construction de l'attribut qui détermine le choix du pronom : l'attribut du sujet est pronominalisé avec *le ou l'* dans la plupart des cas. On utilise *en, en...un, en...une, etc.* lorsque l'attribut est un GN (groupe nominal) dont le déterminant a une valeur quantifiante. » p 47 (1)

Nos fonctionnaires et leurs acolytes (rédacteurs de livres scolaires) croient-ils faire avancer l'amour du français dans nos établissements scolaires québécois ? Sont-ils payés aux mots ? Éprouvent-ils une jouissance à élaborer des phrases alambiquées que seuls des docteurs en grammaire peuvent à toute fin pratique apprécier, sans compter que le dictionnaire, manquant de mots compliqués, ils en inventent de nouveaux ? Ou tout bonnement ont-ils oublié que « ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire arrivent aisément » ? Comment, avec un charabia de termes hermétiques, comptent-ils intéresser les jeunes et surtout leur expliquer à travers cela des règles de grammaire... simples, simplement ?

Surtout, à travers cela c'est le message de dévalorisation personnelle que nos jeunes reçoivent insidieusement (je suis persuadée que nos « façonneurs de programmes » ne se sont jamais penchés sur ce sujet...). Le message subtil de l'incompétence... le jeune comprend qu'il est inapte, « nul »... On pourrait parler longuement de l'incompétence ou du manque de compréhension (simple) de la réalité des jeunes. L'incompétence, je la vois non pas chez le jeune, mais chez certains « façonneurs de programmes » qui ont oublié ce que c'est que d'apprendre. Les professeurs sont souvent témoins impuissants de ces réformes. Pourquoi ne pas passer plus de temps dans les écoles avec des vrais jeunes et des vrais profs plutôt que de jouir du plaisir solitaire du pouvoir livresque ?

1. *Jonction*, cahier d'apprentissage, Nouveau programme de français, Les Éditions de la Pensée inc. (J'ai cité Les Éditions de la Pensée, mais vous comprendrez sûrement que j'aurais pu prendre n'importe quelle maison d'édition car elles ne sont que les messagères du nouveau programme de français. Ce vocabulaire est promu par le ministère de l'Éducation.)

VOTRE OPINION EN PHOTOS

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca



Il y avait ici, autrefois, une façade magnifique et un escalier impressionnant...

Qu'il repose en paix!

ROSANNE DUPUIS



L'auteure est une Montréalaise.

J'avais 13 ans. Et parce que mon paternel était employé à la compagnie Jenkins Valves, j'avais droit à la fête de Noël que l'on organisait pour les employés.

Je revois la façade illuminée avec l'escalier impressionnant qui m'amenait vers un corridor peint en vert tendre rempli de ballons à chaque porte pour souligner les réjouis-

sances de Noël. Que de bons souvenirs : sapin étincelant, guirlandes, goûter, biscuits sucrés, sacs de bonbons remplis à craquer et surtout des gens qui font la fête en famille ! De la musique, des rires et des exclamations d'enfants devant toutes les décorations brillantes. L'arrivée du père Noël qui me remet en cadeau un boulier pour jouer au bingo.

C'était le bon temps où le boulevard Saint-Joseph devenait un gigantesque stationnement lorsque les usines fonctionnaient à plein régime et que les travailleurs terminaient leur quart de travail à 16 h et retournaient rejoindre leur famille. Dans ma tête d'enfant, c'était la compagnie la plus dédiée à ses employés. Cela se pas-

sait il y a maintenant quatre décennies. Aujourd'hui, mon bureau fait face à cette usine. Tous les jours, j'espère y voir un changement qui ramènerait un peu la joie d'antan à franchir ce portail.

Mon escalier magnifique et joyeux de mes souvenirs est maintenant mort et laid, abandonné par les propriétaires et par la Ville. Laisse sans défense, il succombe sous les graffitis et à la dégradation perpétrée par des êtres sans respect. Il meurt à petit feu sous mes yeux.

À ma ville, je demande qu'on célèbre un service funèbre à la mémoire de cet édifice, qu'on l'enterre et qu'on fleurisse sa tombe afin que nous puissions finalement en faire notre deuil.

FORUM

La colère et l'indifférence



LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca

Il est trop tôt pour prédire le démantèlement — ou, pour reprendre la sinistre terminologie gouvernementale, le « démembrement » — des grandes villes. Les défusionnistes ont encore bien du chemin à faire pour en arriver là. Mobiliser 10 % des électeurs pour la signature du registre, c'est une chose. Convaincre 35 % de l'électorat de se rendre aux urnes le 20 juin, c'en est une autre.

Mais il n'est pas trop tôt pour tirer quelques leçons de cette grande manifestation de révolte populaire qui, du moins à ce premier stade, a réussi au-delà des espoirs de ses organisateurs.

Première leçon : les gouvernements, dans une société démocratique, ne peuvent impunément faire fi de la volonté populaire. C'est ce qu'a fait le gouvernement Bouchard, avec sa loi sur les fusions forcées (aux applaudissements de tous les médias francophones, faut-il dire). Le PQ et ses alliés du Bloc en ont payé le prix aux élections fédérales de 2000 et aux élections provinciales de l'an dernier, et on a vu cette semaine que la colère ne s'est pas dissipée, malgré tous les obstacles placés sur la voie des défusionnistes.

Deuxième leçon : les réformes de cette envergure, aussi nécessaires soient-elles aux yeux des élites, doivent reposer sur une assise populaire. Or, il était déjà manifeste, dès le départ, que les habitants des villes centrales, qui pourtant allaient bénéficier des fusions, ne s'intéressaient guère à la question. Les sondages de l'époque montraient qu'à peine plus de la moitié des Montréalais approuvait la fusion.

Le même indifférence s'est manifestée cette année. La perspective du démantèlement de Montréal, Québec ou Longueuil n'a provoqué aucun remous dans les villes centrales.

À Montréal, on a vu naître un comité de 200 personnalités à la défense de la nouvelle ville, mais ce comité est vite disparu de la circulation. L'un de ses membres, le recteur Lacroix de l'Université de Montréal, s'en expliquait l'autre jour en disant que l'affaire était entre les mains des politiciens. Ce n'est pas sérieux. Ou alors, cela montre que ce Montréal élargi ne méritait pas de survivre puisque personne, dans la société civile, ne voulait y consacrer le moindre effort.

Finalement, il ne s'est trouvé que les maires des grandes villes pour se porter à la défense de leurs fiefs respectifs. Or, c'étaient ceux qui avaient le moins de crédibilité, puisqu'ils se battaient pour conserver leur propre job.

Ajoutons à cela l'arrogance du maire L'Allier, qui s'en est pris à « la maudite banlieue », et le tableau est complet : d'un côté des défusionnistes déterminés qui ont pu compter sur des armées de bénévoles, de l'autre une masse indifférente.

Troisième leçon : les réformes, surtout lorsqu'elles sont impopulaires, doivent porter des fruits. Or, la fusion, qui a engendré une détérioration de services dans les anciennes municipalités de banlieue, n'a pas amélioré le sort des habitants de l'ancienne ville de Montréal.

L'administration a enflé, les gens ne se retrouvent plus entre la ville centrale et les arrondissements, le fardeau financier des citoyens n'a pas diminué, les cols bleus ne sont pas plus efficaces, les rues sont encore plus mal déneigées qu'auparavant et les nids-de-poule, encore plus gros.

Ce n'est pas en faisant valoir des avantages abstraits comme celui qui veut qu'une mégaville ait plus de poids sur le plan international (ce que démentent d'ailleurs nombre d'autres expériences municipales, à Boston par exemple), qu'on vient à bout des frustrations quotidiennes des électeurs.

Ce qui se passe est quand même tragique. Avec le temps, les nouvelles villes auraient peut-être porté des fruits. Si les libéraux n'avaient pas sabordé la réforme dès le départ en promettant d'ouvrir la porte aux défusions, les banlieusards récalcitrants auraient peut-être fini par y voir des avantages : ils auraient en tout cas travaillé d'arrache-pied à l'amélioration des services puisqu'il y serait allé de leur propre intérêt.

Le principal avantage des fusions était d'apporter aux villes centrales, particulièrement à Montréal, une ville à très faible culture politique municipale, les traditions de bonne gestion et de participation populaire qui existaient dans la banlieue.

Cette injection de ressources humaines, d'expertise et de talents était nécessaire pour relancer Montréal sur des bases plus modernes. Mais l'expérience a été torpillée avant même d'avoir pu être entreprise.

Il n'y a pas de fracture linguistique : la banlieue anglophone montréalaise est en route vers la défusion, mais c'est aussi le cas de Montréal-Est, Saint-Laurent, Boucherville, Saint-Bruno et Saint-Lambert... et que dire de la très française ville de Québec où les défusionnistes ont gagné le référendum dans toutes les anciennes villes de banlieue !

Ce qu'il y a, c'est une fracture sociale, en particulier à Montréal et sur la Rive-Sud : exception faite d'Outremont, c'est la banlieue riche qui déserte la ville centrale, et les pauvres qui y restent...



Paul Martin



Gilles Duceppe

Beaucoup d'inconnues

Les libéraux partent gagnants mais demeurent fragiles

PIERRE DROUILLY



Analyste de sondages bien connu, l'auteur est professeur au département de sociologie de l'UQAM.

Alors que le Parti libéral du Canada flottait autour des 50 % des intentions de vote à l'automne 2003, le rapport de la vérificatrice générale, au début février, et le scandale des commandites qui s'ensuivit, fit chuter sa popularité d'environ 10 % (voir le graphique) : depuis lors, le PLC a toutefois stoppé sa chute, mais il se maintient maintenant régulièrement sous la barre des 40 %.

Le Parti conservateur, pour sa part, a enregistré une progression continue depuis le début de l'année, et aujourd'hui il s'est stabilisé autour de 25 %. Le Nouveau Parti démocratique oscille, d'un sondage à l'autre, entre 15 % et 20 %, et le Bloc québécois, pour sa part, se maintient autour de 10 % des intentions de vote canadiennes, mais au Québec il devance les libéraux, comme on le verra plus loin. Avec une pareille répartition des intentions de vote, la victoire du PLC semble assurée (à 40 % il obtiendrait à peu près le même score qu'aux élections de 1993, 1997 ou 2000).

La grande différence, aujourd'hui, est que le vote conservateur n'est plus divisé

entre quelque part entre un gouvernement libéral faiblement majoritaire (avec environ 160-170 députés) et un gouvernement libéral minoritaire (avec environ 140-150 députés). Mais cette possibilité de gouvernement minoritaire ne résulte pas automatiquement des données des sondages, car avec de tels résultats, notre mode de scrutin majoritaire devrait donner une prime au parti arrivant en tête, en l'occurrence le PLC.



En fait, les gouvernements minoritaires au Canada ont toujours résulté de l'addition de majorités régionales très fortes, qui une fois additionnées peuvent donner une majorité relative à la Chambre de communes. Les sondages confirment ce régionalisme des opinions au Canada.

Le régionalisme politique canadien

Selon les sondages, dans les quatre provinces maritimes (32 députés), le PLC mène largement, avec environ 45 % des intentions de vote, devant un PC qui plafonne à un peu plus de 30 % des intentions de vote : cela devrait assurer une bonne majorité des députés de cette région. En Ontario (106 députés), le PLC approche maintenant les 50 % des intentions de vote : cela devrait lui assurer l'immense majorité des élus de cette province. Dans les Prairies (28 députés), tout

comme en Colombie-Britannique et dans les territoires (39 députés), les sondages anticipent une lutte parfaitement triangulaire, chaque parti représentant environ 30 % des intentions de vote : le nombre d'élus est dès lors difficile à anticiper, car le moindre mouvement d'opinion dans un sens ou dans l'autre peut tout faire basculer, à cause de notre mode de scrutin. En Alberta (28 députés), le PC mène largement dans les sondages, avec plus de 50 % des intentions de vote : cela devrait lui assurer l'immense majorité des élus de cette province.

Au Québec enfin (75 députés), les sondages indiquent une lutte à deux, entre le

PLC et le BQ, les autres partis étant relégués au rôle de figurants. Alors qu'il y a quelques mois encore le PLC menait largement dans les sondages, le scandale des commandites a amplifié un mouvement en faveur du BQ qui s'amorçait déjà depuis la fin de l'automne 2003. Aujourd'hui, les sondages situent les intentions de vote au BQ à environ 45 % et celles du PLC à environ 30-35 %.

Toutefois plusieurs réserves doivent être apportées à ces estimations. D'une part, il s'agit de répartitions proportionnelles des répondants discrets (entre 10 % et 20 % des répondants), et l'on sait que ceux-ci penchent généralement davantage pour les partis fédéralistes que pour les partis souverainistes. D'autre part, il y a toujours une proportion de plus de 10 % des répondants non francophones qui déclarent avoir l'intention d'appuyer le BQ, mais nous pensons que ces intentions de vote ne se concrétiseront pas le jour du vote, l'appui des non-francophones aux partis souverainistes ne dépassant guère les 5 % dans les élections. Ces remarques impliquent que l'écart entre le BQ et PLC sera plus serré le jour du scrutin que les sondages ne l'indiquent actuellement. Néanmoins, à cause de la polarisation du vote non francophone en faveur du PLC dans un petit nombre de circonscriptions (à Montréal notamment), le BQ devrait malgré tout récolter une forte majorité de sièges au Québec.

Des intentions de vote au vote effectif

Voilà ce que nous disent les sondages à la veille du déclenchement des élections : mais il reste une campagne électorale à vivre, avec tous les impondérables qu'elle implique. Les libéraux partent gagnants, mais demeurent fragiles. Aux élections de 1997 et de 2000, le PLC a perdu environ 5 % des appuis durant la campagne électorale : le scandale des commandites lui a-t-il déjà fait perdre ce qu'il aurait de toutes façons perdu en campagne électorale ? Ou bien le PLC ne risque-t-il pas de tomber aux environs de 35 % le jour du vote, auquel cas il serait très certainement minoritaire le soir des élections ?

Quelle sera la performance du NPD ? Le PC sera-t-il capable de faire le plein des voix conservatrices et alliancistes de 2000 ? Le BQ sera-t-il capable de maintenir son avance sur le PLC au Québec ?

La réponse à toutes ces interrogations nous sera donnée par les prochains sondages...

L'écart entre le Bloc et les libéraux sera plus serré le jour du scrutin que les sondages ne l'indiquent actuellement.

entre l'ancien Parti conservateur et l'Alliance canadienne, ce qui devrait assurer des sièges supplémentaires au nouveau PC : toutefois, il n'arrive pas à égaler dans les sondages le vote combiné de l'ancien PC et de l'AC (38 % du vote en 2000).

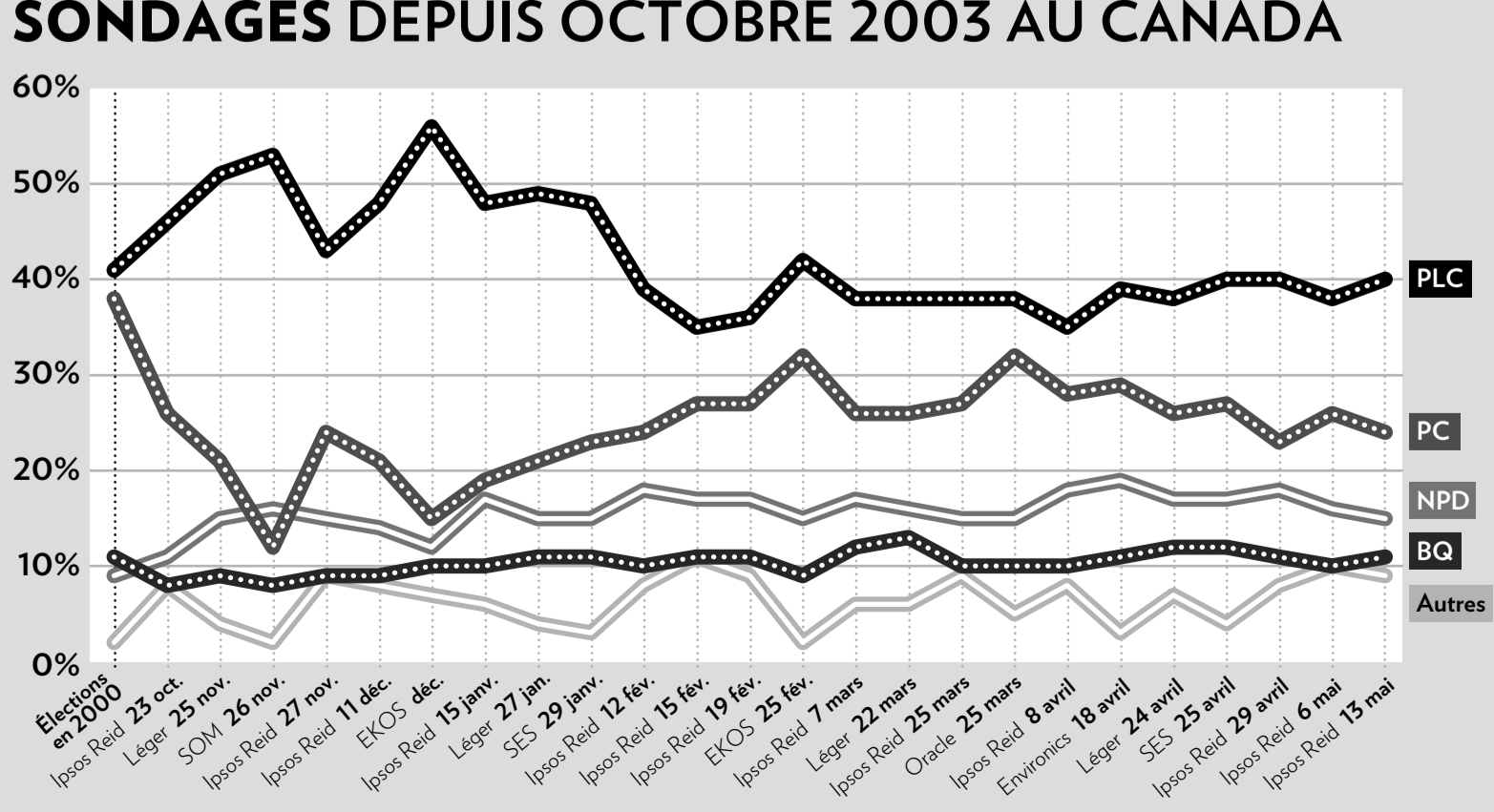
Du vote au nombre de députés

Les différentes projections des sondages actuels sur le carte électorale du Canada (faites par Ipsos Reid ou que nous avons nous-mêmes effectuées) montrent que si les résultats des prochaines élections étaient ce que les sondages nous indiquent actuellement, nous nous trouve-

comme en Colombie-Britannique et dans les territoires (39 députés), les sondages anticipent une lutte parfaitement triangulaire, chaque parti représentant environ 30 % des intentions de vote : le nombre d'élus est dès lors difficile à anticiper, car le moindre mouvement d'opinion dans un sens ou dans l'autre peut tout faire basculer, à cause de notre mode de scrutin. En Alberta (28 députés), le PC mène largement dans les sondages, avec plus de 50 % des intentions de vote : cela devrait lui assurer l'immense majorité des élus de cette province.

Au Québec enfin (75 députés), les sondages indiquent une lutte à deux, entre le

SONDAGES DEPUIS OCTOBRE 2003 AU CANADA



André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Eric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

FORUM

ÉDITORIAUX

Montréal grandit



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Les médias ont parlé de « raz-de-marée » pour qualifier la première manche gagnée par les défusionnistes dans des dizaines de banlieues et villages à travers le Québec. L'expression est trop forte. Dans plusieurs des anciennes municipalités, moins de 20 % des contribuables sont allés signer le registre. Moins de 20 %, c'est le score actuel du NPQ au Québec...

Que s'est-il passé au juste cette semaine ? Des milliers de personnes ont enfin pu exprimer leur colère au sujet des fusions forcées, et un attachement profond à leur communauté locale. Elles l'ont fait malgré les efforts grossiers du gouvernement du Québec pour les en dissuader. Elles l'ont fait même si les fusions sont devenues réalité il

Dans plusieurs des arrondissements où il y aura référendum, les défusionnistes restent très minoritaires.

Il y a plus de deux ans, sans que la catastrophe appréhendée ne se soit produite. Bref, la signature des registres est un gros coup de poing sur la table.

Cela dit, dans plusieurs des arrondissements concernés, les défusionnistes restent très minoritaires. À moins qu'il s'en trouve beaucoup parmi ceux qui sont restés à la maison, ce qui serait pour le moins étonnant. À Anjou, 5058 personnes ont signé le registre... mais plus de 24 000 n'en ont rien fait. À Saint-Laurent, 10 477 citoyens ont signé, tandis que 46 000 sont demeurés silencieux. À Île-Bizard, 2164 ont exigé la tenue d'un référendum, tandis que 8000 n'en souhaitaient pas.

Le choc provoqué par l'annonce des résultats ne doit donc pas nous faire perdre le sens des propor-

À Milton de jouer



mboisver@lapresse.ca
MICHÈLE BOISVERT

La semaine qui vient de se terminer aura été particulièrement éprouvante pour les employés d'Air Canada. Le suspense entourant l'acceptation des concessions imposées au syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile, les TCA, aura duré jusqu'à la limite ultime.

Il aura fallu que GE Capital, l'un des plus importants partenaires financiers d'Air Canada, lance un ultimatum pour que Buzz Hargrove, président des TCA, accepte finalement de faire certains compromis.

Le président et chef de la direction d'Air Canada doit maintenant démontrer qu'il a le leadership nécessaire pour redonner confiance à ses troupes.

En renonçant à la ligne dure, M. Hargrove a agi de façon responsable ; son entêtement aurait, de toute évidence, entraîné la faillite du transporteur et la perte du gain-pain de près de 30 000 employés.

Avec cette entente conclue in extremis jeudi et la prolongation obtenue vendredi de la protection de la loi sur les arrangements avec les créanciers, tout ceux liés de près ou de loin à Air Canada doivent aujourd'hui respirer un peu mieux. Cela dit, malgré l'importance de l'étape franchie par Air Canada, il ne faudrait pas croire que l'avenir à long terme du transporteur est assuré. C'est maintenant au tour de la direction d'Air Canada de montrer ce dont elle est capable. Elle devra faire preuve de vision et de lea-

dership afin de préparer un plan stratégique qui assurera la survie du transporteur dans un environnement de plus en plus compétitif. Un coup d'oeil à ce qui se passe chez nos voisins du Sud nous démontre à quel point il est difficile pour les grands transporteurs traditionnels de tirer leur épingle du jeu. Même ceux qui se sont restructurés sous la protection des tribunaux en arrachant. US Airways, qui jongle actuellement avec la possibilité de devoir faire appel à cette protection pour la deuxième fois, en est certainement l'exemple le plus probant.

Le succès remporté par les transporteurs à rabais, dont les coûts d'exploitation sont nettement inférieurs à ceux des grands transporteurs, explique en majeure partie les difficultés que rencontrent ces derniers. La situation qui prévaut au Canada n'est pas différente de ce qui se passe au sud de notre frontière. Même avec des coûts de main-d'oeuvre réduits du tiers, Air Canada aura de la difficulté à concurrencer les prix offerts par WestJet et Jetsgo qui ne cessent de lui ravir des parts de marché.

Robert Milton et son équipe devront donc élaborer une stratégie qui tient compte de cette nouvelle réalité du transport aérien. Il leur faudra déterminer comment ils comptent desservir le marché intérieur. On a vu à quel point la stratégie de segmentation des marchés, où Air Canada avait tenté de concurrencer les transporteurs à rabais s'est avérée un échec. Il faudra donc abandonner des créneaux et se concentrer davantage sur les vols internationaux.

Outre l'élaboration d'une stratégie d'entreprise viable, le plus grand défi de Robert Milton sera de se rapprocher de ses employés et de faire partager sa vision. Le président et chef de la direction d'Air Canada doit maintenant démontrer qu'il a le leadership nécessaire pour redonner confiance à ses troupes. Sans l'adhésion de la base, même le plan le plus génial ne pourra réussir.

Dans les villes où il y aura référendum, le débat doit désormais s'élever à un autre niveau. Les partisans des défusions ont exprimé leur grogne ; ils doivent maintenant maîtriser leurs fantasmes et analyser les conséquences réelles de leur vote prochain. La bataille qu'ont menée les défusionnistes leur a permis de gagner une saine autonomie au sein même des nouvelles villes. Ils n'en obtiendront pas beaucoup plus dans l'éventualité d'une défusion. Cela poussera leurs leaders — ils l'ont déjà dit — à continuer la bataille au-delà du 20 juin. Cela nous promet encore des années de tiraillements ! La structure bancaire prévue par la loi 9 risque également d'engendrer son lot d'affrontements et de blocages.

Dans le cas de Montréal, les résultats des référendums détermineront comment se produira un mouvement inéluctable et nécessaire, c'est-à-dire de choisir comment Montréal grandira : dans une harmonie relative ou dans la chicane et les grincements de dents ?

Une chose est sûre, dans un cas comme dans l'autre : Montréal grandira.

LE LIEUTENANT QUÉBÉCOIS DE PAUL MARTIN AU QUÉBEC



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

L'expression de la démocratie

Certaines personnes sont étonnées de l'ampleur du mouvement défusionniste. Pourtant, rappelez-vous il y a deux ans les manifestations monstres qui se sont déroulées dans les rues par les opposants aux fusions. Ce n'est, encore une fois, que l'expression de la démocratie permise par le gouvernement libéral de Jean Charest et bafouée par celui de Bernard Landry. Il ne faut pas voir dans le mouvement défusionniste une volonté de fermeture à l'égard de nos voisins. Chaque municipalité voudra participer aux coûts que la collectivité doit assumer pour vivre en communauté lorsque les défusions seront complétées. Mais il faut plutôt y voir un désir de vivre dans une petite communauté à une échelle réduite, de taille humaine, où les mégaprojets coûteux ne sont pas essentiels au bonheur des citoyens. Ceux-ci préfèrent plutôt freiner la hausse vertigineuse des coûts nécessaires au développement des grands projets souvent mis en valeur par les grandes villes. « Think Big » n'est pas nécessairement la volonté de tous et chacun dans les municipalités de banlieue. Il faudrait peut-être tenter de régler les problèmes des grandes villes par la consultation et non par la force et les choix imposés. N'est-ce pas là la grandeur de la démocratie.

Gilles Tremblay
 Boucherville

De la désinformation ?

Il est étrange de constater que les médias parlent de victoire des défusionnistes alors que 89 municipalités sur 212 demandent un référendum, ce qui représente 42 %. Il y a donc 58 % des municipalités fusionnées qui refusent de revenir en arrière. N'assistons-nous pas à de la désinformation ?

Normand Tremblay
 Saint-Jean-sur-Richelieu

La démocratie appartient à tous

En tant que citoyen de « l'ancienne » ville de Montréal, je réclame des études sur l'impact que la fusion des « anciennes » villes de Verdun, Montréal-Nord, Outremont, Saint-Léonard et Lachine, soit celles pour qui aucun référendum n'est prévu le 20 juin, aura sur

« l'ancienne » ville de Montréal. Après avoir rendu publiques ces études, le gouvernement verra à organiser, pour les citoyens de « l'ancienne » ville de Montréal, un référendum visant à accepter ou à rejeter la fusion de chacune de ces villes à l'ancienne ville de Montréal. La démocratie, ça appartient à tout le monde !

Richard Vézina
 Montréal

Le pire reste à venir

Lorsqu'on plie une tige de métal, elle revient à sa forme originale dès que la pression est relâchée, mais si on la plie dépassée un certain point, la déformation devient alors permanente. C'est de cette façon que je j'interprète la réaction des « défusionnistes ». On a fait miroiter aux citoyens des économies d'échelle qui ne se manifesteront jamais dans 100 ans. Les gens lucides n'ont pas succombé aux discours soporifiques des prêcheurs en conflit d'intérêts. La stratégie « bushienne », basée sur le mensonge, commence à montrer des signes d'usure. Le pire reste à venir car des lésions plus graves encore apparaîtront lors des référendums. Quel gâchis ! Une approche plus douce et surtout plus honnête aurait

probablement donné de meilleurs résultats. Saurons-nous apprendre de nos erreurs ; j'en doute.

Robert Vallée
 Longueuil

Où sont les fusionnistes ?

Qu'il y ait des gens qui réclament le démembrement de la ville de Montréal, je comprend ça. Si Westmount pouvait mettre un mur autour de sa ville, elle en serait très heureuse. Ce qui me surprend, c'est le manque d'opposition. Où sont les fusionnistes ? Lors des référendums sur la souveraineté, les opposants étaient partout à Montréal, à coups d'avions et d'autobus remplis par les libéraux. Ils ont gagné. Cette fois-ci les libéraux dirigés par M. Charest, qui se dit fusionniste, sont absents, au nom de la démocratie, dit-il ? Mon oeil ! Il est clair que les libéraux veulent faire porter le chapeau de l'odieux au PQ. Il me semble que l'enjeu est trop important pour jouer à ce petit jeu. À moins que les libéraux trouvent qu'il serait plus facile de « diviser pour mieux régner ».

Claude Samson
 Montréal

Une déchéance malsaine

Le sort en est jeté ! Sur la scène de notre histoire nationale, un acteur que nos prédécesseurs ont glorifié s'est vu indiquer la porte de sortie d'arrière-scène sans autre forme de procès. En effet, en novembre 2002, un décret du gouvernement québécois d'alors institua la fête des Patriotes à la place de celle de Dollard, au grand étonnement de ceux qui trouvaient impérieux de fixer la fête des Patriotes au 15 février, soit le jour anniversaire de la pendaison de cinq patriotes (dont Chevalier de Lorimier), en 1838, au Pied-du-Courant. Ceux qui ont applaudi à cette déchéance injustifiée s'appuient sur diverses raisons peu convaincantes, voire superficielles. Par exemple, un historien fort estimé, Marcel Trudel, raisonne ainsi : « Nous avons ainsi la légende de Dollard des Ormeaux dont Dollier de Casson fait un premier récit plutôt bref mais, d'un historien à l'autre du XIX^e siècle jusque dans la seconde

moitié du XX^e, le court texte devient des paragraphes, les paragraphes des pages, les pages un chapitre ; chaque auteur se voulant plus célébrant que l'autre, jusqu'à Lionel Groulx qui produit le récit le plus long et le plus grandiose. On arrive ainsi à la légende qui est création d'écrivains. »

En vérité, le récit de Dollier de Casson, écrit en 1671, couvre neuf feuillets dans son manuscrit intitulé *Histoire du Montréal* et cinq pages dans l'imprimé édité par la Société historique de Montréal en 1868. Les éditions du XX^e siècle le couchent sur cinq ou six pages. C'est donc loin d'être « un récit plutôt bref ».

En outre, cette déchéance est malsaine pour la mémoire de notre peuple qui a tant besoin de points d'ancrage (s'il ne veut pas disparaître) dans un monde en évolution accélérée.

Aurélien Boisvert

LA FIN DU MONDE A UN BEL AVENIR



Depuis l'offre d'achat d'Unibroue par la Brasserie Sleeman, La Fin du Monde fait toujours partie des projets de croissance de la microbrasserie de Chambly. Ainsi, la Blanche de Chambly, la Maudite, la Don de Dieu, la 1837, la Trois Pistoles et les autres marques d'Unibroue continueront d'être brassées à Chambly, avec les mêmes ingrédients, recettes et techniques de fabrication et de fermentation qui ont assuré leur succès depuis 15 ans.

De plus, la brasserie de Chambly projette de doubler sa production en brassant les bières

de marque Sleeman. Les produits Sleeman bénéficieront donc des capacités de production d'Unibroue pour mieux desservir le marché québécois et les produits Unibroue accroîtront leur présence partout au Canada et à l'étranger, grâce au réseau de distribution de Sleeman.

Quand on y regarde de près, on trouve beaucoup d'affinités entre Unibroue et Sleeman : les deux regroupent des professionnels qui se passionnent chaque jour pour fabriquer la meilleure bière qui soit.



POUR L'AMOUR DE LA BIÈRE

ÉLECTIONS 2004

LES LIBÉRAUX POURRONT-ILS RÉÉDITER L'EXPLOIT DE 1974? PAGE 30

UN GOUVERNEMENT CONSERVATEUR MINORITAIRE: UN SCÉNARIO POSSIBLE PAGE 31

SONDAGE CROP - LA PRESSE - TORONTO STAR

L'arrestation de Guité et Brault n'aurait guère impressionné les Québécois



DENIS LESSARD

QUÉBEC — Geste spectaculaire, l'arrestation du haut fonctionnaire Chuck Guité et du président de Groupaction, Jean Brault, pour leur intervention dans le dossier des commandites n'a guère impressionné les Québécois.

Une très nette majorité d'entre eux croient en effet que ces poursuites judiciaires n'amélioreront pas les chances des libéraux de Paul Martin aux prochaines élections.

C'est ce que constate CROP dans une enquête réalisée du 13 au 20 mai pour *La Presse*. Selon le spécialiste Claude Gauthier, l'arrestation de MM. Guité et Brault peut avoir des conséquences imprévues dans l'électorat.

Bien sûr, 19% des répondants estiment que ces arrestations «augmentent les chances des libéraux de Paul Martin de remporter les prochaines élections et de former un gouvernement majoritaire». En revanche, 65% des gens ne croient pas que ce coup de théâtre contribuera à redorer le blason des libéraux au Québec. Avec raison, explique M. Gauthier. Ces arrestations ont remis à l'avant-scène le principal problème du gouvernement Martin. Au surplus, elles ont donné de la crédibilité aux attaques du Bloc, qui insistait sur la gravité du scandale.

Même chez ceux qui voteront pour le PLC, 55% des répondants croient que ces arrestations n'aideront pas M. Martin. Pas moins de 71% des francophones et 75% des gens de 35 à 54 ans sont de cet avis.

Scrutin estival

Autre constat de CROP, les Québécois n'ont pas l'intention de faire faux bond le jour du scrutin: ils sont 65% à dire qu'ils voteront «certainement».

S'il faut en croire ces intentions, les élections tardives ne seraient pas un obstacle à un taux appréciable de participation. «Cela ne changera pas grand-chose», estime M. Gauthier, qui souligne que, à l'automne 2000, le taux de participation avait été de 64% au Québec.

Toutefois, les électeurs ont tendance à surestimer leur détermination à se rendre aux urnes. Il faut s'attendre à ce que ces intentions, formulées la semaine dernière, fondent un peu au soleil de juin.

Aussi, 19% des gens jugent qu'ils se présenteront «probablement aux urnes» et déjà 14% pensent qu'il est probable ou même certain qu'il se seront pas au rendez-vous.

Rare bonne nouvelle pour Paul Martin, 73% de ceux qui ont l'intention de voter pour le PLC se disent certains d'aller voter, tandis que seulement 64% des électeurs bloquistes affichent la même assurance.

LE CLIMAT POLITIQUE AU QUÉBEC

Satisfaction à l'égard du gouvernement du Canada

Diriez-vous que vous êtes très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt insatisfait(e) ou très insatisfait(e) du présent gouvernement du Canada?

n=845	Très/plutôt satisfaits	Plutôt/très insatisfaits	Sans opinion
13-20 mai 2004	32%	65%	3%
15-25 avril 2004	33%	61%	6%
18-29 mars 2004	34%	61%	5%

Continuer ou changer

Dans l'ensemble, seriez-vous plutôt favorable à continuer avec le gouvernement Martin ou seriez-vous plutôt favorable à un changement de gouvernement au Canada?

n=845	Continuer avec le gouvernement Martin	Changer de gouvernement	Sans opinion
13-20 mai 2004	32%	57%	11%
15-25 avril 2004	38%	51%	11%
18-29 mars 2004	39%	48%	13%

À quel chef fait-on le plus confiance...

(15-25 avril 2004)

n=845	pour diriger le Canada			pour défendre les intérêts du Québec		
	13-20 mai	15-25 avril	18-29 mars	13-20 mai	15-25 avril	18-29 mars
Paul Martin	38%	41%	38%	23%	27%	26%
Stephen Harper	12%	10%	10%	3%	4%	5%
Jack Layton	11%	8%	6%	3%	3%	2%
Gilles Duceppe*	1%	3%	2%	47%	38%	40%
Aucun	21%	19%	19%	10%	10%	9%
Sans opinion	17%	19%	22%	13%	17%	18%

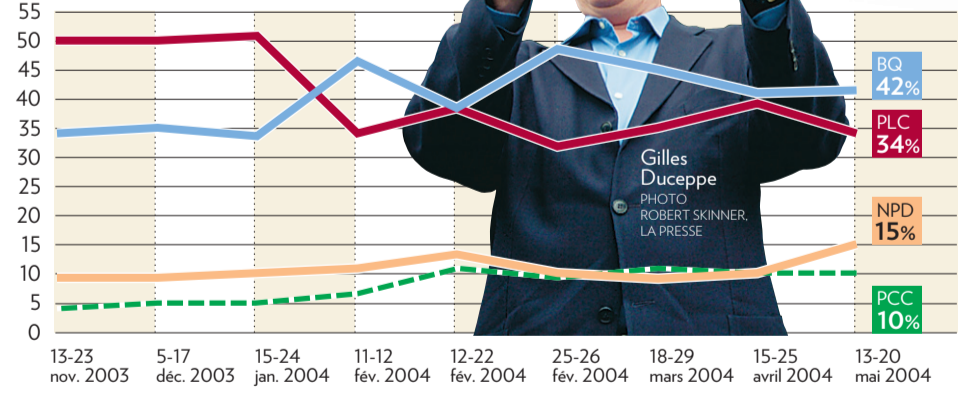
* Le nom de Gilles Duceppe n'était pas dans la liste lue «pour diriger le Canada», mais certains répondants l'ont mentionné spontanément

Intentions de vote des Québécois au fédéral

Après répartition proportionnelle

Si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui au Canada, pour lequel des partis suivants voteriez-vous...

(noms des partis lus en rotation : PCC, BQ, PLC, NPDP)



n=845	PLC	BQ	PCC	NPDP
Élections 27 novembre 2000	44%	40%	6%	2%
Élections 2 juin 1997	37%	38%	22%	2%
Élections 25 octobre 1993	33%	49%	14%	1%

MÉTHODOLOGIE: Les résultats du sondage reposent sur 845 entrevues téléphoniques effectuées du 13 au 20 mai 2004 dans le cadre du sondage omnibus CROP-express. D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille (n=845) est précis à 3,4 points près, 19 fois sur 20. Rappelons que la marge d'erreur augmente lorsque les résultats portent sur des sous-groupes de l'échantillon.

SCANDALE DES COMMANDITES

Impact des récentes arrestations de Guité et Brault sur les chances des libéraux aux élections

Croyez-vous que l'arrestation de deux importants acteurs du scandale des commandites améliore les chances des libéraux de Paul Martin de remporter les prochaines élections et de former un gouvernement majoritaire?

n=845	Oui	Non	NSP/Refus
13-20 mai 2004	19%	62%	12%

Crédibilité des libéraux et de Paul Martin dans le scandale des commandites

Croyez-vous les libéraux et Paul Martin lorsqu'ils affirment qu'ils n'étaient au courant de rien et que seuls quelques individus sont responsables du scandale des commandites?

n=845	Oui	Non	NSP/Refus
13-20 mai 2004	9%	85%	6%



Paul Martin PHOTO CP

Satisfaction à l'égard de Paul Martin

Très/plutôt satisfaits

34%

Plutôt/très insatisfaits

58%

Satisfaction à l'égard de Paul Martin

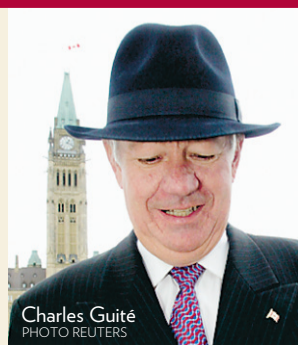
Diriez-vous que vous êtes très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt insatisfait(e) ou très insatisfait(e) du travail de Paul Martin comme premier ministre du Canada?

n=845	Très/plutôt satisfaits	Plutôt/très insatisfaits	Sans opinion
13-20 mai 2004	34%	58%	8%
15-25 avril 2004	35%	54%	11%
18-29 mars 2004	38%	45%	17%

Satisfaction à l'égard de Gilles Duceppe

Diriez-vous que vous êtes très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt insatisfait(e) ou très insatisfait(e) du travail de Gilles Duceppe comme chef d'un parti d'opposition?

n=845	Très/plutôt satisfaits	Plutôt/très insatisfaits	Sans opinion
13-20 mai 2004	46%	36%	18%
15-25 avril 2004	43%	34%	23%
18-29 mars 2004	48%	30%	22%



Charles Guité PHOTO REUTERS

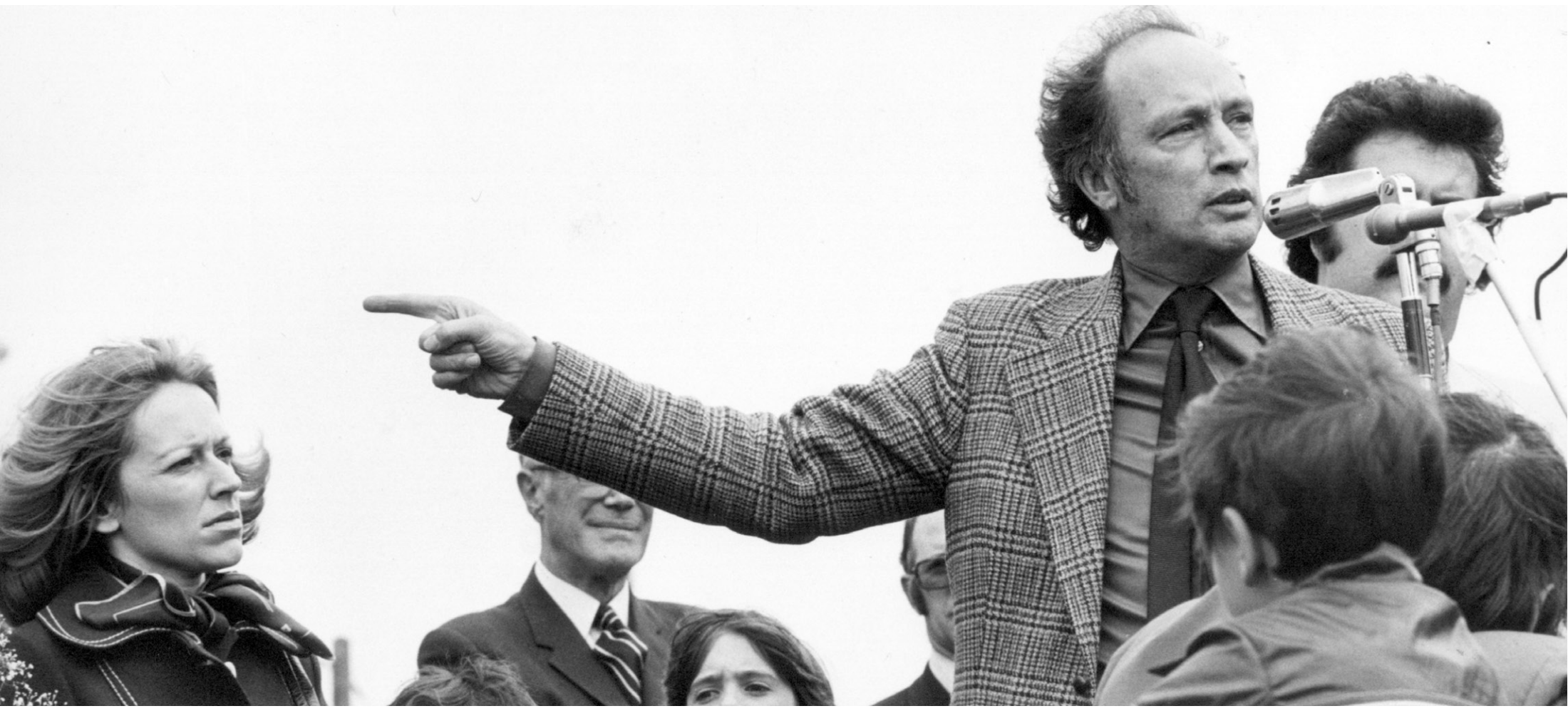


PHOTO MICHEL GRAVEL, LA PRESSE

Pierre Trudeau, lors de la campagne électorale de 1974, qu'il avait entreprise avec 40 % du soutien populaire, pour la terminer avec 43 %.

Les libéraux pourront-ils rééditer l'exploit de 1974?

Les troupes de Trudeau s'étaient renforcées en cours de campagne

MICHEL MUNGER

Le déclenchement des élections générales peut s'avérer un pari risqué pour les libéraux de Paul Martin, car les partis au pouvoir voient presque toujours leur soutien populaire s'effriter en cours de campagne électorale.

Les données historiques démontrent en effet que, depuis 1962, à une exception près, tous les gouvernements sortants ont perdu en moyenne 7 % d'appui entre le début et la fin de la campagne électorale. Ces données ont été compilées

par Barry Kay, professeur à la Wilfrid Laurier University, cité par l'hebdomadaire politique *Hill Times* d'Ottawa.

Seules les troupes libérales de Pierre Trudeau se sont renforcées entre le premier jour de la campagne et le jour du scrutin, en 1974, en passant de 40 % à 43 %. Les pires chutes ont été celles des libéraux de John Turner, en 1984, et des conservateurs de Kim Campbell, en 1993, avec un effondrement de 20 % chacun.

Lors de leur réélection en 1997 et en 2000, les libéraux de Jean Chré-

tien ont encaissé des pertes de 6 % et de 7 %. « Ce n'est pas de bon augure pour le Parti libéral en ce moment parce qu'il faut qu'il gagne des points pour conserver sa majorité », a commenté Claude Gauthier, vice-président de CROP. À son avis, la situation actuelle représente toutefois une exception potentielle, car le PLC pourrait avoir déjà touché le fond du baril.

Avec des appuis de 38 % à 41 % ces dernières semaines, les libéraux sont-ils sous-évalués ? « Je crois que oui, lance M. Gauthier. Il n'y a pas vraiment de doute là-dessus. »

L'évolution de la popularité des libéraux illustre les événements marquants de leur mandat. L'arrivée aux commandes de Paul Martin les a propulsés à 55 % en décembre 2003 et le scandale des commandites les a plongés dans un creux de 35 % à 38 % ces derniers mois.

« S'ils déclenchent des élections, ils ont un risque de ne pas être majoritaires » aux Communes, explique M. Gauthier. Le sondeur estime qu'un dérapage libéral durant la campagne pourrait même permettre aux conservateurs de former un gouvernement minoritaire.

Il croit toutefois que le PLC a des chances de gagner en popularité. Selon lui, Paul Martin peut espérer que la campagne accélérera sa remontée dans les sondages. Le professeur Steven Brown, du Laurier Institute for the Study of Public Opinion and Policy, soutient dans le *Hill Times* que la cote des libéraux est « artificiellement basse ». « Je crois que ça peut difficilement aller plus mal que maintenant », juge de son côté Claude Gauthier, qui voit toutefois une « fenêtre » électorale pour les troupes de Paul Martin.

Chaque parti a ses objectifs secrets...

GILLES TOUPIN

Le Parti libéral du Canada

Les libéraux de Paul Martin aimeraient bien, dans le meilleur des mondes, sauver leur mise de 2000, soit les 172 sièges qu'ils ont obtenus aux Communes sous la houlette de Jean Chrétien avec 40,8 % des voix ou 5 252 031 suffrages.

Mais le paysage politique est tel aujourd'hui que bien des libéraux confient qu'ils soupireraient d'aise s'ils conservaient au moins la majorité simple (155 députés sur 308), plus trois ou quatre sièges de sûreté. Avec l'union du Parti progressiste conservateur et de l'Alliance canadienne, il ne leur est plus possible de rafler l'Ontario comme ce fut le cas lors des deux dernières élections. S'ils recueillaient la plus de 80 sièges sur 106, ils pavoiseraient. Quant au Québec, ils n'osent plus viser les 44 % et les 36 sièges de 2000. Des stratèges libéraux ont affirmé cependant qu'il serait « inacceptable » pour eux de s'en tirer avec moins de 26 sièges au Québec. Dans l'Ouest, les libé-

raux espèrent là aussi n'essuyer aucun recul et faire des gains en Colombie-Britannique. Dans les provinces de l'Atlantique, ils aimeraient bien conserver les 19 sièges gagnés en 2000. Les sondages ont régulièrement démontré ces dernières semaines que le PLC nageait cependant dans les eaux troubles d'un gouvernement minoritaire.

Le Bloc québécois

Selon les récents sondages, le Bloc québécois a un véritable rôle à jouer à Ottawa. C'est ce que croient du moins 60 % des Québécois interrogés en avril. Gilles Duceppe ne souhaite qu'une chose pour sa formation politique, c'est de remporter d'abord la majorité des 75 sièges du Québec, ce qu'il avait réussi à faire en 2000 avec 38 sièges contre 36 pour les libéraux. S'il pouvait en plus retrouver la pluralité des voix — ce qu'il n'a pas réussi à faire en 2000 avec seulement 40 % contre 44 % pour les libéraux —, il serait évidemment aux anges. Avec l'avènement de Paul Martin à la tête du gouvernement, les conséquences du scandale des

commandites, les coûts exorbitants du registre fédéral des armes à feu, les projets pour la voie maritime du Saint-Laurent, l'histoire des pavillons de complaisance arborés par la compagnie de la famille du premier ministre, Canada Steamship Lines, le Bloc a dominé dans les sondages ces derniers mois, menaçant même certains fiefs urbains libéraux, en particulier dans la région de Québec. Sans l'avouer ouvertement, la formation souverainiste aimerait bien répéter l'exploit de Lucien Bouchard en 1993 alors que le Bloc avait remporté 54 sièges au Québec.

Le Parti conservateur du Canada

Les conservateurs de toutes allégeances, réunis sous la bannière du nouveau parti dirigé par Stephen Harper, seraient très heureux de pouvoir former le gouvernement, même si ce dernier devait être minoritaire. La troupe de Harper mise évidemment sur l'Ontario, où l'Alliance canadienne n'avait remporté que deux sièges en 2000 malgré le million de suffrages reçus. Les conservateurs de Joe Clark avaient fait,

eux, chou blanc malgré l'appui de 642 000 électeurs. Maintenant que les voix de droite ne sont plus divisées dans cette province, Stephen Harper aimerait bien y remporter une trentaine de sièges tout en misant sur la force naturelle du parti dans l'Ouest. Dans les provinces de l'Atlantique, il compte sur la présence des anciens conservateurs et en particulier sur l'effet du jeune et charismatique Peter MacKay, son lieutenant, pour marquer des points. Quant au Québec, tout reste à faire pour le PCC, qui n'a pas réussi à toucher la fibre sensible des Québécois et qui demeure identifié à un conservatisme social honni. Stephen Harper n'est pas assez naïf pour croire qu'il gagnera un seul siège au Québec.

Le Nouveau parti démocratique

Jack Layton, le nouveau chef du NPD, ne rêve que d'une chose, battre la marque établie par son parti en 1988 lorsque Ed Broadbent avait recueilli 19 % des voix et 43 sièges. Il est déjà assuré de faire certains gains en Ontario, et peut mettre de l'avant quelques candi-

dates vedettes dont nul autre que M. Broadbent lui-même, dans Ottawa-Centre, et sa femme, Olivia Chow, dans Trinity-Spadina à Toronto. Il mise aussi sur ses valeurs sûres, comme Yvon Godin au Nouveau-Brunswick. Si M. Layton gagne son pari, il redonnera au NPD son rôle de conscience sociale forte au Parlement. Si le NPD a déjà un pied-à-terre en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, il aimerait bien faire une petite percée au Québec. Pour l'instant, ses chances sont pratiquement inexistantes à ce chapitre, malgré un regain d'intérêt timide sur le terrain pour ce parti fédéraliste de gauche. En 2000, sous la direction d'Alexa McDonough, le NPD avait recueilli 8,5 % des voix. Les sondages des derniers mois donnaient entre 17 % et 22 % des intentions de vote au NPD. Déjà, le parti a doublé sa clientèle de 2000.

Le NPD est aussi le seul parti national ayant connu une importante augmentation de pourcentage dans les intentions de vote.

La nouvelle carte ne devrait pas changer le résultat final

NATHAËLLE MORISSETTE

La nouvelle carte électorale, qui fait passer le nombre de sièges de 301 à 308 à la Chambre des communes, ne devrait pas avoir d'incidence sur l'issue du scrutin, estime Louis Massicotte, professeur de sciences politiques à l'Université de Montréal.

Effectivement, contrairement à la croyance populaire, le redécoupage des circonscriptions ne se fait pas nécessairement au profit du parti

qui est au pouvoir avant le déclenchement des élections. En effet, depuis 1964, ces modifications ne sont plus déterminées par les politiciens, mais par 10 commissions indépendantes.

« Découpage égalitaire »

« Dans le cas du Québec, c'est le découpage le plus égalitaire que j'aie jamais vu », mentionne M. Massicotte. En effet, dans la Belle Province, comme partout au Canada, les frontières des circonscrip-

tions électorales ont été retracées en fonction des différents changements démographiques.

En raison de l'accroissement de leur population, l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique verront leur nombre de sièges augmenter. Trois sièges supplémentaires seront attribués à l'Ontario, deux à l'Alberta et deux à la Colombie-Britannique.

La population du Québec n'ayant pas augmenté de façon significative depuis les dernières élections, le

nombre de sièges y demeure le même. « C'est certain que le Québec y perd un peu puisque, au lieu d'avoir 75 sièges sur 301, il se retrouve avec 75 sièges sur 308, explique Louis Massicotte. Mais la province est encore capable de jouer un rôle important. »

Après avoir pris connaissance de ces modifications, Élections Canada s'est basé sur les résultats des élections fédérales de 2000 pour ensuite les transposer en tenant compte de la nouvelle carte électorale. Le Bloc québécois, qui s'est retrouvé avec 38 sièges il y a quatre ans, en obtiendrait autant avec les circonscriptions redessinées. Au Québec, les frontières de plus d'une cinquantaine d'entre elles ont été retracées.

On a séparé en deux plusieurs circonscriptions pour les joindre à d'autres. C'est le cas notamment de

Laval-Ouest, dont une portion du territoire a été regroupée avec la circonscription de Laval et l'autre avec Laval-Les Îles. Certaines d'entre elles ont même changé d'appellation. Alfred Pellan, célèbre peintre québécois, et Louis Saint-Laurent, premier ministre du Canada de 1948 à 1957, comptent parmi les personnalités publiques qui ont prêté leur nom à une circonscription électorale.

Au Québec, la plus populeuse est celle de Montcalm, dans la couronne nord de Montréal, avec 105 678 habitants. À l'opposé, Matapédia-Matane est la circonscription électorale qui en compte le moins, avec 74 475 personnes. La plus étendue est celle de Nunavik-Eeyou. Elle regroupe les anciennes circonscriptions de Roberval, Manicouagan et Abitibi-Baie-James-Nunavik.

ÉLECTIONS 2004

Un gouvernement conservateur minoritaire: un scénario possible

La gouverneure générale Adrienne Clarkson aurait quand même son mot à dire

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Même si c'est le Parti conservateur qui fait élire le plus de députés le 28 juin, la gouverneure générale, Adrienne Clarkson, ne donnera pas automatiquement les rênes du pouvoir à Stephen Harper, le chef conservateur. Elle demandera d'abord à Paul Martin, toujours premier ministre légitime, de tenter de se gagner la confiance de la Chambre des communes.

Si, en effet, le Parti conservateur recueille le plus grand nombre de sièges sans pour autant atteindre la majorité requise de 155 sièges, ce qui est de l'ordre du possible si l'on en juge par la tendance qui se dégage des derniers sondages, la gouverneure générale demandera à Paul Martin de tenter de former un gouvernement. Si M. Martin perd ce vote de confiance aux Communes, la gouverneure générale devra alors se tourner vers Stephen Harper pour lui demander à son tour de former le gouvernement.

Le scénario d'un gouvernement conservateur minoritaire est sans doute le plus étonnant que les électeurs canadiens pourraient écrire le 28 juin.

Pour le Parti conservateur du Canada, qui n'aurait peut-être pas un seul élu au Québec, cela poserait

un problème de taille. Qui nommer au cabinet pour préserver l'équilibre régional et représenter le Québec? M. Harper n'aurait d'autre issue, même si cela s'est rarement produit dans l'histoire parlementaire canadienne, que de se tourner vers le Sénat pour garnir son conseil des ministres. Là encore, la liste actuelle des sénateurs conservateurs du Québec est courte. Pierre Claude Nolin serait vraisemblablement nommé président du Sénat, ce qui lui donnerait automatiquement un siège au Conseil des ministres. Restent les sénateurs conservateurs David W. Angus, John Lynch-Staunton (l'actuel leader de l'opposition à la Chambre haute) et Jean-Claude Rivest. Ces derniers accepteraient-ils d'être ministres? M. Harper pourrait aussi faire appel aux deux seuls sénateurs indépendants du Québec, Madeleine Plamondon et Marcel Prud'homme, pour étoffer son cabinet.

Le scénario le plus plausible pour un gouvernement minoritaire serait évidemment celui d'un gouvernement libéral. Et l'allié le plus naturel des libéraux serait le Nouveau Parti démocratique de Jack Layton. Mais attention! M. Layton a déjà annoncé ses couleurs pour la première fois dans une entrevue à *La Presse*, le 22 janvier dernier: « S'il y a un gouvernement mino-

ritaire, avait-il dit, la première condition que je vais mettre sur la table sera d'avoir un référendum national sur la question d'un mode de scrutin proportionnel. Il faut changer notre système électoral. »

A sa première campagne à la tête d'un parti pancanadien, le nouveau chef du NPDP croit tout à fait possible le scénario d'un gouvernement minoritaire libéral. Il n'écarte pas, dans ce contexte, une alliance de circonstance avec l'équipe de Paul Martin, pour autant évidemment que les tracta-

cial, là encore certaines politiques, après ajustements, sont compatibles, qu'il s'agisse de la lutte contre la pauvreté chez les enfants ou de la nécessaire réforme de l'assurance-emploi.

Évidemment, M. Layton met la barre haut. « Je ne vais pas donner mon appui à un parti s'il n'y a pas d'engagement à tenir un référendum (sur la question du scrutin proportionnel). (...) Le vrai déficit démocratique, c'est cela. C'est un changement fondamental. Nous avons un système électoral qui a

Une offre à considérer

Pour conserver le pouvoir, s'il est minoritaire, Paul Martin devra considérer l'offre et les conditions de Jack Layton. Il suffirait en effet que le Parti conservateur remporte une vingtaine de sièges en Ontario et que le NPDP y fasse aussi quelques gains pour que les libéraux soient contraints de former un gouvernement minoritaire, surtout s'ils ne parviennent pas à compenser ces pertes par des gains importants au Québec et dans les provinces maritimes.

Quant à une alliance des libéraux de Paul Martin avec le Bloc québécois, elle est tout à fait à exclure. Ni les libéraux ni les bloquistes n'oseraient se lancer dans cette aventure contre nature. Il n'est pas écarté, comme l'ont souligné certains députés du Bloc québécois, que des alliances à la pièce se fassent sur certains projets de loi dont les objectifs répondent aux aspirations ou aux besoins du Québec.

Mais on ne verra pas un gouvernement libéral minoritaire avec dans son cabinet des ministres issus du Bloc québécois. Ce serait un peu surréaliste, telle la fameuse rencontre fortuite sur la table de dissection d'une machine à coudre et d'un parapluie.

Le nouveau chef du NPDP n'écarte pas une alliance de circonstance avec l'équipe de Paul Martin, pour autant évidemment que les tractations entre les deux formations politiques donnent des résultats acceptables pour les néo-démocrates.

tions entre les deux formations politiques donnent des résultats acceptables pour les néo-démocrates.

M. Layton, qui a été président de la Fédération canadienne des municipalités, a certaines préoccupations en commun avec M. Martin en ce qui concerne la nécessité pour les grandes villes de trouver les moyens de maintenir leurs infrastructures. Sur le terrain so-

été adopté avant l'invention du téléphone, avant l'invention de l'automobile », affirmait encore M. Layton en janvier.

Selon le nouveau mode de scrutin, les partis obtiendraient un nombre de sièges à la Chambre des communes proportionnel aux suffrages recueillis aux élections. Ainsi, un parti qui récolterait 20 % des voix obtiendrait 20 % des 308 sièges aux Communes, soit 61.

LES GOUVERNEMENTS MINORITAIRES AU CANADA

ÉLECTIONS DU 20 JUILLET 1872	
Conservateurs	99
Libéraux	97
Autres	4
TOTAL DE SIÈGES	200
Majorité absolue	101
Mandat	84 jours

ÉLECTIONS DU 6 DÉCEMBRE 1921	
Libéraux	116
Progressistes	63
Conservateurs	50
Autres	6
TOTAL DE SIÈGES	235
Majorité absolue	118
Mandat	près de quatre ans

ÉLECTIONS DU 29 OCTOBRE 1925	
Conservateurs	114
Libéraux	102
Progressistes	24
Autres	5
TOTAL DE SIÈGES	245
Majorité absolue	123
Mandat	10 1/2 mois



William Lyon Mackenzie King

ÉLECTIONS DU 14 SEPTEMBRE 1926	
Libéraux	117
Conservateurs	91
United Farmers	11
Progressistes	11
Autres	15
TOTAL DE SIÈGES	245
Majorité absolue	123
Mandat	près de quatre ans

ÉLECTIONS DU 11 JUIN 1945	
Libéraux	122
Conservateurs	66
CCF	28
Crédit social	13
Autres	16
TOTAL DE SIÈGES	245
Majorité absolue	123
Mandat	près de quatre ans

ÉLECTIONS DU 10 JUIN 1957	
Conservateurs	113
Libéraux	103
CCF	25
Crédit social	19
Autres	5
TOTAL DE SIÈGES	265
Majorité absolue	133
Mandat	9 1/2 mois

ÉLECTIONS DU 18 JUIN 1962	
Conservateurs	116
Libéraux	98
Crédit social	31
NPDP / CCF	18
Autres	2
TOTAL DE SIÈGES	265
Majorité absolue	133
Mandat	9 1/2 mois

ÉLECTIONS DU 8 AVRIL 1963	
Libéraux	128
Conservateurs	95
Crédit social	24
NPDP	17
Autres	1
TOTAL DE SIÈGES	265
Majorité absolue	133
Mandat	19 mois

ÉLECTIONS DU 8 NOVEMBRE 1965	
Libéraux	131
Conservateurs	98
NPDP	17
Autres	15
TOTAL DE SIÈGES	265
Majorité absolue	133
Mandat	2 ans 7 1/2 mois

ÉLECTIONS DU 30 OCTOBRE 1972	
Libéraux	109
Conservateurs	107
NPDP	31
Crédit social	15
Autres	2
TOTAL DE SIÈGES	264
Majorité absolue	133
Mandat	20 mois

ÉLECTIONS DU 22 MAI 1979	
Conservateurs	136
Libéraux	114
NPDP	26
Crédit social	6
TOTAL DE SIÈGES	282
Majorité absolue	142
Mandat	9 mois

Joe Clark



Les gouvernements minoritaires ont souvent frôlé la majorité

ANDRÉ DUCHESNE

Trente-sept, 38, 41 %. De quel pourcentage des voix Paul Martin a-t-il besoin pour former un gouvernement majoritaire? Difficile à dire présentement tant il y a du brouillard dans la boule de cristal des sondages. Chose certaine, la possibilité d'élire un gouvernement minoritaire est là. Situation invivable?

Ce n'est pas ce que l'on retient de l'histoire politique canadienne, observe Louis Massicotte, professeur au département de science politique de l'Université de Montréal. Selon lui, un gouvernement minoritaire est tout à fait apte à diriger le pays.

Plusieurs gouvernements minoritaires canadiens sont passés à quelques sièges d'obtenir la majorité absolue. Or, il faut qu'un tel gouvernement soit bien malhabile pour ne pas réussir à gouverner dans ces conditions, fait-il remarquer.

« Par définition, les partis d'opposition sont fragmentés. Il est donc difficile de se les mettre tous à dos d'un coup », croit le professeur Massicotte.

Un gouvernement centriste qui sait s'y prendre va avoir l'appui de la gauche pour faire passer des mesures plus sociales, et l'appui de la droite pour des mesures plus conservatrices. Le gouvernement minoritaire de Pierre Elliott Trudeau de 1972 en est un exemple. C'est d'autant plus vrai qu'avec un déficit de 24 sièges pour obtenir la majorité, les libéraux de 1972-1974 ont dirigé le gouvernement le plus fragile du pays.

« C'est durant cette période que Trudeau a montré son côté social-démocrate, ce qui lui a valu souvent l'appui du NPDP », indique M. Massicotte.

Professeure de science politique et directrice de l'Institut d'études canadiennes de l'Université

McGill, Antonia Maioni rappelle que les gouvernements de 1963 et 1965 de Lester B. Pearson étaient minoritaires, ce qui ne l'a pas empêché de faire adopter d'importantes lois comme celle sur la santé. « Un gouvernement minoritaire peut être poussé à devenir très actif », dit-elle.

Le Canada a connu 11 gouvernements fédéraux minoritaires depuis le début de la Confédération. Leur durée moyenne a été de 18 mois, a calculé Louis Massicotte.

Mais certains ont duré beaucoup plus longtemps! Ainsi, en décembre 1921, les libéraux de Mackenzie King ont remporté les élections avec 116 sièges contre 119 pour les partis de l'opposition. Sauf que cette opposition était très divisée, à l'avantage des libéraux.

Sur les 11 gouvernements minoritaires élus depuis 1867, sept ont raté la majorité par six sièges ou

moins. C'est justement six petites circonscriptions qui ont manqué à Joe Clark et aux conservateurs en 1979. On connaît la suite, ils ont été battus après l'adoption d'une motion de censure sur leur budget quelques mois plus tard. Selon Antonia Maioni, l'inexpérience du chef a joué. « Il aurait pu tenter davantage de négocier avec les députés d'opposition (notamment les créditistes de Fabien Roy) pour faire adopter ce budget », dit-elle.

À ce propos, un gouvernement dont une des motions est battue en Chambre n'est pas obligé de démissionner. Il peut encaisser le coup comme l'ont fait les libéraux entre 1972 et 1974. « C'est lorsque le parti au pouvoir est confronté à une motion de censure et que celle-ci est adoptée qu'il doit démissionner ou lancer un nouvel appel aux urnes », explique Louis Massicotte.

Et aujourd'hui?

Le professeur croit que le prochain gouvernement pourrait être minoritaire. « À ce stade-ci, cette perspective est plus probable que le contraire, dit-il. En regardant les sondages, la répartition des votes, etc., nous voyons bien que

nous sommes dans une zone grise. Si j'avais des discours à préparer pour le soir des élections, j'en écrirais deux. »

Or, cette fois, un gouvernement minoritaire ferait face à ce qui ne s'est pas vu depuis fort longtemps: la présence d'un parti régionaliste relativement fort (le Bloc québécois) qui pourrait jouer un rôle crucial. En effet, si les libéraux de Paul Martin sont minoritaires et que le NPDP ne fait pas élire suffisamment de députés pour détenir la balance du pouvoir, vers qui se tourner?

Selon Roger Gibbins, professeur de science politique à l'Université de Calgary, un gouvernement minoritaire libéral constituerait un tremplin pour faire élire un gouvernement majoritaire conservateur par la suite.

« Un gouvernement minoritaire sera perçu par les Canadiens comme l'échec de Paul Martin d'instaurer une nouvelle ère à Ottawa, dit-il. La crédibilité de M. Martin serait sérieusement entachée. »

Antonia Maioni apporte des nuances, faisant observer que les libéraux de Pearson ont réussi à gouverner tout en étant minoritaires et à se faire réélire durant les années 60.

Un gouvernement minoritaire doit faire preuve d'ingéniosité

Joe Clark estime que les libéraux n'auraient pas la capacité intrinsèque de réussir dans une telle situation

GILLES TOUPIN

OTTAWA — L'ancien premier ministre progressiste-conservateur Joe Clark, qui a dirigé un gouvernement minoritaire du 4 juin 1979 au 3 mars 1980, est inquiet face au paysage politique actuel et à la perspective de l'élection d'un gouvernement minoritaire le 28 juin.

« Ah oui ! C'est une période inquiétante pour le pays », a-t-il dit à *La Presse* lors d'une entrevue.

Celui qui vient de prendre sa retraite de la vie politique est le seul premier ministre fédéral vivant à avoir dirigé un gouvernement minoritaire. Il estime que, en soi, un tel gouvernement n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Cela peut provoquer des changements intéressants pour le pays, croit-il. « Mais il faut les conditions pour que ce gouvernement minoritaire puisse fonctionner et gouverner. »

Joe Clark aime bien rappeler non pas son propre gouvernement minoritaire — qui n'avait pas tenu compte, dit-il, du fait que le Parti progressiste-conservateur n'était pas le parti naturel de la gouvernance au Canada —, mais ceux de Lester B. Pearson, en 1963 et 1965 : « Le gouvernement de M. Pearson a démontré une grande ingéniosité ; c'était un gouvernement minoritaire qui a proposé le Fonds de pension du Canada, qui a implanté l'assurance-maladie, etc. La grande différence avec la situation actuelle, c'est que le parti de M. Pearson avait un programme. Ils ont bien préparé le programme politique lors de la conférence de Kingston, qui a été à l'origine de changements assez profonds. Cela veut dire qu'il y avait des objectifs clairs. Cela n'existe pas actuellement avec le Parti libéral. Peut-être que cela existe avec le Parti soi-disant conservateur, mais si ça existe, c'est bien caché. »

M. Clark rappelle aussi le succès en Ontario de l'alliance entre Bob Rae et David Peterson, où, rappelle-t-il, « il y a eu une définition des problématiques communes, un consensus sur les questions communes comme la santé. Il y a peut-être une base maintenant qui peut permettre au Canada une collaboration de ce genre. Mais, personnellement, j'ai toujours cru que le vrai défi d'un parti national et d'un gouvernement national était de construire des ponts. Et un gouvernement minoritaire accepte les divisions, c'est dans la nature des choses. »



L'ancien premier ministre progressiste-conservateur Joe Clark, qui a dirigé un gouvernement minoritaire du 4 juin 1979 au 3 mars 1980, ne cache pas son inquiétude à la perspective de l'élection d'un gouvernement minoritaire le 28 juin.

M. Clark affirme que le Parti libéral sous Paul Martin et le Parti conservateur de Stephen Harper n'ont guère la capacité intrinsèque de mener à bien une expérience de gouvernement minoritaire. « Je ne suis pas du tout optimiste en ce qui

« Pour moi, c'est cela, le vrai danger, pour le pays : cette absence d'un parti véritablement national. »

concerne les conséquences d'un tel gouvernement pour le pays, affirme-t-il. Dans un sens, le Parti libéral est limité ; il n'a pas la même idéologie qu'à l'époque où il avait des problèmes avec l'Alliance. On

n'a pas démontré une volonté d'inclusion chez les libéraux. » À preuve, la perte de sa clientèle dans l'Ouest et au Québec.

Quant aux conservateurs de Stephen Harper, ils ne reflètent pas non plus tout le pays. « Nous som-

mes dans une situation, estime Joe Clark, où le modèle a changé. Le modèle maintenant est moins inclusif. Le Parti libéral pouvait gagner malgré tout des élections en profitant des divisions chez les au-

tres et non pas en comptant sur ses capacités de faire face aux situations d'une façon positive. C'était depuis les années 30 le parti naturel de la gouvernance. Ce ne l'est plus. Cela veut dire que le modèle a changé. Pour moi, c'est cela, le vrai danger, pour le pays : cette absence d'un parti véritablement national. »

Le grand désavantage d'un gouvernement minoritaire, pour Joe Clark, c'est la difficulté de faire des plans à long terme. « Je prends par exemple le cas du libre-échange, dit-il. Cela aurait été presque impossible pour un gouvernement minoritaire de prendre un tel risque. »

Mais en revanche, avec de la souplesse et une vision, un gouvernement minoritaire peut faire de grandes choses pour le pays, estime M. Clark, qui rappelle encore une fois l'exemple de Pearson.

Dans le contexte canadien actuel, conclut Joe Clark, « il serait souhaitable d'avoir un gouvernement majoritaire » en raison des changements profonds qui ont marqué à la fois les libéraux et les conservateurs ces dernières années. Et s'il y a un gouvernement minoritaire à l'issue du scrutin du 28 juin, l'ancien premier ministre ne croit pas qu'il sera conservateur.

Martin condamné à mener une campagne brillante

Le sort d'un premier ministre désigné reste aléatoire

GILLES TOUPIN

OTTAWA — En appelant les électeurs aux urnes, Paul Martin doit sans doute se demander ce que l'avenir lui réserve. Subira-t-il le même vilain sort que Sir Charles Tupper en 1896, John Turner en 1984 ou que Kim Campbell en 1993, trois premiers ministres désignés qui n'ont pas réussi à passer l'épreuve du vote populaire ? Ou connaîtra-t-il les heureux dénouements vécus par deux autres premiers ministres désignés, Louis Saint-Laurent en 1949 et Pierre Elliott Trudeau en 1968, tous deux confirmés par le peuple dans leur poste à la suite d'élections générales ?

Celui qui fut pendant 10 ans ministre des Finances a été désigné premier ministre le 12 décembre dernier à la suite de la démission de son prédécesseur et chef, Jean Chrétien, conformément à la tradition parlementaire ; il n'a donc pas été élu par la population canadienne. Il avait été choisi chef du Parti libéral du Canada le 14 novembre 2003.

Les 187 jours de règne qu'il aura connus en date du 28 juin lui auront apporté bien des soucis, surtout avec le scandale des commandites qui a éclaboussé le précédent gouvernement, dont il était un des piliers. Sa popularité, avant que la vérificatrice générale, Sheila Fraser, ne dépose son rapport en février, était au plus haut. Depuis, il a dû



Tout comme Paul Martin, Kim Campbell avait tout pour demeurer au pouvoir. Il aura suffi de quelques gaffes en début de campagne pour qu'elle devienne un autrel Icare de la politique canadienne.

faire face à l'inattendu : la colère de beaucoup de Canadiens. Saura-t-il, au cours des prochains jours, faire les bons gestes et prononcer les bonnes paroles, pour échapper à une fin abrupte à la John Turner ou à la Kim Campbell ?

Celle-ci, tout comme Paul Martin, avait tout pour demeurer première ministre du Canada. Après la démission de Brian Mulroney en juin

1993, elle était devenue la première femme dans l'histoire du pays à occuper ce poste. Éluë en 1988 à la Chambre des communes, elle avait connu une carrière fulgurante, devenant l'année suivante ministre des Affaires indiennes et du Nord. En moins de quatre ans, elle occupa aussi le portefeuille de la Justice et du Procureur général ainsi que celui de la Défense.

Lorsque la campagne fut déclenchée en 1993, M^{me} Campbell semblait assurée de l'emporter. Pourtant, tout dérapa. La coalition Mulroney, formée des conservateurs de l'Ouest et du Québec, se désintégra proportionnellement à la popularité grandissante du Parti réformiste dans l'Ouest et du Bloc québécois au Québec. Il aura suffi de quelques gaffes en début de campagne, notamment son désintérêt flagrant pour la création d'em-

Force est de constater que le premier ministre n'a pas aujourd'hui la popularité dont jouissait Kim Campbell lors du déclenchement des élections de 1993.

ploiés et son refus de discuter des programmes sociaux, pour que Kim Campbell devienne le nouvel Icare de la politique canadienne.

Ce fut le désastre que l'on connaît pour les progressistes-conservateurs. Ceux-ci ne conservaient, après les élections, que deux députés dans tout le Canada : le rival de M^{me} Campbell à la direction du parti, Jean Charest, et l'ancienne maîtresse de Saint John, Elsie Wayne. Le mandat de premier ministre de M^{me} Campbell aura été l'un des plus courts — 132 jours —, après ceux de Sir Charles Tupper (67 jours) et de John Turner (79 jours).

L'intermède Turner

Lorsque John Turner a décidé de se lancer dans la course à la direction du Parti libéral, en 1984, il venait de passer près de huit ans dans un grand bureau d'avocats de Toronto. Il s'agissait d'un retour en

politique. Sa victoire sur Jean Chrétien, le 16 juin 1984, lui donne un élan. Il devient premier ministre le 30 juin, après le départ de Pierre Trudeau, et ne perd pas de temps avant de dissoudre le Parlement, le 9 juillet. Les élections sont en septembre et John Turner mène une campagne désorganisée. Après les années Trudeau, il ne parvient pas à changer l'image très impopulaire des libéraux. La défaite est cinglante. Les libéraux en sont réduits à 40 sièges aux Communes. Quatre ans plus tard, Turner a réussi à revitaliser son parti. Il tente encore sa chance devant l'électorat. Il réussira à doubler le nombre de sièges du PLC, passant de 40 à 82. Mais ce sera insuffisant. Il démissionne de son poste de chef en 1990.

Bien sûr, le contexte actuel est fort différent pour Paul Martin, et toute comparaison avec des prédécesseurs malheureux demeure boiteuse.

Mais force est de constater que le premier ministre n'a pas aujourd'hui la popularité dont jouissait Kim Campbell lors du déclenchement des élections de 1993. Et John Turner n'avait pas sur les bras, en 1984 et en 1988, le poids qu'ont aujourd'hui les libéraux fédéraux avec le scandale des commandites. Et le bilan de ministre des Finances de M. Martin sous le règne Chrétien peut, selon le point de vue adopté, être ou bien un atout de taille en sa faveur ou bien un fardeau écrasant.

En fait, pour conjurer le sort qui a marqué les premiers ministres désignés malheureux, Paul Martin ne peut plus compter ni sur son passé de ministre des Finances ni sur le prestige que lui a conféré pendant 187 jours la fonction de premier ministre. Il devra faire une campagne brillante ; il devra répondre aux attentes qu'il a lui-même suscitées chez une bonne partie de la popula-

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©

ÉLECTIONS 2004

Les femmes boudent la colline parlementaire

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – La colline parlementaire va demeurer forte en testostérone pour au moins encore quelques années, car les femmes refusent d'entrer en grand nombre dans la jungle de la politique fédérale.

Le modeste objectif de « 104 députées en 2004 » n'a jamais semblé aussi ambitieux qu'aujourd'hui. C'était pourtant le slogan et la cible qu'un groupe de militants avait établis pour hausser le nombre de sièges occupés par des femmes à la Chambre des communes, qui était de 63 au cours de la dernière session parlementaire.

L'ennui, c'est que le nombre de candidates qui participeront à la campagne électorale devrait être en baisse.

Il s'agit d'un gros pas en arrière

compte tenu des nombreux efforts déployés au cours des dernières années pour attirer les femmes en politique, souligne Rosemary Speirs, porte-parole de l'organisme indépendant Equal Voice et ex-chroniqueuse au quotidien *Toronto Star*. Equal Voice tente de convaincre des femmes de se lancer en politique pour les principaux partis du pays. « On ne peut parler de démocratie représentative lorsque la moitié de la population est sous-représentée ou simplement laissée en plan », a-t-elle commenté.

En date de la mi-mai, 183 femmes avaient indiqué leur intention de se présenter aux prochaines élections — soit 23 % de l'ensemble des candidatures —, comparativement à 807 hommes.

La Gaspésie se laissera-t-elle encore séduire?



Les affiches électorales du député Georges Farrah trônent depuis hier devant la papetière Smurfit et ailleurs à New Richmond. Le candidat libéral de la circonscription Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine aura fort à faire pour se faire réélire. « Il Farrah rien », disent des électeurs de la région, qui lui reprochent de n'être pas assez intervenu dans le dossier de l'incinérateur Belledune. D'autres, travailleurs saisonniers, sont déçus de ne pas avoir obtenu de vraies modifications à loi sur l'assurance-emploi.

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

FEDERAL AUCTION SERVICE ENCAN PUBLIC SANS RESTRICTION

PLUS DE 100 ARTICLES ACQUIS PAR L'ENTREMISE DE TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES DU GOUVERNEMENT CANADA

BIJOUX ET MONTRES NON RÉCLAMÉS, ABANDONNÉS SANS RÉSERVES PAS D'OFFRE MINIMUM

AUTRES CONSIGNATEURS

PLUS DE 100 ARTICLES, DE NOUVEAUX BIJOUX DE GRANDE VALEUR, VENDUS À L'UNITÉ AU PLUS OFFRANT



MONTRE POUR HOMMES D'OR 18CT AUDEMARS PIGUET "TRIPLE CALENDAR MOONPHASE". VALEUR ESTIMÉE \$40,000
PLUSIEURS BAGUES À DIAMANTS DE 1 À 5 CARATS, PERLES, RUBIS, BOUCLES D'OREILLES, BRACELETS, ÉMERAUDES, SAPHIRS, DIAMANTS, COLLIERS. PLUSIEURS MONTRES ROLEX, CARTIER, PATEK PHILIPPE.

ALLEZ À L'HÔTEL OMNI MONT-ROYAL 1050 RUE SHERBROOKE OUEST, MONTRÉAL

LE LUNDI 24 MAI 2004, À 14H PRÉCISES. INSPECTION PUBLIQUE ET INSCRIPTION À COMPTER DE 13H.

Quelques réservations, additions et/ou suppressions peuvent s'appliquer. Les adjudicataires devront payer des frais de manutention de 15% plus TPS et TVQ. Paiement: comptant, cartes de crédit, Interac et chèques certifiés. Les articles peuvent ne pas être exactement comme montrés. Renseignements: (905) 458-9509. Federal Auction Service est la seule compagnie privée d'enchères enregistrée de ISO 9001:2000 au Canada. Chaque article est garanti authentique. Toutes les montres ont une garantie standard d'un an. Federal Auction Service n'est pas un organisme gouvernemental. © 2004 FAS

www.federalauctionservice.com

La Ion de Saturn versus la Civic.

Plus de puissance. Plus de volume utilitaire. Plus d'espace pour les passagers. À vous de décider.

La Berline Ion-3 2004 de Saturn. PDSF 19555\$

REEMPLACEMENT DE PORTES ET FENÊTRES

Il suffit d'un appel!

« Mon traitement pour la fièvre de ressort? Belles nouvelles fenêtres et portes de Pella qui régénèrent ma maison à l'intérieur et dehors. »

Réduction de **15%** sur chaque fenêtre et porte-fenêtre de rénovation Pella*

Aucun paiement pour 180 jours!*

solde chambre avec vue

Appelez-nous, passez nous voir ou confiez-nous le soin de vous visiter. Prenez rendez-vous en consultant notre site Web: <http://appointment.pella.com>.

FENÊTRES DE RÉNOVATION - PORTES-FENÊTRES - PORTES D'ENTRÉE PELLA™

9620 ROUTE TRANS CANADIENNE MONTREAL 514-331-1055
1600 MERIVALE ROAD OTTAWA 613-727-8080

LE REGARD DES CONNAISSEURS.™

* Ne s'applique pas aux produits ProLine™. D'autres restrictions peuvent s'appliquer. Voir les renseignements en magasin. L'installation doit être confiée aux professionnels de Pella. Cette offre, qui ne peut être jumelée à aucune autre offre ou promotion spéciale, est réservée aux projets de rénovation. Financement offert aux clients admissibles seulement. L'offre prend fin le 30 mai 2004. © 2004 Pella Corporation.

La Berline Ion-1 2004 de Saturn.

139\$[‡]
/MOIS/LOCATION 48 MOIS
2 286 \$ COMPTANT

- Moteur Ecotec 4 cylindres de 2,2 L
- 140 hp et 145 lb-pi de couple
- Boîte manuelle à 5 vitesses
- Sacs gonflables à déploiement adapté à l'avant
- Direction à assistance électrique
- Dossiers de siège arrière rabattables divisés 60/40

BERLINE ION DE SATURN	BERLINE DX HONDA CIVIC
140 hp	115 hp
Volume utilitaire de 416 litres	Volume utilitaire de 365 litres
Volume intérieur de l'espace passager arrière de 2632 litres	Volume intérieur de l'espace passager arrière de 2588 litres

La Ion Coupé Quad-2 2004 de Saturn PDSF 20 805 \$

La Ion Coupé Quad-2 2004 de Saturn

164\$[‡]
/MOIS/LOCATION 48 MOIS
2 500 \$ COMPTANT

- Moteur Ecotec 4 cylindres de 2,2 L
- 140 hp et 145 lb-pi de couple
- Boîte manuelle à 5 vitesses
- Sacs gonflables à déploiement adapté à l'avant
- Direction à assistance électrique
- Dossiers des sièges avant inclinables
- Dossiers de siège arrière rabattables divisés 60/40
- Deux portières d'accès arrière
- Verrouillage électrique des portes
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur de disque compact

Un monde de différence

SATURN ANNULE LE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Retrouvez ces véhicules et ces offres spéciales sur saturncanada.com

Renseignez-vous sur le programme pour les diplômés.

Toutes les Saturn sont accompagnées d'une garantie limitée de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur. Achetez en ligne sur saturncanada.com ou en composant le 1 888 4SATURN. Le PDSF pour la berline ION.1 1SA de Saturn est de 14 785 \$ et de 17 280 \$ pour le coupé Quad ION.2 1SG. Le transport (975 \$), l'immatriculation, l'assurance, les frais d'enregistrement, d'administration, les frais associés à l'inscription au RDPRM, les droits et les taxes sont en sus. *Ces offres sont d'une durée limitée, ne peuvent être combinées et s'appliquent, tel que mentionné, aux ION.1 1SA et ION.2 1SG 2004 de Saturn en stock. Prix basé sur une location de 48 mois. Le taux d'intérêt pour la location d'une ION.1 1SA ou d'une ION.2 1SG 2004 de Saturn est de 0,4%. Sujet à l'approbation de crédit de GMAC. Les mensualités de location incluent le transport (975 \$) et la taxe sur la climatisation (le cas échéant), de même que la préparation à la route. Un acompte, un échange et/ou un dépôt de sécurité peuvent être exigés. La limite de kilométrage annuelle est de 20 000 km, les frais par kilomètre excédentaire étant de 0,12 \$. D'autres options de location sont offertes. † L'immatriculation, l'assurance, l'enregistrement, les frais associés à l'inscription au RDPRM, les frais d'administration, les droits, les taxes environnementales et les autres taxes sont en sus. Les détaillants peuvent fixer leurs propres prix. Les tarifs sont sujets à modifications sans préavis. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être nécessaire. Ces offres s'appliquent aux clients au détail admissibles seulement. Les offres sont d'une durée limitée et ne peuvent, dans certains cas, être combinées à d'autres offres. Pour plus d'information sur les conditions et détails de ces offres, voyez votre détaillant.

Saturn Saab Isuzu de Laval 2600, boul. Chomedey Laval (450) 681-0028 www.bourassaauto.com	Mondial Saturn Saab Isuzu 9415, Papineau Montréal (514) 395-7222 www.mondialsaturn.com	Saturn Saab Isuzu de Brossard 5950, boul. Marie-Victorin Brossard 1 866 652-3333 www.gravelauto.com	Saturn Isuzu de Terrebonne 1295, Carré Masson Lachenaie (450) 964-1374 www.saturnterrebonne.com	Saturn Isuzu de Blainville 245, boul. Seigneurie Ouest Blainville (450) 437-6317 www.saturndeblainville.saturncanada.com
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

West Island Saturn Saab Isuzu 9775, route Transcanadienne Ville Saint-Laurent (514) 332-4424 www.westislandsaturn.com	Gravel Saturn Saab Isuzu 1, Place Ville-Marie, # 11 180 Montréal 1 800 724-7457 www.gravelauto.com	Décarie Saturn Saab Isuzu 6100, boul. Décarie Montréal 1 866 750-2222 www.gravelauto.com	Saturn Saab Isuzu Anjou 11 000, rue Renaude-Lapointe Anjou (514) 355-9933 www.anjousaturn.com
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

SANTÉ

Québec veut sensibiliser la population au coût des médicaments

PASCALE BRETON

QUÉBEC — Faut de pouvoir offrir la gratuité des médicaments aux personnes vulnérables, comme promis, le gouvernement veut plutôt lancer une vaste campagne de publicité pour sensibiliser la population aux coûts des médicaments.

Au terme de deux jours de discussions, le Symposium sur l'utilisation optimale du médicament, qui s'est terminé hier à Québec, a mis en lumière que l'usager doit figurer au coeur de la politique du médicament, au même titre que les compagnies pharmaceutiques ou les professionnels de la santé.

D'ici la fin de 2004, une importante campagne de publicité étalée sur trois ans sera donc lancée pour sensibiliser les usagers à l'importance de bien utiliser les médicaments et, surtout, à la nécessité d'endiguer les coûts, qui ne cessent d'augmenter.

« En faisant cette campagne, il faut transmettre l'impression et la réalité à nos concitoyens que c'est un enjeu qui est aussi important que l'ont été par le passé les enjeux tels que le tabagisme, la sécurité routière ou le port de la ceinture de sécurité, parce qu'il s'agit d'un enjeu majeur. Nous nous sommes dotés entre Québécois d'un régime très solidaire d'assurance-médicament. Si nous voulons le maintenir, nous devons tous agir et jouer notre rôle dans ce concept d'utilisation. Nous voulons que les citoyens se responsabilisent », a déclaré le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard.

Tant dans le secteur privé que public, le coût des régimes d'assurance-médicament

grimpe d'environ 12 % par année. Le vieillissement de la population ne laisse rien présager de bon puisque les personnes âgées sont les plus grands consommateurs de médicaments, en vente libre ou sur ordonnance.

Il faut donc changer les mentalités. Chaque personne doit avoir le réflexe de demander à son médecin si le médicament est vraiment nécessaire, s'il existe un autre traitement ou s'il est possible de se procurer un médicament moins cher pour le même résultat, a fait valoir le ministre.

M. Couillard a par ailleurs réitéré hier son intention d'offrir la gratuité des médicaments pour les personnes âgées et les prestataires de la sécurité du revenu avant la fin du mandat des libéraux. Initialement, le Parti libéral avait cependant promis en campagne électorale d'offrir la gratuité aux clientèles vulnérables dès cette année.

« Dans l'état actuel des choses, nous n'avons pas les moyens comme Québécois de se payer ça », a indiqué le ministre en précisant que « la réalisation d'une politique du médicament, incluant une utilisation optimale, est d'après moi une condition sine qua non pour arriver à cet objectif que je continue d'avoir pour ce mandat. »

Les citoyens ne sont pas les seuls à devoir remettre en question les idées reçues. Les professionnels de la santé doivent eux aussi changer leur perception et travailler davantage en collaboration. Médecins et pharmaciens doivent interagir, une habitude qui devrait être favorisée dès la formation universitaire, ont convenu par consensus les participants au symposium.

La stratégie nationale pour une meilleure utilisation du médicament mise en place par l'Australie est en ce sens un exemple à suivre. Dans le cadre du programme Home Medicine Review, le médecin et le pharmacien se réunissent périodiquement pour réviser les prescriptions d'une personne âgée, de façon à déterminer si tous les médicaments prescrits sont toujours appropriés. Une mesure qui a suscité beaucoup d'intérêt de la part du ministre Couillard.

Pour arriver à ce que les professionnels de la santé travaillent en plus étroite collaboration, il est cependant primordial que le Québec se dote d'un système d'informatisation des dossiers. Tous les intervenants, sans exception, l'ont souligné hier en table ronde.

Un réseau informatique permettra de suivre avec davantage de précision les médicaments consommés par un patient ainsi que le profil du médecin, toujours dans l'optique d'une meilleure utilisation du médicament. Québec a l'intention de procéder rapidement à mise sur pied d'un réseau informatique, mais il attend les fonds du programme d'Inforoute Canada.

Après la première étape du symposium, le ministre Couillard a l'intention de présenter son projet de politique du médicament à la fin de l'automne 2004, pour ensuite mener une vaste consultation publique au début de 2005. L'utilisation optimale du médicament, l'accès de la population aux produits, la détermination équitable des prix et le maintien au Québec d'une industrie pharmaceutique dynamique seront au coeur de cette politique.

Freud et la neurologie

MATHIEU PERREAU

Un colloque de psychanalyse étudiera cette fin de semaine de récentes preuves neurologiques des théories de Sigmund Freud. Le colloque de l'École lacanienne de Montréal s'intéressera tout particulièrement au langage.

« Les dernières théories en neurophysiologie montrent que Freud et Lacan ont raison », affirme Jean-Paul Gilson, l'organisateur du colloque, qui se tient jusqu'à demain à la station de pompage Craig. Jacques Lacan est un psychanalyste français, mort en 1981, qui a particulièrement étudié le langage.

« On a notamment découvert que les mots ne s'inscrivent pas à la même place dans le cerveau, selon qu'ils constituent une information ou qu'ils ont une signification poétique », relève M. Gilson.

Les liens entre neurologie et psychanalyse sont à la mode ces temps-ci. Le dernier numéro du magazine *Scientific American* comporte un essai affirmant que la théorie freudienne reste le meilleur modèle pour décrire le cerveau, même pour un neurologue.

Le colloque de cette fin de semaine met en vedette un neurophysiologiste belge qui enseigne à l'Université du Michigan, Ariane Bazan, et un philosophe-psychanalyste parisien, Serge Hahlblum. « J'ai connu M^{me} Bazan par des listes de discussion sur la psychanalyse sur Internet, dit M. Gilson. Il sera intéressant de la voir discuter avec M. Hahlblum, un ami de la salle d'attente de Lacan, qui a beaucoup réfléchi sur le langage quand il est devenu aphasique, il y a quelques années. » M. Hahlblum a depuis réappris à parler.

M. Gilson note que Freud avait au départ formé le projet d'une « topographie cérébrale des cellules », mais qu'il avait abandonné cette idée à cause des limites de la technique médicale de son époque. « Il avait plutôt fait une topographie de la réalité psychique. »

Le colloque compte une petite dizaine de conférenciers et devrait attirer une cinquantaine de personnes, selon M. Gilson.

Joyeux été!

Plus de 49 000 CADEAUX à gagner

Surprises d'été

49 000 CADEAUX

DÉCOUVREZ GAGNEZ

5000 \$

100 \$

50 \$

20 \$

10 \$

4 \$

2 \$

Plus de 49 000 CADEAUX à gagner

TV

Appareil photo

Laptop

Commandeur à distance

Hamac

Binocles

Bicyclette

Radio

18 ans +

www.loto-quebec.com

Accord à l'OMS sur une stratégie mondiale contre l'obésité

EMMA ROSS
ASSOCIATED PRESS

GENÈVE — Les représentants des 192 États membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont trouvé hier un accord provisoire sur une stratégie sans précédent contre l'obésité et toutes les maladies liées à une mauvaise alimentation et l'absence d'exercice physique.

Ce plan, qui doit être officiellement adopté aujourd'hui par l'instance dirigeante de l'OMS, constitue un guide pour les pays afin qu'ils puissent élaborer des politiques incitant les populations à améliorer leur alimentation et faire davantage de sport.

L'objectif est d'enrayer la montée de l'obésité et des maladies favorisées par la sédentarité et un régime déséquilibré, comme le diabète, les maladies cardiovasculaires, le cancer, l'ostéoporose, la malnutrition et les infections dentaires.

Ce plan, qui n'est pas contraignant, recommande notamment la réduction des taux de sucre, de graisse et de sel dans les produits alimentaires et le contrôle du marketing des produits alimentaires destinés aux enfants. Il préconise aussi un étiquetage plus précis et une meilleure éducation en matière de santé.

Le plan suggère aussi des pistes pour favoriser les choix les plus sains, à l'école, au bureau ou chez soi. Cela va du jeu vidéo alimenté par une bicyclette à l'approvisionnement en fruit et légumes des distributeurs dans les établissements scolaires, en passant par l'aménagement urbain pour favoriser le vélo et la marche en ville.

Le mode de vie occidental — nourriture trop riche ou « malbouffe » et technologies qui rendent travail et loisirs moins exigeants physiquement — commence à envahir les pays en développement. La menace a incité il y a deux ans ces pays à demander à l'OMS de présenter une stratégie pour les aider à enrayer le processus.

Le monde compte maintenant plus de personnes en surpoids que de personnes qui souffrent de la faim et les maladies infectieuses ne sont plus la première cause de décès dans le monde. Les experts prévoient une dégradation de la situation à moins que des actions importantes ne soient entreprises.

Mais la stratégie de l'OMS a suscité quelques réticences dans certains pays en développement, qui craignaient que le plan ne nuise à leurs industries agricoles, et en particulier aux producteurs de sucre.

DEMAIN, DIMANCHE, PRENEZ LE TEMPS DE VOUS FAIRE PLAISIR ET SAISISSEZ CE BEAU MOMENT AVEC NOUS!

Contrôler son **BUDGET** de **BOUFFE**.

Les jeunes itinérants de Vancouver : **25 % SONT QUÉBÉCOIS**.

Finie, la terrible **FRAISE** DU DENTISTE!

Le palmarès du **FESTIVAL** DE CANNES.



Montréal Une première mondiale

Une femme accouche d'un garçon conçu par fécondation in vitro sans stimulation artificielle

ASSOCIATED PRESS

Après cinq filles, la Canadienne Josée Morin et son mari souhaitaient avoir un garçon. C'est maintenant chose faite grâce à une fécondation in vitro opérée sans stimulation artificielle, une première mondiale.

La mère de 36 ans a appris qu'elle attendait un garçon quelques minutes après la conférence de presse sur la fécondation qu'elle a subie en février dernier. « Même si mon

mari avait été vasectomisé, on voulait à tout prix un garçon », a soutenu la mère peu de temps avant de passer l'échographie à la Clinique OVO.

Pendant trois ans et demi, ce couple de Montréal a tenté en vain d'avoir un enfant naturellement. Malheureusement pour eux, malgré une opération pour renverser la vasectomie, rien n'y a fait. Ils se sont alors tournés vers les États-Unis pour avoir un enfant. « Là-

bas, on peut choisir le sexe alors que c'est interdit au Canada. Mais c'était trop compliqué », raconte Josée Morin.

Un médecin de l'hôpital Saint-Luc de Montréal leur a proposé de recourir à la fécondation in vitro. « On était pressés. C'était frustrant, surtout qu'on en avait eu de façon naturelle », dit celle qui a eu trois filles en plus des deux filles provenant d'un précédent mariage de son mari.

Encore une fois, les difficultés se sont multipliées lorsqu'elle a dû prendre des médicaments pour stimuler artificiellement la production d'ovules. La semaine de médication a été pénible. « J'ai eu des gonflements, des nausées, des chaleurs et des maux de tête épouvantables », dit-elle.

Le couple a alors demandé une fécondation à partir du cycle naturel de production d'ovules, une technique qui n'avait jamais été utilisée

avec succès au Canada. Grâce à l'expertise d'un spécialiste français, l'expérience a été tentée. Après avoir extrait du sperme chez le conjoint de Mme Morin, on a fécondé l'ovule. Une première tentative a échoué, mais la seconde a été la bonne.

Et Josée Morin est tellement satisfaite qu'elle ne ferme pas la porte à un autre enfant : « après tout, je n'ai que 36 ans. »

EN BREF

Lourd bébé

Pour un beau bébé, c'est un beau bébé. Une mexicaine de 35 ans est sortie jeudi de la maternité

après avoir donné naissance trois jours plus tôt à un bébé de plus de six kilos. Blanca Rosa de Leon a accouché lundi par césarienne à Monterrey. Le petit garçon, qui n'a pas encore de prénom et pesait 6,067 kilos exactement à la naissance, est le quatrième enfant du couple. Selon le Guinness des records, le plus gros bébé ayant

jamais vu le jour était un garçon de 10,9 kilos AP

Pas de don de sperme

L'administration américaine a interdit jeudi aux homosexuels de

faire don de leur semence aux banques de sperme qui le collectent anonymement aux États-Unis, en affirmant vouloir limiter les risques de maladies transmissibles. Cette décision a été décriée par des organisations homosexuelles. Les nouvelles règles publiées par l'administration de l'alimentation et du médicament

(FDA) imposent aux organismes collectant des tissus ou cellules, parmi lesquelles le sperme, de demander au donneur s'il est homosexuel ou s'il fait usage de drogue, et dans l'affirmative de refuser son don. La FDA argue que la nouvelle réglementation n'est qu'une généralisation des critères de don de sang. AP

NOUS OFFRONS DES CENTAINES DE PRIX À GAGNER POUR SOULIGNER NOS CENT ANS AU CANADA ET VOUS REMERCIER D'AVOIR FAIT DE FORD LE CHOIX N° 1 AU PAYS*.

*Selon les données relatives aux ventes publiées par l'Association des constructeurs automobiles à la fin du mois de décembre 2003.



CENT ANS

ÇA SE FÊTE!

À GAGNER
100*
VÉHICULES
 OU DES CENTAINES
 DE RABAIS

10 000 \$

5 000 \$

2 500 \$

1 000 \$

**COUREZ LA CHANCE DE GAGNER LE VÉHICULE FORD
 OU LINCOLN NEUF EN STOCK DE VOTRE CHOIX À
 L'ACHAT OU À LA LOCATION DE CE VÉHICULE.**



FORD MUSTANG

« La Ford Focus, au palmarès des 10 meilleures voitures de l'année »
 - Jacques Duval, Guide de l'auto 2004.



FORD FOCUS

« Meilleur camion neuf 2004 »



FORD SÉRIE F

8226/000A



Bien pensé



*AUCUN ACHAT REQUIS. UNE INSCRIPTION PAR PERSONNE. Le concours est ouvert aux résidents canadiens admissibles détenant un permis de conduire valide dans la province où ils résident. Il se déroule du lundi au samedi dans toutes les provinces et territoires (sauf le Québec) du 29 avril au 30 juin 2004; au Québec, le concours se déroule du lundi au vendredi du 29 avril au 30 juin 2004 (la « Période du concours »). Visitez un conseiller Ford participant pendant la période du concours et choisissez n'importe quel véhicule Ford ou Lincoln neuf en stock et inutilisé des années-modèles 2003, 2004 ou 2005. Vous devez louer ou acheter ce véhicule et en prendre livraison le 30 juin 2004 au plus tard. Remplissez le bulletin d'inscription et tous les autres formulaires requis et le représentant du conseiller vous attribuera un numéro d'identification du véhicule. Ensuite, en présence du représentant, vous devrez faire un appel à l'aide de la ligne directe du concours Ford, accessible du lundi au samedi, de 7 h 30 à minuit (HAE), à compter du 30 avril 2004, pour tous les résidents canadiens, excluant ceux du Québec, le représentant fera l'appel du lundi au vendredi, de 7 h 30 à minuit (HAE). Les participants au concours sauront alors si leur appel est tombé dans l'une des minutes choisies pour l'attribution d'un prix. À gagner : 100 Grands Prix équivalant chacun à la propriété inconditionnelle du véhicule choisi (incluant toutes les taxes applicables) (les « Grands Prix »). La valeur approximative du Grand Prix dépendra du véhicule acheté ou loué et des options ajoutées. Également à gagner : 100 prix constitués d'un rabais de 10 000 \$, 100 prix constitués d'un rabais de 5 000 \$, 100 prix constitués d'un rabais de 2 500 \$ et 100 prix constitués d'un rabais de 1 000 \$ (les « Rabais »). Tous les Grands Prix et les Rabais (collectivement désignés les « Prix ») incluent la TPS et les autres taxes applicables et ne peuvent être appliqués qu'à l'achat ou à la location du véhicule Ford ou Lincoln neuf et inutilisé en stock 2003, 2004 ou 2005 choisi, livré au plus tard le 30 juin 2004. Les Prix seront attribués par région, à raison de 17 de chaque prix pour la région du Centre, de 20 de chaque prix pour la région de l'Est, de 8 de chaque prix pour la région de l'Atlantique, de 8 de chaque prix pour la région méso-canadienne, de 16 de chaque prix pour la région de l'Ouest, de 11 de chaque prix pour la région du Pacifique et de 20 de chaque prix pour la région des Grands Lacs. Les Prix ne peuvent être échangés pour de l'argent. Les Rabais ne peuvent être jumelés à certaines offres, notamment à l'offre de remise aux diplômés. Tous les frais engagés par les participants au concours lorsqu'ils réclament ou utilisent leur prix (incluant, sans s'y limiter, le permis, certaines taxes environnementales et autres, l'assurance, l'immatriculation et les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM)) sont la responsabilité des gagnants. Certains prix peuvent ne pas être attribués si aucun appel n'a été effectué dans la minute précise choisie pour ces prix. Pour gagner, les participants sélectionnés doivent répondre correctement à une question d'habileté mathématique. Consultez le règlement complet du concours chez votre conseiller Ford ou à ford.ca. *Selon l'Association des journalistes automobile du Canada.

3226/00A

LEQUEL DE CES DEUX QUÉBÉCOIS PEUT VRAIMENT FAIRE LA DIFFÉRENCE POUR LE QUÉBEC ?



Paul Martin veut faire progresser le Québec et le Canada.

- Il veut donner au Québec plus de force au sein du Canada.
- Il a l'expérience pour développer l'économie et créer de l'emploi.
- Il est reconnu, ici comme ailleurs, pour son ouverture à la concertation et au dialogue.
- Il décide.
- Il avance.
- Il va droit devant.



Gilles Duceppe ne veut pas que le Canada fonctionne.

- Il ambitionne de laisser les Québécois dans l'opposition.
- Il cherche à nous diviser avec un autre référendum.
- Il veut la confrontation et la chicane.
- Il s'oppose.
- Il bloque.
- Il va droit vers un cul-de-sac.

Un seul de ces deux Québécois aura l'équipe et le pouvoir nécessaires pour prendre les vraies décisions, livrer la marchandise et permettre au Québec d'aller de l'avant.

**Allons droit devant
Avec l'équipe Martin**

Liberal
L'équipe Martin